

enda

en 2004

rapport annuel



© 2005 Enda Tiers-monde / Organisation Internationale Non Gouvernementale

Publication : Enda Tiers-monde / Secrétariat Exécutif

La reproduction de cette publication à des fins non commerciales notamment éducatives est permise sans autorisation écrite préalable du droit d'auteur à condition que la source soit clairement indiquée.

Citation : Enda Tiers-monde / Secrétariat Exécutif [2005], Rapport Annuel 2004

Dakar, Sénégal, 101 pages.

Photos de couverture : Enda Brésil, Enda Vietnam, Enda Ecopole & Enda Syspro II

Impression : La Sénégalaise de l'Imprimerie SA

Rapport disponible auprès du Secrétariat Exécutif d'Enda Tiers-monde

4 & 5 rue Jacques Bugnicourt (ex Kléber)
B P 3370 DAKAR (Sénégal)
Tél. : (221) 822 21 25 • 822 42 29
Tél. standard : (221) 842 82 50
Fax : (221) 822 26 95
E-mail : se@enda.sn
Site Web : <http://www.enda.sn>

enda en 2004

rapport annuel



enda tiers-monde

activités d'enda dans le monde...

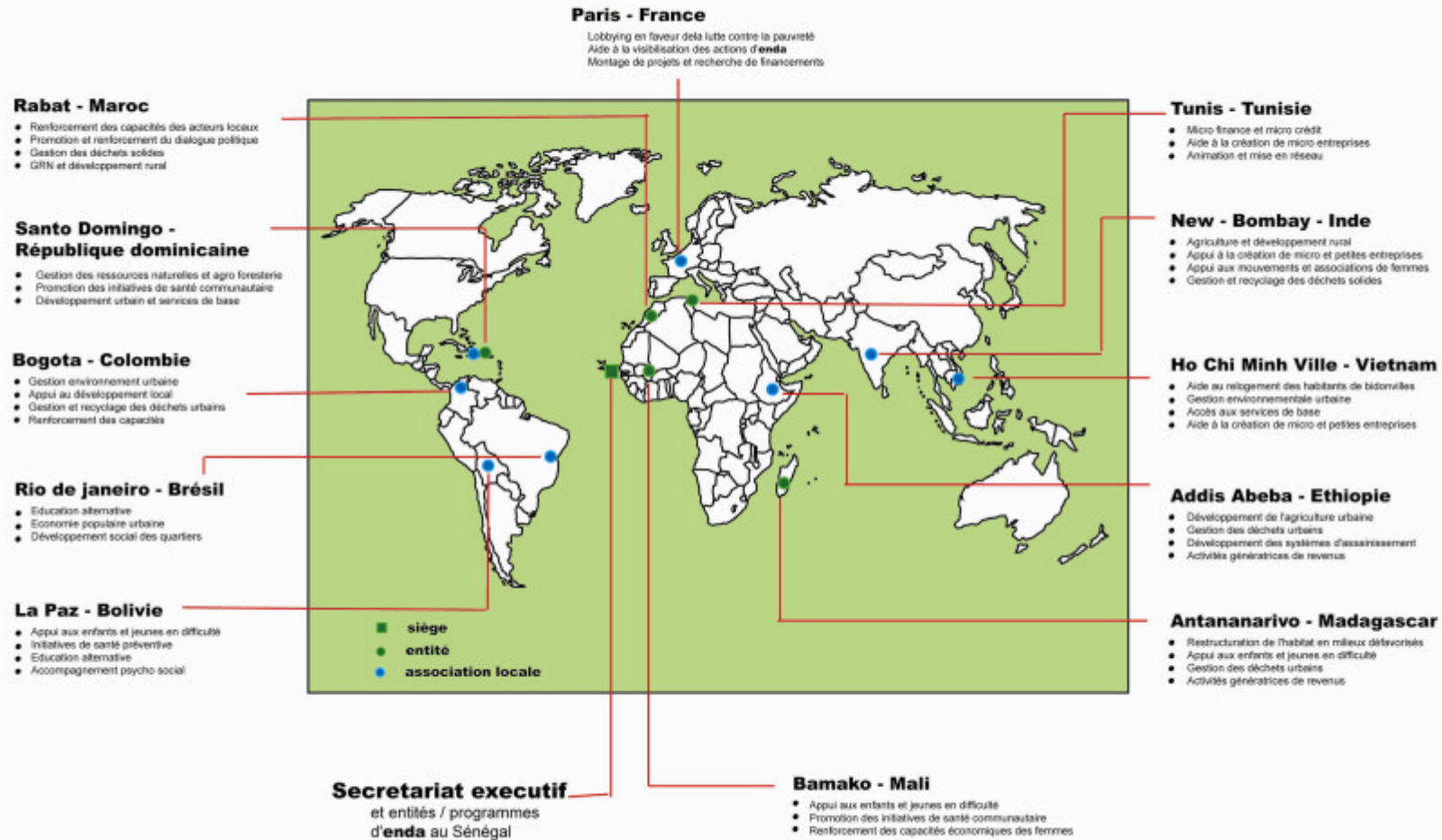


Table des matières

1	Message du Secrétaire Exécutif	3
2	Villes et politiques urbaines.....	5
3	Eau et assainissement.....	17
4	Gestion des déchets.....	23
5	Energie et développement durable.....	27
6	Santé communautaire	33
7	Education alternative.....	41
8	Renforcement des capacités.....	47
9	Gestion concertée des espaces	53
10	Agriculture et développement rural	57
11	Appui à l'entrepreneuriat féminin.....	65
12	Enfance et jeunesse en difficulté.....	69
13	NTIC et audiovisuel.....	75
14	Edition et documentation	81
15	Promotion du dialogue politique.....	83
16	Solidarités Sud-Sud et Nord-Sud	85
17	Redéfinition de la stratégie.....	91
19	Quelques aspects du budget.....	97
20	Annexes	99



Le Secrétaire Exécutif, M. Mohamed Soumaré, lors de la cérémonie de baptême de la rue Jacques Bugnicourt



Le Président du Conseil d'Administration d'Enda, M. Cheikh Hamidou Kane, rendant hommage à feu Jacques Bugnicourt, lors de la cérémonie de baptême de la rue qui porte son nom à Dakar, le 18 décembre 2004



Message du Secrétaire Exécutif

Enda Tiers-monde a connu, en 2004, une année riche en symboles et en enseignements. Le long processus de concertation interne pour la réorganisation institutionnelle, lancé depuis la fin des années 90, a pu y arriver à maturité, éclore et présenter la mise en cohérence de l'action globale de notre organisation sous de meilleurs auspices. En mars, l'Atelier de synthèse finale du processus de réflexion interne *Mouya Yara* a rendu ses conclusions, renforçant Enda dans sa volonté de se doter de modes de gouvernance plus consensuels, à la fois fédérateurs et participatifs. La tenue du Conseil d'Administration, en avril, a permis d'entériner ces recommandations et de donner mandat au Secrétaire Exécutif pour une mise en application rigoureuse des décisions politiques découlant de cette concertation durant les trois prochaines années. Une série de consultations internes, pour une élaboration concertée et participative du Programme Stratégique 2005-2007, devait s'ensuivre et déboucher, entre octobre et novembre, sur la définition de l'orientation générale des actions futures d'Enda et la planification de la réorganisation institutionnelle.

En 2004, notre organisation a également renoué avec la participation aux grandes rencontres internationales, consacrées à la lutte contre la marginalisation socioéconomique, au développement durable et à la promotion de la citoyenneté dans les pays du Sud. Le Forum Social Mondial de Mumbai (Inde), en janvier, le Forum Urbain Mondial de Barcelone (Espagne), en septembre, le Forum Social Africain de Lusaka (Zambie), en novembre et le Forum Mondial sur l'Eau, l'Assainissement et l'Hygiène pour tous (WASH) de Dakar (Sénégal), en décembre, ont été des moments forts de plaidoyer et d'intense lobbying à différents niveaux. Ces rencontres qui ont amené notre organisation à mobiliser de fortes délégations comprenant les représentants de plusieurs de ses entités à travers le monde, l'ont confirmé dans sa vocation fondamentale à articuler les échelles d'intervention du local à l'international. Une participation qui témoigne aussi de notre souci constant de faire le suivi systématique des grands agendas internationaux sur le développement durable, afin que leur mise en œuvre soit conforme aux intérêts des pays du Sud et qu'à l'intérieur de ces pays, elle profite toujours aux plus faibles parmi la population.

2004 a également été pour Enda le moment d'actualiser son devoir de mémoire et de rendre, encore une fois, un vibrant hommage à celui qui a été son fondateur et Secrétaire Exécutif durant trente ans, feu Jacques Bugnicourt. Le Conseil Municipal de la Ville de Dakar ayant décidé de rebaptiser la rue Kléber, rue Jacques Bugnicourt, il nous a été facile, membres et collaborateurs d'Enda comme autorités et amis qui l'ont connu et fort apprécié à travers le monde, de montrer, en cette matinée du 18 décembre 2004, en quoi l'homme était tout à fait remarquable et son action digne d'une perpétuelle reconnaissance. Les activités menées par les différentes entités de l'organisation en Asie, en Afrique et en Amérique latine sont là pour témoigner du caractère impérissable de son œuvre, parce qu'elles visent, toutes, la réalisation des idéaux nobles de justice sociale, de respect de l'environnement, d'égalité entre les genres et de construction d'une culture mondiale de paix, de solidarité et d'amitié entre les peuples.

2

Villes et politiques urbaines

Les interventions d'Enda en milieu urbain partent ces dernières années d'un constat fondamental. L'explosion urbaine dans les pays du Sud a occasionné un phénomène de concentration démographique sans précédent au niveau des villes. Devenues gigantesques, éclatées et très inégalitaires dans l'accès au logement et aux services urbains, les villes du Sud offrent l'image d'une juxtaposition de zones d'habitation aux moyens et aux destins très dissemblables. Cette problématique pose aujourd'hui la question du droit à la ville, perçue non seulement comme une exigence de plus grande justice sociale dans l'offre de biens et services de base, mais aussi comme une nouvelle porte d'entrée dans les stratégies alternatives de développement urbain.

C'est ce qui explique qu'en Afrique, en Asie et en Amérique Latine, les entités d'Enda se soient beaucoup investies dans la restructuration de l'habitat dans les bidonvilles, la campagne pour la sécurité de l'occupation foncière, la production sociale de l'habitat, la mise en place de stratégies d'autogestion environnementale, etc. Plusieurs axes d'intervention caractérisent l'action d'Enda dans ces domaines : le renforcement des réseaux pour la définition de politiques urbaines plus équitables, le suivi régulier et systématique des grands agendas internationaux et les processus de recherche-action qui associent les communautés de base en privilégiant les méthodologies participatives les plus reconnues.

Renforcement des réseaux et alliances

Enda Amérique Latine-Colombie, basé à Bogota, a fait du renforcement de ses réseaux et alliances un aspect important de son action pour des villes durables dans les pays du Sud. Pour ce faire, cette entité a mis l'accent sur la construction de propositions alternatives par le biais de l'échange, la réflexion et le partage des expériences avec deux autres ONGs colombiennes : Penca de Sábila (basée à Medellin) et Funcop (basée à Popayán).

Le Projet *Villes durables* ainsi conçu est entré en 2004 dans une phase pilote où il s'est agi, dans une perspective de gestion environnementale, de développer une réflexion sur les villes d'aujourd'hui, leurs dynamiques internes, leurs caractéristiques fondamentales et leurs potentialités en termes de choix alternatifs. L'un des moments forts de ce partenariat a été la participation conjointe de ces trois ONGs au Forum Social Colombien, dans le cadre du panel intitulé « droit à la ville ».

Enda Amérique Latine-Colombie est également un membre actif du projet inter entités **Quartier du monde** (QDM) qui associe d'autres entités d'Enda (situées au Mali, au Maroc, en Bolivie, au Brésil et au Sénégal), les ONGs Eica de Barcelone et Aula Cultural de Palma de Mallorca, ainsi que la municipalité d'Evry. QDM est original au sens où il a comme objectif de permettre à des associations situées au Nord et au Sud de construire une nouvelle forme de partenariat caractérisée par le principe de réciprocité. Dans une relation horizontale où chaque partie pourra tirer profit du travail

et de l'expérience des autres, il s'agit de construire une vision partagée sur des problèmes urbains fort préoccupants au Nord comme Sud, tels que l'exclusion sociale, les dynamiques populaires et la participation citoyenne. Le projet est une initiative de l'Association QDM qui est un réseau constitué par les différentes équipes QDM situées dans les villes d'Evry (France), Rio de Janeiro (Brésil), Bogota (Colombie), El Alto (Bolivie), Pikine (Sénégal), Salé (Maroc), Bamako (Mali), Palma de Mallorca et Barcelone (Espagne). Ses partenaires institutionnels sont le Ministère français des Affaires Etrangères, la Délégation Interministérielle de la Ville (France), la Ville d'Evry, le Gouvernement des Baléares, le Fonds Majorquin de Coopération, la Ville de Barcelone, la Ville de Palma, l'ONG Genève Tiers-monde et l'UNESCO.



Quartier du monde en Colombie : animation des groupes de jeunes



Durant l'année 2004, toutes ces équipes locales ont été formées au plan méthodologique, afin que cette mise à niveau puisse permettre le démarrage effectif du projet QDM dans toutes ces villes. Il a donc été nécessaire d'élaborer les principaux outils de capitalisation, d'information et de diffusion, qui doivent faciliter le travail d'animation du réseau (échanges à travers le site Web, tournage d'un film sur la place des jeunes dans la cité, etc.). Des activités qui devaient culminer par la participation du réseau au Forum Social Mondial (FSM) de Porto Alegre, en janvier 2005, dans le cadre du panel intitulé « droit à la ville ».

Le travail de recherche-action sur la « participation citoyenne des jeunes et des adultes hommes et femmes dans la construction d'une nouvelle gouvernance plus inclusive et participative » a déjà été largement entamé dans les neuf villes précitées. La rencontre annuelle internationale, dont l'organisation était prévue au mois de novembre 2004, a été repoussée jusqu'en mars 2005 sur décision du réseau. Cette rencontre a finalement été organisée à Dakar, par l'équipe locale (**Enda Diapol**) en collaboration avec la Coordination Internationale de QDM. Chaque équipe locale y a pris part par le biais de deux représentants des jeunes et un facilitateur, auxquels se sont joints les membres des Comités de capitalisation et de pilotage, ainsi que la Coordination Internationale.

Quartier du monde : les acquis de la première année

Le projet « Quartier du Monde : histoires urbaines » est un processus étalé sur trois ans. Plusieurs acquis caractérisent la première année d'exercice. Les groupes de jeunes du réseau ont été formés sur le plan méthodologique, dans un ou plusieurs quartiers selon les villes. Ces groupes ont ainsi élaboré leur plan d'action pour la première année de travail. Les échanges entre jeunes du réseau ont eu lieu par le truchement du forum de discussion permanent du site Internet de QDM et ont permis d'échanger sur leurs visions respectives de l'espace public. Ces groupes de jeunes ont également terminé la réalisation d'un film documentaire sur le thème « *Qu'est-ce qu'être jeune dans mon quartier ?* », qui devait être présenté par l'équipe de Rio de Janeiro lors d'un atelier officiellement inscrit au Forum Social Mondial de Porto Alegre de janvier 2005.

Grâce à l'utilisation des méthodologies participatives de recherche-action et de cartographie sociale, les jeunes ont acquis une connaissance plus précise des réalités économiques, environnementales, culturelles et politiques de leur territoire. Désormais, ils se sentent plus en mesure de proposer et de réaliser des projets de développement local. A ce titre, l'on peut citer les exemples de la Maison de la Culture à Bogota, des actions de sensibilisation à l'environnement à Bamako, du Forum Local organisé par les jeunes du projet invitant les candidats aux élections municipales à El Alto, les formations professionnelles pour les jeunes à Salé et la « Semaine Jeune » à Barcelone.

Ces groupes de jeunes, se sont également organisés en association légale dans certaines villes comme El Alto et Bogota. Dans les quartiers où les jeunes étaient déjà organisés en association, comme Pikine, Salé et Bamako, le projet leur a donné une formation pour renforcer leurs capacités organisationnelles, de projection sur leur territoire et de travail avec les autres acteurs associatifs du quartier. A Pikine, l'association des jeunes de Wakhinane a signé une convention de co-gestion sur le Projet QDM, l'association des jeunes de Karyan El Oued a organisé des rencontres d'échanges avec d'autres associations de quartier. Dans plusieurs villes, les jeunes du réseau ont participé dans les espaces institutionnels de prise de décision, tels que le Conseil Municipal de la Jeunesse à El Alto (Bolivie), les Audiences Publiques à Rio de Janeiro (Brésil), la Table ronde de la Jeunesse à Bogota (Colombie), etc.

Un autre aspect important du renforcement des réseaux et alliances concerne la poursuite du programme transversal qu'Enda mène depuis plusieurs années sur les villes du Sud. En effet, la Convention d'Objectifs sur l'Urbain (COU) entre dans une seconde phase (transitoire) sous le nouveau vocable de **Convention Programme sur l'Urbain** (CPU). Dès

son lancement en 2000, la COU s'était fixée comme objectif principal de contribuer à la mise en exergue de réelles perspectives de changement pour les villes du Sud. Les activités menées par 16 entités d'Enda en Asie, en Amérique Latine et en Afrique ont permis d'atteindre cet objectif sous de nombreux aspects, en dégagant notamment d'intéressantes réflexions et orientations contenues dans les différentes capitalisations réalisées. Toutes ces actions avaient comme ciment un certain nombre de préoccupations communes à toutes ces entités d'Enda, mais aussi aux acteurs du développement urbain en général, comme la violence urbaine, l'organisation socioéconomique des populations démunies, les modes alternatifs de décision, etc.

Enda au Forum Urbain Mondial de Barcelone (13-17 septembre 2004)

Le Forum Urbain Mondial de Barcelone a été un moment fort de rencontres et de plaidoyer sur des thématiques concernant l'avenir des villes du Sud et notamment la résolution de leurs problèmes de développement urbain. La présence d'une forte délégation d'Enda à ce Forum a permis à l'organisation d'agir à différents niveaux dans l'animation de ses réseaux et de faire une participation remarquable :

- 1) aux réunions du Bureau de *Habitat International Coalition* (HIC) dont **Enda Rup** est membre ;
- 2) aux rencontres régionales entre HIC et les Nations Unies ;
- 3) à l'Assemblée générale de HIC ;
- 4) aux séminaires organisés conjointement par le Comité Exécutif de HIC et Misereor, sur le thème « Droit à la ville », avec comme partenaires plusieurs mouvements sociaux, des ONGs et des universités espagnoles ;
- 5) et à plusieurs ateliers portant sur le thème « De la marginalisation à la citoyenneté », qui se sont déroulés durant trois jours et spécifiquement pour chaque région du sud.

Les deux derniers jours du Forum ont été consacrés au lobbying, aussi bien dans le cadre de la manifestation qu'en marge de celle-ci. C'est dans cette optique qu'a été effectué, en partenariat avec ONU-Habitat et CORDAID, le lancement du livre intitulé *Villes du sud : et pourtant elles fonctionnent !* Ce produit de la capitalisation de la première phase de la COU constitue une présentation de quinze études de cas menées par les entités d'Enda en Asie, en Amérique Latine et en Afrique.

Par ailleurs, Enda a participé à la plupart des débats du Forum, autant sur des thématiques dans lesquelles son expérience est avérée que sur des problématiques émergentes de développement urbain. L'exposition montée au Generalitat Juventud de Barcelone lui a permis de montrer les réalisations des acteurs de l'économie populaire urbaine. Dans l'espace officiel du Forum, ses réussites, retenues comme *best practices*, telles que l'expérience originale du *Set Seta* menée au Sénégal dans les quartiers populaires, ont été largement présentées.

Barcelone 2004 a permis à Enda de renouer avec sa tradition de présence aux grandes rencontres internationales. L'organisation a été fortement représentée à ce moment fort de l'agenda international sur l'urbain, grâce à une délégation composée d'une quinzaine de personnes provenant des entités d'**Ethiopie**, du **Brésil**, de **Colombie**, de **France**, du **Maroc** et du **Sénégal**. Ce fut également l'occasion d'organiser, sur place, quelques réunions sur la mise en œuvre de la **CPU**, notamment le lancement des études-villes qui doivent documenter les positions politiques d'Enda et enrichir sa démarche dans le renforcement de ses réseaux sur l'urbain.

La **CPU**, grâce à un nouveau financement du Ministère français des Affaires Etrangères, se propose de contribuer à la construction de larges coalitions susceptibles d'apporter une plus-value favorable à l'inversion des mécanismes sociaux qui produisent la pauvreté dans les villes du Sud. Le programme transitoire en cours ambitionne de jeter les bases d'un programme triennal qui devrait permettre à Enda de renforcer les réseaux et alliances, constitués par les organisations de la société civile du Sud, et d'affiner leurs stratégies de plaidoyer dans le suivi des grands agendas internationaux.

La qualité du travail fourni durant trois ans, dans le cadre de la COU, a créé une émulation positive au sein de l'organisation, au point que plusieurs autres entités d'Enda ont rejoint la CPU. Il s'agit de **Enda Inter Arabe-Tunisie, Enda Bombay, Enda Bolivie, Enda Pronat, Enda Eau Populaire** et **Enda Plantes Médicinales**. Ces entités ont contribué à l'élaboration du programme transitoire et participent de ce fait aux études-villes qui ont pu démarrer le 15 novembre 2004. Ces études devaient durer deux mois et intéresser plusieurs pays où Enda est implanté, comme la Bolivie, le Brésil, la Colombie, l'Éthiopie, l'Inde, Madagascar, le Mali, le Maroc, les Caraïbes, le Sénégal et le Vietnam.

Ce programme transitoire est mis en œuvre dans un contexte où Enda prend un nouvel envol. Le FSM de Porto Alegre, où trois panels étaient prévus autour des thématiques « droit à la ville », « économie sociale et solidaire », « agriculture et développement durable », et « articulations Africains – Afrolatinos », devait être l'occasion d'affirmer une nouvelle tendance qui sera confirmée par une participation de qualité au prochain Sommet Habitat de Vancouver en 2006 et au Forum Social Régional qui doit se tenir au Maroc en 2007. La CPU devrait ainsi permettre de renforcer les acquis de la COU et mettre l'accent sur la convergence entre entités d'Enda dans la construction de positions communes sur l'international. Elle devrait également faciliter l'établissement de partenariats politiques stratégiques avec d'autres institutions dont on peut présumer que l'action sera déterminante dans la construction d'un avenir meilleur pour les villes du Sud.

Suivi des agendas internationaux

Enda Rup (Relais pour le Développement Urbain Participé), basé à Dakar, a développé au fil des ans des relations de partenariat privilégiées avec ONU-Habitat. Il est un des éléments constitutifs du *Advisory Group Against Forced Evictions*, une *Task Force* mise en place par ONU-Habitat pour garantir le droit au logement. Cela lui vaut d'assurer aujourd'hui, en tant que membre du Comité National d'Habitat II, le Secrétariat Permanent du Comité d'organisation de la société civile sénégalaise. A ce titre, cette entité a été le point focal du lancement national des Campagnes Mondiales sur la Sécurité de l'Occupation Foncière et Immobilière et la Bonne Gouvernance, en mai 2004.

Le lancement de ce processus au Sénégal, qui est à l'initiative du Ministère du Patrimoine Bâti, de la Construction & de l'Habitat et d'ONU-Habitat, a donné au Secrétariat Exécutif d'Enda l'occasion de donner un signal politique fort pour la constitution d'une large coalition contre les déguerpissements et la précarisation de l'habitat. C'est la raison pour laquelle Enda a joué un rôle majeur dans l'organisation de la cérémonie de lancement qui s'est tenue devant l'Écopole Ouest Africaine Jacques Bugnicourt jouxtant le bidonville restructuré de Khadimou Rassoul (ex Quartier Rail) à Dakar. Une cérémonie qui a mobilisé les énergies de plusieurs entités d'Enda (**Enda Ecopole Ouest Africaine, Enda Audiovisuel** et **Enda Rup**).

En marge du lancement national des Campagnes Mondiales, qui a débouché sur la formulation du *Plan d'action national sur la sécurité de l'occupation foncière et la bonne gouvernance*, les organisations de la société civile sénégalaise ont pu engager un certain nombre de consultations qui ont permis de formuler plusieurs propositions :

- 1) établir des règles et normes standard pour garantir la sécurité de l'occupation foncière et immobilière ;
- 2) définir un cadre de travail approprié pour apporter un appui aux citoyens pauvres et faciliter l'action des organisations qui représentent leurs intérêts ;

- 3) formuler une politique durable et réalisable aux niveaux national et local ;
- 4) supprimer toute législation discriminatoire à l'encontre des femmes dans l'accès à la propriété et aux droits de succession ;
- 5) définir des mécanismes efficaces pour la diffusion de l'information et l'échange d'expériences ;
- 6) rechercher une plus grande cohérence entre la législation nationale, les conventions internationales relatives à la sécurité de l'occupation foncière et le droit au logement pour tous.

Lancement national des Campagnes Mondiales sur la Sécurité de l'Occupation Foncière et Immobilière et la Bonne Gouvernance, à Dakar

Célébrée dans le bidonville restructuré de Khadimou Rassoul (ex Quartier Rail) à Dakar, face à l'Ecopole Ouest Africaine Jacques Bugnicourt, la cérémonie de lancement national des Campagnes mondiales sur la sécurité de l'occupation foncière et la bonne gouvernance au Sénégal constitue une première en Afrique francophone. Pour la première fois, les deux campagnes ont été célébrées simultanément dans la même ville. Un lancement qui a connu plusieurs temps forts.

- ? La 1^{re} journée (17 mai 2004) a été consacrée aux discussions et à la validation du plan national d'action. Un atelier a été organisé, sous la présidence effective de Mme Aminata Tall, Ministre d'Etat chargée de la Décentralisation et des Collectivités Locales et de M. Salif Bâ, Ministre du Patrimoine Bâti, de la Construction et de l'Habitat, dont les travaux ont donné lieu à une présentation, par les représentants de ONU -Habitat, de la logique qui sous tend l'organisation des campagnes mondiales. Ce moment fort a été suivi d'une présentation et d'une discussion du Rapport Diagnostic sur le Sénégal, qui ont éclairé la présentation et la validation du Plan d'action national par l'ensemble des participants.
- ? La matinée de la 2^e journée (18 mai 2004) fut réservée à une visite du quartier *Sam Sam / Pikine Irrégulier* où la Fondation Droit à la Ville initie un processus concerté d'amélioration du cadre de vie des populations (l'après midi étant entièrement consacré au lancement officiel des campagnes nationales).
- ? Trop étroite pour recevoir toutes les populations qui convergeaient vers le quartier Khadimou Rassoul (ex Rail), la place officielle du lancement a accueilli simultanément des représentants d'ONU-Habitat, des délégations gouvernementales venues du Bénin et du Burkina Faso, ainsi que le Ministre de l'habitat et du Domaine Foncier du Niger. Tous ensemble ont assisté à un enchaînement d'allocutions, de défilés, sketches et prestations musicales.
- ? Au terme de cet après midi du 18 mai, c'est par la main de son Ministre du Patrimoine Bâti, de la Construction et de l'Habitat que le gouvernement du Sénégal a co-signé, avec les Collectivités locales, le Secteur Privé, la société civile, et les Nations Unies, la Déclaration d'Engagement Solidaire de Dakar.

De cette cérémonie l'on gardera l'image d'une forte implication des populations et de nombreux réseaux communautaires, dans une démarche visant à promouvoir de nouvelles approches dans le domaine de la gestion des problèmes urbains, pour que soit garantie une régulation de l'occupation pour le plus grand nombre.

Invoquer le droit au logement et la sécurité de l'occupation foncière, c'est également s'inscrire en droite ligne de la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) du PNUD qui, dans la Cible 11 de l'Objectif 7 sur *l'Environnement Durable*, soulignent clairement la nécessité d' « améliorer sensiblement les conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants des bidonvilles d'ici 2020 ».

Pour ce faire, **Enda Rup** entend renforcer sa contribution au développement du projet *Production sociale de l'habitat*, lancé dès la fin de l'année 2003 à Addis Abéba par *Habitat International Coalition* (HIC) en partenariat avec l'ONG allemande InWent.



Cérémonie de lancement national des Campagnes Mondiales sur la Sécurité de l'Occupation foncière, à Dakar



Arrivée des ministres sénégalais et nigérien de l'Habitat lors de la cérémonie de lancement du 18 mai 2004

Désigné comme le point focal de cette initiative pour l'Afrique francophone, **Enda Rup** assure la coordination de ce processus qui concerne, pour le moment, sept pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Niger, Mali, Sénégal et Togo). Une Consultation nationale a été menée à Dakar, en avril 2004,

sur le thème de la Production sociale de l'habitat, réunissant les représentants des collectivités locales, du gouvernement et de la société civile.

Cette rencontre a conclu à la nécessité de « *créer un cadre propice de concertation pour mettre en synergie toutes les initiatives, en vue de définir des stratégies susceptibles d'améliorer l'habitat, par la création de conditions répondant aux normes d'espace et d'accès à l'eau potable, à l'assainissement, à l'électricité, à l'éducation et aux soins de santé* ».

Processus de recherche-action

Enda Europe, basé à Paris, représente l'organisation en France et partant, dans les pays européens. Il joue, de ce fait, un important rôle d'interface entre divers réseaux, instituts de recherche, organisations, bailleurs et autres acteurs du développement au Nord, et le reste des entités d'Enda, essentiellement implanté dans les pays du Sud.

Dans son action de recherche de financements, de mise en relation des entités d'Enda avec des partenaires potentiels en Europe et de montage de projets de développement, **Enda Europe** a porté, auprès du Ministère français des Affaires Etrangères, le projet d'**Enda Océan Indien**, intitulé *Valorisation sociale et amélioration des conditions de vie de la population défavorisée de Madagascar*.

Enda Océan Indien, basé à Antananarivo (Madagascar), a démarré ce projet en juillet 2003 et le mènera au moins jusqu'en 2007. La plupart de ses activités s'inscrivent dans la poursuite de programmes antérieurs que cette entité a souhaité développer au vu des résultats satisfaisants. Les principaux partenaires impliqués dans sa mise en œuvre sont la Fondation Abbé Pierre, ASMAE, l'Ambassade de la République d'Allemagne, le service de coopération de l'Ambassade de France, les ministères de la Population et de l'Education de base, les *Fonkotany* (quartiers), l'OTIV (une caisse mutualiste de la place), quelques associations locales et certaines Organisations Communautaires de Base (OCB).

Le projet comporte plusieurs volets dont un concernant l'amélioration de l'habitat dans les quartiers défavorisés. L'objectif de cette intervention est de permettre aux familles démunies de vivre dans des logements sains et décents. Il utilise deux systèmes : l'épargne préalable et l'accès au crédit pour les familles ayant des revenus réguliers, alliés à une prise en charge de 85% des coûts pour les familles les plus démunies. Des critères précis et un système de référence avec d'autres ONG permettent de distinguer les deux types de famille. Pour étendre ce volet au plus grand nombre, les outils de communication ont été très développés, comme la parution d'une gazette locale intitulée *Trano Tsara (la belle maison)*. Il faut noter que c'est le bouche-à-oreille qui reste le meilleur vecteur d'information, les ménages partenaires étant les meilleurs promoteurs du projet. Les formations en bricolage et l'appui technique offerts par Enda ont facilité la mise en œuvre des projets de réhabilitation ou de construction de logements, grâce à l'utilisation de techniques de construction à moindre coût.

Enda Océan Indien s'est, par ailleurs, proposé de coordonner une étude de faisabilité pour un projet pilote d'habitat social, en collaboration avec les responsables de deux autres associations : Inter Aide et GRET. Une étude préalable a démarré, en novembre 2004, pour une durée de deux mois. Ses conclusions devraient être déterminantes dans la définition d'arguments pertinents favorables au lancement prochain d'un projet pilote, dans un domaine où Enda a accumulé, depuis plusieurs années déjà, une expérience non négligeable.



Officiel d'ONU-Habitat visitant le bidonville de Baraka (Dakar) restructuré par Enda



Enda Vietnam a poursuivi la réalisation du projet *Développement urbain et aide au relogement à Hanoi, Qui Nhon et Danang*. Ce projet de développement communautaire, financé par NOVIB, prône une nouvelle approche, plus intégrée en matière de logement, en direction des populations déguerpies des taudis et bidonvilles de ces trois localités. Le but visé est de permettre aux bénéficiaires d'améliorer sensiblement leur cadre et conditions de vie, grâce au renforcement des capacités organisationnelles des communautés de base.

A partir des capitaux de démarrage fournis par le projet et qui ont permis de réaliser un certain nombre d'infrastructures communautaires de base, une mobilisation sociale a été faite en direction de ces populations, pour les inciter à adhérer à des mutuelles d'épargne-crédit pour la réhabilitation de leur habitat. L'utilisation de l'épargne pour garantir l'accès à un crédit à court terme est très efficace dans l'amélioration des conditions socioéconomiques. C'est une approche qui a l'avantage de faciliter la participation communautaire des ménages pauvres, en particulier les femmes, et qui est très rapidement devenue un véritable filet de sécurité sociale pour les communautés démunies.

Enda Vietnam a également participé au *Projet pilote de modernisation urbaine participative dans le District 2 de Ho Chi Minh Ville*. Sur financement du Ministère français des Affaires Etrangères et de NOVIB, cette initiative a expérimenté une approche de modernisation urbaine participative dans laquelle populations et administration locale collaborent activement pour améliorer les infrastructures communales et les conditions de logement.

Dans une zone urbaine particulièrement défavorisée et dégradée, où les services de base comme l'eau potable, l'assainissement et l'électricité font gravement défaut, certains ménages ont même été contraints d'élire domicile dans un vieux cimetière du District 2. D'où la nécessité pour Enda de mener des processus de planification participative, avec un accent particulier sur les questions foncières liées à la sécurité de l'occupation. Les activités menées dans ce sens ont ainsi suivi plusieurs étapes :

- ? les formations sur les techniques de construction d'habitations à faible coût, à l'occasion d'ateliers organisés à l'intention des bénéficiaires du projet ;
- ? la création de deux fonds, l'un de crédit-logement et l'autre de génération de revenus, pour aider les populations à construire elles-mêmes leurs habitations, et à stabiliser leur épargne et leur économie familiale, sans éprouver le besoin de recourir à des usuriers ;
- ? la mise sur pied de mutuelles d'épargne-crédit, assortie d'une formation sur la réglementation du crédit-logement et du crédit de développement communautaire, pour créer les conditions d'une gestion efficace de ces deux fonds.
- ? la construction d'infrastructures sur l'électricité, l'eau potable, la petite voirie et les systèmes d'assainissement, et d'une maison communautaire ;
- ? l'adressage et la sécurisation foncière et administrative des nouveaux quartiers.



Séance de planification locale participative à Ho Chi Minh Ville (Vietnam)

Ce projet qui est arrivé à son terme durant le second semestre de l'année 2004, a permis d'améliorer sensiblement la situation résidentielle de nombreux habitants du District 2 de Ho Chi Minh Ville. Les bénéficiaires ont pu construire eux-mêmes des habitations, dites de niveau 4, c'est-à-dire à

faible coût et à forte intensité de main d'œuvre. Grâce à la mobilisation sociale effectuée par Enda et soutenue durant toute la mise en œuvre du projet, l'esprit d'entraide et de solidarité a été promu au sein de la population. Les coûts de main d'œuvre ont été très bas voire inexistant du fait de l'appui offert par les voisins. Et avec le soutien des autorités locales, par le biais du fonds de crédit pour la génération de revenus, et du fonds de crédit pour l'habitat, la vie des ménages s'est progressivement stabilisée.



Restructuration de l'habitat dans le bidonville de Baraka (Dakar)



Faire de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement un droit pour les moins nantis (Vietnam & Sénégal)





Eau et assainissement

L'importance que revêt aujourd'hui l'accès des populations à l'eau potable, dans les stratégies de lutte contre la pauvreté, est devenue évidente. Enda a été au fil des ans renforcé dans sa conviction qu'aucune action de développement, en milieu urbain et rural, ne serait viable sans une réelle prise en compte de la question de l'eau et des problèmes découlant de ses utilisations. Parce que partout où sévit la pauvreté, elle affecte d'abord la qualité de l'eau. L'utilisation d'une eau infectée précipite alors ceux qui l'utilisent dans un cercle vicieux où les problèmes d'assainissement engendrent des problèmes de santé qui à leur tour détériorent l'environnement économique et social des populations.

C'est cela qui rend la question de l'assainissement aussi cruciale de nos jours. Lorsque les eaux usées parviennent aux cours d'eaux et à la nappe phréatique, ou que les infiltrations de nitrates et autres coliformes fécaux rendent impropres l'eau des puits et des mares, ce sont tous les efforts consentis dans la mise en place d'infrastructures hydrauliques qui s'en trouvent ainsi anéantis. Aujourd'hui, pas moins de huit entités d'Enda mènent à travers le monde des projets de développement ayant un rapport direct avec l'eau et l'assainissement. Ces projets peuvent être distingués entre ceux axés directement sur l'accès à l'eau potable et les autres concernant les systèmes d'assainissement individuels ou semi collectifs à moindre coût.

Accès à l'eau potable

Enda Eau populaire, basé à Dakar, a développé deux projets majeurs qui marquent une certaine évolution dans l'itinéraire de cette entité. D'une première période marquée par une méthodologie propre à Enda, utilisant la borne fontaine comme porte d'entrée de ses interventions sur le terrain, l'entité est passée à une nouvelle démarche où elle privilégie l'établissement de partenariats stratégiques et d'actions communes avec d'autres acteurs du secteur de l'eau.

De son intervention traditionnelle dans les zones urbaines dépourvues ou mal desservies en eau potable, comme les quartiers populaires à la périphérie de Dakar, **Enda Eau populaire** a évolué vers une mobilisation autour de nouveaux projets situés en milieu rural. Ces projets de réalisation d'infrastructures hydrauliques et sanitaires ne concernent pas seulement l'accès à l'eau potable. Elles comportent également un important volet consacré à la lutte contre les maladies liées à l'eau, comme la bilharziose, dans les zones situées dans la vallée du fleuve Sénégal. La réalisation d'infrastructures hydrauliques et sanitaires a ainsi concerné deux localités situées en milieu rural :

- ? un forage et un château d'eau, à Wassadou (à 70 km de Tambacounda), pour approvisionner en eau potable le *Village de santé* de la localité, construit grâce au financement d'une ONG française nommée Le Kinkéliba ;

- ? un réseau d'eau potable destiné à faciliter et rendre durable l'approvisionnement des populations de Cascas (situé dans une île du fleuve Sénégal, coupée du reste du pays pendant la saison des pluies) ;
- ? un Centre de santé équipé en matériel médical de qualité, pour soulager les problèmes sanitaires des habitants de Cascas, et notamment les femmes et les enfants.

Parallèlement à ces activités, **Enda Eau populaire** a mené d'autres actions ponctuelles, dans le cadre de partenariats stratégiques le liant au Ps-Eau (Programme Solidarité Eau) et à la SONES (Société Nationale des Eaux du Sénégal). Il s'agit :

- ? de l'élaboration, sur financement du Ps-Eau, d'un répertoire des acteurs de l'eau et de l'assainissement, destiné à faciliter le travail des petits promoteurs de projets en Afrique ;
- ? du suivi-évaluation du programme de réalisation des bornes fontaines dans les quartiers populaires, dans le cadre du Projet Sectoriel Eau de la SONES.

Enda Ecopop (Economie Populaire Urbaine), basé à Dakar, a choisi de privilégier une approche d'échelle, par le biais de son Initiative Régionale pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire à travers l'accès à l'eau potable et à l'assainissement (IROMDEL). Cette Initiative Régionale cherche à « contribuer efficacement à assurer aux populations défavorisées leur droit à la ville et à satisfaire la demande sociale, par la promotion d'un meilleur accès à des services sociaux de qualité ». Elle compte y parvenir en favorisant « la gestion participative des infrastructures et des équipements communautaires, selon des règles d'éthique et de transparence, en vue d'une utilisation durable ».

IROMDEL : pour la réalisation des Objectifs du Millénaire (OMD)

IROMDEL a comme ligne de mire la cible 10 de l'objectif 7 des OMD, qui cherche à « réduire de moitié, d'ici 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ». Pour ce faire, **Enda Ecopop**, en partenariat avec l'ONG Water Aid, a monté cette Initiative Régionale par laquelle il compte mobiliser les pouvoirs publics et les organisations de la société civile, pour la définition de politiques nationales et locales susceptibles de faciliter l'atteinte de ces objectifs.

L'Initiative couvre actuellement six pays d'Afrique de l'ouest, où les sites d'intervention ont déjà été choisis. Il s'agit du Burkina Faso (Boromo, Garango, Koudougou et Sigh Nogin), du Ghana (Temale, Bolga Tangha, Afram Plain et Great Accra), du Mali (Niamakoro, Fana, Dialicoroba et les Communes 1 et 6 de Bamako), de la Mauritanie (Djeol, Bababe, Kaédi, Boghe et Lexieba), du Nigeria (Benue, Bauch, Ekiti, Enugu et Jigawa) et du Sénégal (Tivaouane, Mbao, Matam, Wakhinane Nimzatt, Sagatta et la Communauté rurale Geoul). Pour l'heure, les priorités sont de :

- ? sensibiliser les autorités locales sur l'importance des OMD, en les informant sur la situation actuelle de la couverture des besoins en eau potable et en assainissement ;
- ? renforcer les capacités des élus à concevoir, mettre en œuvre et évaluer des projets pour l'accès des populations à l'eau potable et à l'assainissement ;
- ? capitaliser les enseignements tirés des expériences nationales, en vue d'influer qualitativement sur le cadre institutionnel de la décentralisation et du transfert des compétences, liées à l'eau et à l'assainissement.

Enda Acas (Actions en Casamance), basé à Ziguinchor (Sénégal), a poursuivi dans le cadre du Programme de développement durable de la Communauté rurale d'Enampor, ses activités de construction de citernes à impluvium et de suivi régulier de la qualité de l'eau. Eloubalir a ainsi pu bénéficier d'une nouvelle citerne de 350 m³, portant les capacités de

recueil et de stockage de ce village à 700 m³ d'eau de pluie par an. Pour la réalisation de cette infrastructure, les populations ont assuré le transport des matériaux de construction, la main d'œuvre non spécialisée et l'hébergement de l'équipe technique. **Enda Acas**, s'est occupé de toute la maîtrise d'œuvre, c'est-à-dire la conception des plans et croquis de l'ouvrage, la sélection des entrepreneurs, le suivi et le contrôle du chantier, ainsi que la formation des membres du comité de gestion de l'eau.



Citerne à impluvium dans les îles de l'estuaire du fleuve Casamance (Sénégal)



Quant au suivi de la qualité de l'eau, il a été facilité par la collaboration avec l'Hôpital Régional de Ziguinchor. Les prélèvements effectués dans les citernes à impluvium ont été analysés dans le laboratoire de l'hôpital et ces analyses n'ont révélé aucune présence de germes pathogènes menaçant la santé des populations. Parallèlement à cette surveillance bactériologique, un accent a été mis sur le développement du volet sensibilisation. Ainsi, l'application rigoureuse des mesures de prévention et d'hygiène a été partout observée et le travail a pu être poursuivi en relation avec les comités villageois de gestion de l'eau.

Le projet *Développement urbain et aide au relogement à Hanoi, Qui Nhon et Danang*, mis en œuvre par **Enda Vietnam**, comporte de nombreux aspects liés à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Les mécanismes d'épargne-crédit, décrits plus haut, n'ont pas seulement servi à la construction des bâtiments. Ils ont également facilité la réalisation d'équipements de base grâce à laquelle 125 ménages (à Qui Nhon) disposent de latrines fonctionnelles munies de chasses d'eau et d'un système d'assainissement autonome. En outre, 161 ménages ont eu accès à l'eau potable à des prix très avantageux qui minimisent les charges familiales et renforcent les capacités d'épargne.



Participation communautaire à la pose de pipelines d'adduction d'eau au Vietnam

Systemes d'assainissement à faible coût

D'une manière générale, les projets ayant pour finalité l'accès à l'eau potable ont toujours un volet consacré à l'assainissement. En milieu urbain, la construction d'infrastructures hydrauliques comporte moins de contraintes que la mise en place de systèmes d'assainissement adaptés. Car, l'assainissement nécessite non seulement une parfaite adéquation entre les systèmes choisis et la capacité des populations à les utiliser de façon durable, mais aussi une prise en charge du volet consacré à la prévention et notamment à une bonne sensibilisation sur les mesures d'hygiène individuelle et collective. C'est la raison pour laquelle les réalisations qu'Enda a faites dans le passé se poursuivent toujours, dans une large mesure, sous forme de suivi de la qualité de l'eau et de mise en place de systèmes d'assainissement adaptés et à moindre coût. Ainsi, les systèmes individuels et semi collectifs se côtoient souvent avec des formes d'épuration des eaux usées qui recourent à des technologies rustiques, telles que le lagunage à macrophytes.

Enda Rup a joué un rôle pionnier dans l'utilisation des technologies rustiques et des systèmes d'assainissement adaptés au contexte de précarité socioéconomique qui caractérise la grande banlieue de Dakar. Le recours aux tuyaux d'assainissement de faible diamètre et au lagunage,

dans la Commune de Rufisque (Diokoul), lui a permis de réaliser des ouvrages qui règlent les problèmes d'assainissement de centaines de familles démunies. Ces interventions sont parties d'une initiative commune de **Enda Rup** et des populations de Rufisque-Diokoul (situé à 30 km de Dakar), qui a effectué un changement d'échelle pour devenir le Programme d'Amélioration Durable de l'Environnement (PADE).

Le PADE a prouvé que l'optimisation des coûts de réalisation était possible, grâce à l'utilisation d'une technologie qui prend en compte les réalités du milieu. Il est devenu un intéressant cadre d'expérimentation et partant, une réponse adéquate aux besoins d'assainissement dans quatre communes d'arrondissement, pour environ 51'000 habitants, soit environ 30% de la population de Rufisque. Ce programme a aussi développé un volet consacré à la collecte des ordures ménagères à Saint Louis (Sénégal) et élargi son intervention sur l'assainissement dans la région de Dakar et notamment dans la commune d'arrondissement de Yoff. Le programme d'assainissement de Yoff-Tonghor a ainsi été financé par l'Agence Française de Développement (AFD) sur une durée de trois ans et a permis :

- ? d'aménager et de viabiliser les aires de débarquement, de stockage et de transformation du poisson ;
- ? d'aménager des espaces de stationnement et des voies d'accès ;
- ? d'augmenter la desserte en eau potable ;
- ? de mettre en place des dispositifs de collecte et d'évacuation des ordures ménagères et des eaux usées domestiques ;
- ? d'installer un système d'assainissement dans le site.

Enda Graf Sahel, (Groupes Recherche Action Formation-Sahel), basé à Dakar, cherche également à améliorer le cadre de vie des populations, par le renforcement de son soutien aux initiatives des acteurs locaux, pour un accès aux services de base. Cette entité intervient dans les zones périurbaines de Dakar, comme Rufisque, où elle aide les habitants des quartiers défavorisés à disposer de systèmes d'assainissement adaptés. L'exécution du Projet d'approvisionnement en eau à long terme (PELT) qui comporte un large volet consacré à la réalisation d'ouvrages d'assainissement, a valu à **Enda Graf Sahel** de conduire depuis deux ans la composante Ingénierie sociale, pour la Commune d'arrondissement de Diameguene Sicap-Mbao (Pikine).



Systèmes d'assainissement à faible coût (puisard et fosse) en construction à Sicap Mbao (Sénégal)

Le Programme d'assainissement des quartiers périurbains de Dakar (PAQPUD) ainsi mis en œuvre, permet à **Enda Graf Sahel** d'intervenir sur deux aspects importants :

- ? l'assistance technique, en fournissant un appui dans le choix des technologies les plus adaptées, l'étude de faisabilité des demandes, l'implantation des ouvrages, le contrôle de qualité et la réception des ouvrages ;
- ? l'ingénierie sociale, consistant à offrir un appui dans la mobilisation de la demande sociale et à assurer le volet prévention par l'éducation à l'hygiène, à travers des séances de *focus group*, des visites sur les sites, des prospections domiciliaires, etc.

Enda Rup intervient de la même manière dans le PELT/PAQPUD pour les Communes d'arrondissement de Ngor et Ouakam (Dakar). Dans cette zone, le programme comporte deux aspects :

- ? la réalisation, sur le site, de 60'000 ouvrages d'assainissement, 160 systèmes semi collectifs, 10 édicules publics et un réseau d'assainissement collectif (pour 50'000 personnes environ) ;
- ? l'amélioration de l'assainissement scolaire avec la construction de 70 blocs sanitaires ;
- ? l'amélioration des conditions d'évacuation des matières de vidange et l'organisation de ces services par le renforcement des capacités des acteurs du secteur.

Le contrat pour la phase pilote (2002-2004) ayant pris fin en juin 2004, le Gouvernement du Sénégal, par l'entremise de l'Agence d'exécution des travaux d'intérêt public (AGETIP) maître d'ouvrage délégué, a d'ores et déjà envisagé de le reconduire. De plus, le PAQPUD est entré dans une intéressante phase d'auto répliation, car les demandes exprimées par les populations sont en augmentation continue. Environ une centaine de nouvelles demandes d'ouvrages d'assainissement individuels (puisard, fosses sceptiques, cabines de douches, toilettes à chasses manuelles, fosses sèches, regards de visites, etc.) est enregistrée chaque mois.

4

Gestion des déchets

Dans la plupart des projets mis en œuvre par Enda, l'assainissement et la collecte des ordures ménagères se côtoient et se confondent sous le terme générique de « gestion déchets urbains ». C'est dire que dans les efforts constants d'amélioration de la salubrité publique en milieux défavorisés, l'un ne va pas sans l'autre. Car, la non prise en compte de l'un des termes de ce binôme annule fatalement l'efficacité des actions entreprises dans l'autre. L'accumulation des ordures ménagères dans un lieu finit par affecter la qualité des eaux de surface et des nappes souterraines, de manière aussi grave que la pollution due à l'infiltration des eaux vannes. Mais, là où la réalisation d'infrastructures d'assainissement, individuels ou collectifs, suffit à régler en grande partie le problème, la gestion des déchets solides nécessite un suivi continu des systèmes mis en place et une vigilance de tous les instants.

L'explication réside dans le fait que les systèmes de précollecte, mis en place dans les quartiers pauvres, non couverts par la collecte municipale, reposent sur une auto organisation des populations elles mêmes, qui ne doit souffrir d'aucune défaillance ou relâchement. Qui plus est, la gestion des déchets solides, pour être durable, nécessite une prise en charge qui doit aller d'amont en aval, c'est-à-dire de la sensibilisation des populations sur les modalités pratiques de la précollecte à l'encadrement des activités de récupération ou de recyclage. Les actions menées par différentes entités d'Enda à travers le monde illustrent parfaitement ce caractère systémique de la gestion des déchets solides. Les projets réalisés en 2004 tournent essentiellement autour de la mise en place de systèmes viables de précollecte et du développement des activités de récupération et de recyclage.

Systemes de précollecte adaptés

Enda Vietnam, conscient de l'importance que revêt le travail d'encadrement du personnel des systèmes de collecte et d'évacuation des ordures ménagères, a conçu, en partenariat avec Cordaid, un projet triennal (2004-2007) de développement communautaire et d'appui au syndicat des éboueurs privés du District 6 de Hô Chi Minh Ville (HCMV). Cette intervention est la réplique d'un ancien projet de soutien des éboueurs privés du District 11 de HCMV, exécuté entre 2000 et 2003. C'est ainsi que plus de 100 éboueurs privés (des travailleurs agricoles pauvres et des migrants venant des provinces du sud) ont pu bénéficier des retombées du projet. Les objectifs de cette initiative sont multiples et consistent à :

- ☞ créer un filet de sécurité sociale communautaire pour réduire les surprises et les risques, à travers la création de mutuelles d'épargne et d'entraide ;
- ☞ améliorer le statut juridique du secteur informel des éboueurs privés ;

- ✍ fournir des connaissances en économie familiale en sensibilisant sur les habitudes d'épargne, ainsi que sur les conditions sanitaires et environnementales des éboueurs privés ;
- ✍ améliorer les conditions de travail, économiques et sanitaires des éboueurs ;
- ✍ améliorer le service de collecte des ordures du syndicat des éboueurs.

Enda Vietnam a également, dans le cadre de la mise en œuvre du *Projet d'Urbanisation de l'Asie*, été invité à participer, en tant que partenaire consultant, à la mise en œuvre de la composante Développement de la communication environnementale du volet Tri et Traitement des Ordures Ménagères, dans le District 5 de HCMV. Ses missions étaient de plusieurs ordres :

- ? mener une enquête sur la situation actuelle des déchets solides dans le district, afin de déterminer la meilleure méthode de tri des déchets solides et la capacité de stockage de la station de transfert ;
- ? élaborer un plan d'éducation environnementale pour différentes cibles axées sur la séparation des déchets solides ;
- ? préparer du matériel publicitaire et des documents de promotion à utiliser dans les plans de communication.

Enda Vietnam a ainsi pu procéder à la formulation du plan de travail sur l'enquête relative à l'« Analyse de l'impact socioéconomique de la réorganisation de la collecte des ordures dans le District 5 de HCMV ». Pour ce faire, il a fallu préparer un questionnaire, attribuer des tâches bien définies au personnel impliqué dans le projet et organiser les activités d'enquête avec les acteurs de la gestion des déchets (éboueurs, acheteurs de déchets et résidents). La participation à des voyages d'études et à des ateliers de formation en France et en Espagne a ensuite permis de procéder à des échanges d'expériences sur la gestion communautaire des déchets solides. Toutes ces étapes ont permis d'élaborer un plan d'éducation environnementale à l'intention des groupes et zones cibles et de préparer des documents de formation destinés aux activités d'IEC pour le tri des ordures ménagères.

Enda Rup, en partenariat avec la Commune de Saint Louis (Sénégal) et sur financement de la Coopération autrichienne, a poursuivi dans cette ville son intervention dans le cadre du PADE. Ce programme participe aujourd'hui à la réalisation des objectifs du Plan de développement de la commune de Saint-Louis et plus particulièrement du Plan global de nettoyage. Grâce à l'appui donné au Groupement d'intérêt économique (GIE) CETOM, **Enda Rup** apporte depuis plusieurs années une réponse adaptée à la demande sociale en services de nettoyage dans la commune. Ce système de précollecte, qui fonctionne au moyen de charrettes hippomobiles, permet de couvrir sept grands quartiers de la ville. Après quatre années d'intervention du PADE à Saint-Louis, le programme a été évalué en juillet 2004. Les résultats ont souligné l'impact considérable de l'intervention sur les populations et sur leur cadre de vie. Une amélioration a été constatée dans la propreté des berges du fleuve par 72% des répondants qui estiment que des changements notables ont été perceptibles entre 2002 et 2004.

Enda Océan Indien développe, depuis l'année 2000, dans le cadre de son projet *Valorisation sociale et amélioration des conditions de vie de la population défavorisée de Madagascar*, un système de précollecte des ordures ménagères dans les « bas quartiers » d'Antananarivo. Conçu sur un mode d'intervention qui privilégie la création d'activités génératrices de revenus (AGR), ce volet du projet a pu régler le problème du nettoyage en permettant de créer nombre d'emplois. L'un des objectifs d'**Enda Océan Indien** était de transférer ce programme à l'association malgache ADH, avec qui l'entité menait ce projet en partenariat. Ce qui fut fait en

avril 2004, en attendant que ce type de programme puisse être répliqué sur de nouvelles zones à partir d'avril 2005.

Enda Ethiopie, basé à Addis Abeba, a débuté ses interventions dans la gestion des déchets en 1995, à une époque où il n'y avait aucune ONG ou entreprise privée pour prendre en charge la précollecte et la mise en décharge dans les quartiers défavorisés de la capitale éthiopienne. L'aspect très centralisé de la collecte municipale empêchait au système d'être réellement productif et ne laissait aucune place aux initiatives d'autogestion environnementale. Aujourd'hui, dans les trois *Woredas* (districts) où cette entité appuie l'autogestion des déchets par les communautés de base, la fréquence et la régularité du nettoyage ont fini de démontrer l'efficacité du système communautaire mis en place. Des groupes de jeunes ont été organisés pour collecter les ordures ménagères dans leur quartier même, moyennant une petite rémunération.

La réorganisation et la modernisation des procédés traditionnels de réutilisation des déchets ont encouragé de larges pans de la société à s'intéresser aux activités de récupération et de recyclage. A tel point que le Bureau de l'Environnement de la ville d'Addis Abeba a mis l'accent sur le développement des activités de recyclage, par l'encadrement des *Korales* (récupérateurs ambulants) et l'association des OCB, des ONGs et du secteur privé à un projet pilote intégrant des activités de fabrication de compost et d'aménagement de parcs floraux destinés à embellir la ville.

Activités de récupération et de recyclage

Enda Amérique Latine-Colombie mène depuis quatre années un *Projet de recyclage solidaire* qui a contribué à créer une véritable articulation entre les différents acteurs de la gestion des déchets solides (autorités locales, opérateurs privés, commerçants, populations, etc.). Financé par Ecofondo et le Fonds pour l'Action Environnementale, ce projet a pu réaliser des actions concrètes dont la finalité était l'amélioration des conditions de vie des récupérateurs des communes Suba et Usaquen de la ville de Bogotá.



L'expérience originale du recyclage solidaire à Bogota (Colombie)

La valorisation de cette activité professionnelle par la reconnaissance sociale et l'amélioration des revenus des personnes qui s'y adonnent, devait forcément passer par le renforcement de leurs capacités organisationnelles et la lutte contre les pratiques discriminatoires dont elles font l'objet. La réalisation d'un tel programme est passée par plusieurs étapes :

- 1) les Journées de formation dans les quartiers résidentiels de la ville, sur la gestion des déchets et leur tri à la source, suivis de leur remise solidaire aux associations de récupérateurs ;
- 2) l'élaboration d'un plan de communication publique, à travers la radio communautaire et d'autres moyens audiovisuels, sur l'importance des activités de récupération dans la gestion des déchets ;
- 3) la mise en œuvre d'un partenariat entre les associations de récupérateurs de Suba et Usaquen, et la grande Association des Récupérateurs de Bogotá ;
- 4) la création d'une mutuelle d'épargne-crédit destinée aux femmes récupératrices de ces deux communes.
- 5) le développement d'une étude destinée à mesurer l'impact du *Plan Directeur de gestion des déchets de la ville* sur les récupérateurs et à formuler une proposition de cartographie sociale dans ces deux communes.

Enda Maghreb, basé à Rabat, a fait de la gestion des déchets solides un des aspects les plus singuliers de son action en faveur du développement local. L'entité a très tôt compris que pour être efficace, tout système de collecte et d'évacuation des ordures doit être assorti d'un système de tri et de recyclage structuré et performant. C'est la raison pour laquelle les sites d'Oulmès, de Missouri et de Tiflet sont, depuis plusieurs années, le cadre d'intéressantes expérimentations en matière de traitement alternatif des déchets solides. Les projets pilotes qui y ont été mis en œuvre entre 2001 et 2003 ont enregistré des résultats concluants qui ont été validés par une évaluation menée en partenariat avec l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II. En se fondant sur les acquis et les enseignements de ces projets pilotes, **Enda Maghreb** s'est fixé comme but de répliquer ces expériences en 2004, avec le soutien de la Coopération suisse (dans le cadre du programme d'*Appui aux initiatives de gouvernance environnementale et territoriale*), de la Coopération espagnole, de l'Union Européenne (Volet Life du projet de *Protection de la biodiversité et des ressources en eau du bassin versant de la Moulouya*), et de IDEAS (les régions de Venise et du Piémont), dans le cadre du projet de *Gestion intégrée des déchets solides pour le développement urbain durable dans la région Rabat-Salé-Zemmour-Zaër*.

L'appui d'**Enda Maghreb** avait permis d'organiser, à partir de 2001, une dizaine de séances de formation technique et méthodologique pour les ouvriers et techniciens municipaux du centre de co-traitement des déchets de Tiflet, sur les différentes étapes du compostage (opérations de tri, de mise en andain, de suivi des paramètres physico-chimiques, de broyage, etc.). En 2004, l'entité a fait une cartographie des circuits de collecte des ordures, offrant ainsi à la collectivité locale un outil indispensable dans l'optimisation du système de gestion des déchets et la minimisation des coûts.



Energie et développement durable

L'action d'Enda est profondément marquée, depuis plus d'une décennie, par une articulation permanente entre l'accès de la majeure partie de la population aux ressources et services énergétiques, et l'implication de ces dernières dans les stratégies participatives de gestion des ressources naturelles (GRN). Depuis que la relation de cause à effet entre l'utilisation de la biomasse à des fins énergétiques dans la plupart des pays du Sud et la destruction de leurs ressources forestières a été rendue évidente, Enda n'a eu de cesse d'intégrer à sa démarche l'approfondissement de la connaissance des systèmes énergétiques africains et la protection de l'environnement.

C'est la raison pour laquelle l'élargissement de l'accès aux services de base de l'énergie et la contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement sont parmi les aspects les plus importants de sa stratégie d'intervention pour un développement durable. Les activités menées dans la lutte contre la désertification et de façon générale dans la GRN, entrent de ce fait dans une stratégie globale de lutte contre la pauvreté, où recherche-action, formation des acteurs, animation de réseaux, plaidoyer international et interventions ponctuelles sur le terrain se complètent et se renforcent mutuellement.

Energie, environnement et développement

Enda Energie, basé à Dakar, a poursuivi son action en faveur du développement durable à travers quatre axes d'intervention :

1. l'approfondissement de la connaissance de la situation des systèmes énergétiques africains d'un point de vue technique, économique, politique et socio culturel ;
2. l'élargissement de l'accès aux services de base de l'énergie, pour le plus grand nombre, dans une optique de lutte contre la pauvreté ;
3. la contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre des Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME) ;
4. la recherche de synergies dans le triptyque Energie – Environnement – Développement, dans une perspective de lutte contre la pauvreté.

Le projet CRETAS (*Centre de ressources et d'étude des stratégies sur les énergies traditionnelles et de substitution en Afrique subsaharienne*) a été mis en place dans le cadre du 1^{er} axe, pour palier le déficit d'information dans le domaine de l'énergie. S'appuyant sur des entités relais présentes dans neuf pays (Bénin, Burkina Faso, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Guinée, Sénégal et Togo), le projet est parvenu à mettre en place un Centre de documentation ayant vocation à gérer une base de données bibliographiques et technologiques, à animer un réseau d'échanges, et à élaborer des grilles de collecte et de traitement des données.



Campagne internationale contre les émissions de gaz à effet de serre

« Le développement d'abord » : analyse et recherche de synergies entre Energie-Environnement – Développement dans une optique de lutte contre la pauvreté en Afrique

L'analyse des Documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) constitue une entrée incontournable pour appréhender les opportunités actuelles en matière de d'énergie et d'environnement. Elle permet de proposer des approches multisectorielles et décentralisées pour le développement. Centrées sur l'analyse des modes de subsistance des populations, ces approches permettent de mieux saisir la vulnérabilité des populations sous toutes ses formes et en particulier celle des plus pauvres.

La prédominance donnée aux « investissements massifs lourds » (dans le NEPAD), avec leurs effets multiplicateurs sur la production directe, conduit naturellement à rapprocher ces propositions du débat qui anime actuellement la communauté internationale, sur la prise en compte des risques, pour le continent africain en particulier, liés à la désertification, au changement climatique (qui sont maintenant avérés pour la communauté scientifique internationale), à la perte de la biodiversité, etc. Rapprocher les préoccupations environnementales actuelles d'un plan de développement pour l'Afrique, doit permettre de se rapprocher de l'objectif de « durabilité » dans les choix de développement.

Mais, face à la multiplication des Accords Multilatéraux sur l'Environnement, la priorité doit rester aux objectifs de développement (« le développement d'abord »), ce que nul ne conteste, les Objectifs du Millénaire pour le Développement étant là pour le rappeler. Le défi est d'intégrer ces accords dans les plans de développement ou encore de faire en sorte qu'ils deviennent des facteurs de développement durable. Ces accords doivent permettre de développer dans les pays africains des actions structurantes à long terme. Autrement dit, ils doivent faciliter l'intervention en amont sur le « trend » des futures émissions de gaz à effet de serre, en privilégiant, dès maintenant, des choix d'infrastructures économes en carbone, que ce soit dans le domaine de la construction, de l'énergie, des transports, de l'urbanisme, etc.

Le projet AREED (*African Rural Energy Enterprise Development*) qui entre dans le cadre du 2^e axe d'intervention d'**Enda Energie**, est une initiative du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) destinée à promouvoir la création de PME utilisant des technologies efficaces et propres d'énergie renouvelable en milieu rural. Le projet a déjà entamé ses

activités au Botswana, au Ghana, au Mali, au Sénégal et en Zambie, et travaille dans tous ces pays de conserve avec des organisations partenaires comme Enda au Sénégal, KITE au Ghana, CEEZ en Zambie et Mali-Folkcenter au Mali. Ainsi, une dizaine de projets conçus à partir des processus de concertation avec les autorités étatiques, de renforcement des capacités des entrepreneurs et de recherche de co-financements, a été soumis au comité de financement en 2004, dont cinq ont déjà été mis en œuvre.

Par ailleurs, **Enda Energie** participe activement à divers réseaux sur l'énergie et le développement durable, comme le *Réseau mondial sur l'énergie en faveur du développement durable* (GNESD en anglais) et le *Réseau thématique sur les énergies renouvelables dans le contexte de la lutte contre la désertification en Afrique* (ou TPN5). D'autres initiatives, telles que le *Programme régional de plate forme multifonctionnelle* (menée en partenariat avec l'UNOPS/PNUD) et le premier *Projet régional de renforcement des capacités en micro/mini hydroélectricité et d'investissement pour la fourniture de services de base en milieu rural en Afrique subsaharienne*, ont également permis à cette entité de renforcer ses partenariats. En effet, plusieurs formes de collaboration la lient aux organismes du système des Nations Unies, aux organismes de financement, comme la Banque Africaine de Développement, aux gouvernements africains, aux organisations de la société civile du Nord comme du Sud, aux instituts de recherche, etc.



Lutter contre la pauvreté en Afrique subsaharienne en facilitant l'accès aux ressources énergétiques

Gestion des ressources naturelles

Enda Maghreb a mis en œuvre plusieurs projets en 2004, dans le cadre de son action pour le développement rural intégré et la Gestion des ressources naturelles (GRN) au Maroc. Privilégiant une démarche intégrée et participative, cette entité s'est fixée comme principaux objectifs la préservation des ressources naturelles de territoires fragiles, notamment au niveau des zones humides, riches en biodiversité, et des zones forestières sensibles à la désertification. Elle a par ailleurs mené, dans le cadre d'une approche territoriale axée sur la valorisation des ressources locales, des activités de lutte contre la pauvreté, par le truchement de la création d'AGR au profit des populations démunies. Plusieurs interventions peuvent être ainsi relevées :

- 1) le *Programme d'appui aux initiatives de développement durable en milieux ruraux défavorisés*, qui est en phase de réalisation depuis octobre 2004, pour un exercice de 18 mois, et qui concerne la région de Taza ;
- 2) le *Programme intégré de protection de la biodiversité et des ressources en eau du bassin versant de la Moulouya* (co-financé par l'Union Européenne, dans le cadre du Programme LIFE / pays tiers et l'Agence Espagnole de Coopération Internationale - AECI) qui est mis en œuvre depuis janvier 2003 dans la Province de Missour, pour une période de trois ans ;

- 3) le *Programme de développement de la montagne et des territoires du pré-Rif (DEMETER)* mis en œuvre au niveau de quatre communes rurales de la Province de Taza (avec le soutien de l'ONG italienne CISS et de la coopération italienne) ;
- 4) le *Projet de conservation des écosystèmes des zones humides et côtières de la région méditerranéenne : SIBE de la Moulouya (MedWetCoast)*, qui concerne la zone de Saidia, à l'embouchure de la Moulouya (Province de Berkane) et qui a été confié par le PNUD / MedWetCoast à **Enda Maghreb** pour une phase-test allant de juillet à décembre 2004 ;
- 5) le *Sous-programme d'Appui au Plan d'Action National de lutte contre la désertification (SA-PAN)*, qui est mis en œuvre depuis juillet 2004, dans la Province de Chefchaouen, (avec le soutien du PNUD) ;
- 6) le *Projet de renforcement des capacités des associations du RIOD en matière de conservation de la biodiversité et de réduction de l'impact des facteurs susceptibles de contribuer aux changements climatiques dans les zones arides et semi arides, et le Projet de renforcement de l'implication de la société civile dans la mise en oeuvre du PAN désertification* : ces deux projets étant mis en œuvre à l'échelle nationale.



Aménagements agricoles pour la lutte contre l'érosion dans la zone de Taza (Maroc)

Enda Maghreb et **Enda Europe** représentent Enda TM au sein du *Comité de suivi des ONGs d'environnement de la Méditerranée*, qui regroupe les sept principaux réseaux et ONGs actives sur l'environnement dans le contexte euro méditerranéen. Prenant une part active dans les processus d'élaboration et d'examen de la stratégie euro méditerranéenne de développement durable, **Enda Europe** s'est également vu confier, dans le cadre d'un partenariat avec le Plan Bleu (Sophia Antipolis – France), le volet Accompagnement Méthodologique et Suivi du *Projet d'Analyse de la durabilité du Plan d'aménagement côtier d'Alger*.

Ce projet a pour but de fournir une description et une évaluation environnementale précises de la région côtière d'Alger (sur la base d'indicateurs de durabilité), ainsi qu'un tableau de bord susceptible de faciliter le suivi des progrès accomplis dans la zone en matière de développement durable, grâce notamment à des indicateurs-clés décrivant les performances des différentes politiques déjà menées.



Femmes marocaines exploitant le bois de chauffe dans l'Atlas

Enda Dominica a poursuivi, à Haïti et en République dominicaine, la mise en œuvre de son *Programme Agro forestier* qui consiste en un accompagnement de plusieurs organisations paysannes destiné à leur fournir tous les moyens techniques, financiers, méthodologiques et organisationnels nécessaires à l'atteinte d'un développement agro forestier durable, c'est-à-dire adapté à l'environnement et autogéré.

Depuis sa création en 1984, **Enda Dominica** a fait de l'intégration des activités agricoles tournées vers la création de pépinières, la reforestation et l'exploitation rationnelle du bois de sciage, l'un des aspects les plus caractéristiques de sa démarche. C'est ainsi qu'en 2004, l'entité a permis à la Fédération paysanne Sambara et aux associations de producteurs agro forestiers, parties prenantes et co-propriétaires du projet en République dominicaine, de créer une entreprise forestière autogérée de sciage fonctionnel, qui a pu fournir des services sociaux de base (éducation, santé, eau, assainissement, etc.) à plus de 1750 familles paysannes, grâce aux bénéfices générés par l'activité. L'option prise par Enda d'étendre le projet à Haïti, pour la période comprise entre juin 2002 et mai 2005, a facilité l'intégration de nouvelles techniques agro forestières, assortie d'un échange et d'un enrichissement mutuel entre organisations paysannes, techniciens en GRN et institutions d'encadrement des deux pays.



ETHNOPHARMACOLOGIE À "SAINT-VINCENT ET LES GRENADINES"

Dans le cadre du programme TRAMIL :
Programme de recherche appliquée à la médecine traditionnelle caribéenne, dépendant d'Ende-Caribe, bureau régional d'une ONG internationale, présente depuis 1979 dans les Caraïbes.

Missions :

- valider scientifiquement les usages traditionnels des plantes médicinales
- diffuser les connaissances et former des professionnels de santé
- créer des conservatoires de la biodiversité



Collaborations :

- Universités Sud-Américaines, Européennes, ...
- Services Publics (IRD, Ministères de la Santé Publique ...)
- Jardins Botaniques et Muséums d'Histoire Naturelle

Résultats : séminaires organisés tous les deux ans pour mettre à jour les connaissances et rendre les informations accessibles grâce à des publications, dont la Pharmacopée Caribéenne.

Autre séminaire en 1996 à Grenade, le 10ème aura lieu en avril 2005 en Martinique



Projet TRAMIL : valorisation des médecines traditionnelles caribéennes et de leurs pharmacopées



Santé communautaire

Les initiatives de santé communautaire sont devenues de plus en plus incontournables dans les stratégies de lutte contre la pauvreté. Durant ces dix dernières années, plusieurs entités d'Enda à travers le monde se sont développées, exclusivement ou en partie, dans le cadre de projets destinés à faciliter l'accès des couches défavorisées de la population aux services de santé. La pandémie du Sida et la relative impuissance des autorités sanitaires de nombre de pays du Sud à offrir à leurs malades des moyens thérapeutiques efficaces et adaptés, ont poussé Enda à renforcer l'action qu'il mène en faveur de la prévention et de l'accompagnement social des personnes infectées, depuis dix-huit ans déjà.

Ces interventions qui allient recherche-action, plaidoyer, formation, sensibilisation, assistance psycho sociale et soins alternatifs gratuits, dans une perspective de développement communautaire, ont souvent eu l'avantage de mettre en avant des méthodes participatives permettant leur appropriation par les populations bénéficiaires. Les différents projets, mis en œuvre par les entités d'Enda en 2004, peuvent ainsi être distingués entre les actions de lutte contre la Sida, le développement de l'utilisation des plantes médicinales et le renforcement des systèmes de soins alternatifs destinés à élargir la couverture sanitaire à des zones et à des populations déshéritées.

Actions de lutte contre le Sida

Enda Mali, basé à Bamako, mène depuis 2000 le *Programme Santé* qui prend en charge de façon prioritaire la problématique de la lutte contre la Sida à travers plusieurs projets :

- ? le *Projet de supervision et de formation des ONGs soutenues par Plan Mali dans les régions de Sikasso, Ségou, Koulikoro et Kayes* ;
- ? le projet *Action d'amélioration de la communication entre les acteurs de lutte contre le VIH/SIDA à travers un bulletin d'information (2004-2005)* ;
- ? le projet *Actions de lutte contre les IST/ VIH SIDA dans le cercle de Doïla (2004-2006)*.

Le 1^{er} projet consiste en une supervision et un renforcement des ONGs subventionnées par Plan Mali, pour la mise en œuvre de plusieurs projets de dépistage volontaire du VIH/Sida, dans les régions de Sikasso, Ségou, Koulikoro et Kayes, pour une durée d'environ trente mois. La mission d'Enda consiste dans ce projet à **1)** assurer le suivi (la supervision et l'évaluation des activités), **2)** développer un cadre de partenariat dynamique (entre Plan Mali, les ONGs, les services techniques du gouvernement, et l'administration locale), **3)** renforcer les compétences et capacités des ONGs, **4)** veiller à la gestion correcte des matériels et équipements mis à la disposition de ces dernières, **5)** réaliser des travaux de recherches opérationnelles en relation avec les activités des ONGs, et **6)** produire des outils et supports de communication efficaces pour hâter le changement de comportement.

Le 2nd projet a permis à **Enda Mali** d'animer la publication et la diffusion d'un bulletin d'information sur le VIH/Sida dénommé *Liaison*, dans le cadre d'une activité de production et de diffusion, sur formats électronique et imprimé, d'un support d'information et de sensibilisation efficace sur les Infections Sexuellement Transmissibles (IST) et le VIH/Sida.

Quant au 3^e projet, il cherche à réduire la vulnérabilité (aux IST et au VIH/Sida) des femmes en particulier, dans les communes de Doila, Kaladougou et Wacoroa. Il a facilité la conception d'un Plan d'action communautaire de lutte contre la maladie, fourni un système de conseil et de dépistage volontaire, et mis en place un service de soin d'accompagnement pour toutes les personnes qui le souhaitent. Cela a également permis de mettre en œuvre de nombreuses activités d'IEC (causeries éducatives, visites à domicile, counseling, projections de films, émissions radiophoniques, etc.) qui ont facilité la sensibilisation de 29'243 personnes dont 20'627 femmes.

Enda Santé VIH/Sida, basé à Dakar, intervient en partenariat avec la Croix-Rouge sénégalaise et la Croix-Rouge luxembourgeoise, dans le cadre d'un projet intitulé *VIH/Sida : vulnérabilité et prostitution clandestine dans les banlieues populaires de Dakar et de Mbour*.

VIH/Sida, prostitution clandestine et prévention auprès des jeunes

L'approche de prévention et d'accompagnement social, ainsi que la prise en charge médicale gratuite et de proximité des prostituées clandestines, grâce à une clinique mobile, ont permis d'apporter une réponse alternative à leur grande vulnérabilité au VIH/Sida, favorisée par la pauvreté, la répression et le rejet social. En 24 mois, cette expérience a obtenu des acquis considérables :

- ? 1709 prostituées clandestines ont été prises en charge ;
- ? 1175 cas de pathologies ont été diagnostiqués dont 960 cas d'IST ;
- ? 443 prostituées présentant des IST ont fait l'objet d'un suivi médical régulier, dont 87% ont été efficacement traités ;
- ? 68'200 préservatifs, avec lubrifiant, ont été gratuitement distribués ;
- ? 7 structures de santé ont collaboré dans la prise en charge et la référence des IST/Sida.

L'impact et l'efficacité de ces interventions sur la réduction de la prévalence du VIH chez les prostituées seront renforcés par les réseaux de soins constitués avec les structures sanitaires gouvernementales, la disponibilité prochaine du test de dépistage à bord de la clinique et le développement d'initiatives de soutien aux enfants et familles de prostituées.

Les actions de formation et de prévention auprès des jeunes ont permis d'agir de manière préventive contre l'infection au VIH et contre la prostitution clandestine. Elles ont aussi facilité la création, dans des quartiers populaires, d'une dynamique de mobilisation pour la prévention du Sida et de la prostitution chez les jeunes. Ainsi, 3788 jeunes ont participé aux séances de sensibilisation et ont par la suite mis en place des équipes pour continuer à mener d'autres formes d'activités dans leurs quartiers.

Le projet *Vulnérabilité et prostitution clandestine dans les banlieues populaires* vise à :

- ? offrir une prise en charge médicale et un accompagnement social aux prostituées clandestines des banlieues populaires ;
- ? réduire les risques de propagation du VIH en offrant une prise en charge médicale et un accompagnement psycho social aux prostituées clandestines ;
- ? renforcer les associations et réseaux d'OCB pour amplifier l'impact de la prévention du VIH, réduire la vulnérabilité des femmes et créer un

environnement moins stigmatisant pour les personnes infectées ou affectées.

Avec l'identification et la prise en charge médicale gratuite des prostituées clandestines, la formation et les activités de prévention menées auprès des jeunes des banlieues populaires, et le renforcement de la mobilisation communautaire pour la réduction de la vulnérabilité des femmes et des jeunes par la promotion de comportements à moindre risque, le projet s'est aujourd'hui résolument inscrit dans le dispositif national de lutte contre le Sida au Sénégal.

Enda Ecopole Ouest Africaine, basé à Dakar, a intégré l'action contre le VIH/Sida dans sa stratégie de réduction de la vulnérabilité sociale et de lutte contre la pauvreté. Une intervention perçue comme une dimension importante devant accompagner l'ensemble des actions entreprises, pour que les efforts fournis dans les quartiers, avec des communautés entières, ne soient annihilés. Dans cette optique, l'entité a signé un accord de partenariat avec le Conseil National de Lutte contre le Sida au Sénégal (CNLS) qui s'est engagé à soutenir ses actions par la mise à disposition de subventions. Ceci a permis de développer un travail efficace dans divers quartiers périphériques ou défavorisés de Dakar, tels que Khadimou Rassoul, Wakhinane-Colobane, Yoff, Ngor, Keur Mbaye Fall et Dalifort, considérés comme des zones de grande vulnérabilité. En prenant comme cible les groupes à risque comme les jeunes, les élèves, les artisans, les employées de maison et les OCB, ces activités ont consisté à :

- ? renforcer les capacités d'intervention des organisations populaires pour une lutte efficace contre le Sida ;
- ? développer des stratégies pertinentes d'information de communication et de mobilisation en vue d'un changement de comportement ;
- ? promouvoir la santé sexuelle et reproductive des groupes à risque, par la prévention et la lutte contre les IST/Sida.

C'est ainsi qu'en 2004, de nombreuses sessions de formation ont été organisées à l'intention de 82 leaders et relais communautaires, chargés d'animer des séances de causerie et diverses autres manifestations rentrant dans le cadre des actions de prévention des IST/sida.

Utilisation des plantes médicinales

Enda Santé-Plantes médicinales, basé à Dakar, a renforcé son intervention en faveur d' « une plus grande sécurité dans l'utilisation des plantes médicinales et d'une meilleure garantie de l'innocuité et de l'efficacité des plantes les plus utilisées par la majeure partie de la population ». Les recherches de cette entité sont tournées vers l'amélioration du contrôle pharmacologique, toxicologique et physico chimique des plantes médicinales les plus utilisées, eu égard à leur efficacité thérapeutique, supposée ou avérée, et à leur importance en matière de politique de santé publique. Cette forme d'intervention, originale à plus d'un titre, a suscité l'intérêt de plusieurs organismes avec lesquels Enda a noué des solides relations de partenariat, comme le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI-Canada), LED/Horizon3000, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et le Groupe de Recherche sur les Plantes Médicinales (GRPM) de l'Université de Dakar. Cela s'est alors traduit en 2004 par une intervention multiforme qui a revêtu trois aspects principalement :

- 1) le projet 1 : *Importance économique et conservation de plantes médicinales au Sénégal ;*
- 2) le projet 2 : *Amélioration des conditions de vente des plantes médicinales dans les marchés de Dakar ;*
- 3) le projet 3 : *Essais de culture d'Artemisia Annu au Sénégal.*



Un pied de *Artemisia Annu* planté en pépinière



Réunion du bureau du « Réseau Vendre Autrement »

Dans le 1^{er} projet, l'intérêt principal réside dans sa contribution effective à la conservation de la biodiversité au Sénégal, grâce à une utilisation plus rationnelle des plantes médicinales qui ont une importance non négligeable dans l'exploitation des *ressources sauvages*. La place de plus en plus prépondérante des plantes médicinales dans la couverture sanitaire et les pratiques d'automédication des populations défavorisées, et la forte pression exercée sur les ressources forestières dans les activités d'extraction, ont achevé de mettre en exergue les interactions évidentes entre l'exigence de santé pour tous, la GRN et la lutte contre la pauvreté. C'est la raison pour laquelle le projet s'est évertué à apporter une plus value dans plusieurs domaines comme :

- ? la connaissance de l'importance des plantes médicinales dans l'économie des ménages et à l'échelle du territoire national ;
- ? l'identification des causes socioéconomiques et biophysiques de la dégradation des essences végétales ayant des vertus médicinales, et la mesure du niveau de sensibilisation populaire ;
- ? l'appui en direction des populations pour leur permettre de disposer de la biomasse utile en minimisant la pression exercée sur les ressources naturelles, grâce notamment au développement d'une filière de distribution des plantes médicinales cultivées à Kaymor, dans la région de Kaolack);
- ? l'assistance technique en direction des tradithérapeutes, des herboristes et des pouvoirs publics, pour faciliter la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire sur l'utilisation et la vente des plantes médicinales, ainsi que sur la médecine traditionnelle.

Le 2nd projet s'est proposé de fournir aux vendeurs herboristes des marchés de Dakar une aide et un encadrement destinés à améliorer l'hygiène, le conditionnement et la présentation de leurs produits sur les étals. L'argument scientifique qui plaide en faveur de cette démarche est qu'en améliorant les conditions de vente des plantes médicinales, en l'occurrence l'hygiène et le conditionnement, l'on agit par ricochet sur l'efficacité thérapeutique des produits et partant, sur la santé des populations. Pour ce faire, il a fallu former et sensibiliser les vendeurs de plantes médicinales, installer des cantines améliorées dans plusieurs marchés de la ville et apporter un appui conséquent dans la fourniture de matériels de conditionnement qui satisfassent aux normes d'hygiène et de salubrité en vigueur. Les vendeurs herboristes ont été aidés à se constituer en Groupement d'intérêt économique (GIE) dénommé « Réseau vendre autrement », pour maximiser la rentabilité de leur activité professionnelle. Au terme du projet, en décembre 2004, soixante deux cantines améliorées avaient été mis en place et toutes avaient reçu d'importantes dotations en matériel de nettoyage, de conditionnement et de conservation des produits destinés à la vente.

Le 3^e projet qui consiste en l'étude, la mise en culture et l'utilisation thérapeutique de l'*Artemisia Annu* au Sénégal, a été mis en œuvre par **Enda Santé-Plantes médicinales**, en partenariat avec **Enda Madesahel** et le GRPM de l'Université de Dakar. L'intervention a consisté en une étude agronomique de la plante dans plusieurs conditions de culture (en conditions expérimentales et dans le cadre d'un projet pilote en conditions rurales). Cela a permis d'aboutir à une évaluation précise des meilleures options pour développer la culture de cette essence, de valider son efficacité thérapeutique sous forme d'infusion, de procéder à une étude de marché sur les coûts de production, les lieux de distribution, et les publics cibles, et d'informer les populations sur l'importance de son utilisation dans la lutte contre le paludisme.

Cette forme de collaboration avec les institutions académiques évoque celle que met en œuvre **Enda Caraïbes**, basé à Saint Domingue, dans le cadre du projet régional TRAMIL (2002-2005). Ce projet, porté par **Enda Europe** auprès du Ministère français des Affaires Etrangères, est mené en partenariat avec le Laboratoire Central de Pharmacologie de l'Institut Supérieur de Sciences Médicales de La Havane (Cuba). Il véhicule une approche d'ethnopharmacologie appliquée par laquelle l'étude des médecines traditionnelles caribéennes et de leurs pharmacopées devient porteuse d'une alternative viable dans la poursuite des objectifs de santé pour tous. Une telle préoccupation reprend en cela les recommandations de l'OMS qui incite les pays du Sud à valider scientifiquement l'efficacité thérapeutique de leurs pharmacopées traditionnelles (activité biologique, toxicité, phytochimie, etc.) pour les intégrer dans leurs systèmes de santé. Le projet TRAMIL permet ainsi aux populations démunies de prendre en charge une bonne partie de leurs problèmes de santé, de diminuer les coûts de la prise en charge médicamenteuse, de promouvoir des processus de recherche-action en médecine qui soient basés sur les besoins réels des populations, d'intégrer la médecine traditionnelle dans les curricula de formation médicale et les programmes d'éducation, et de renforcer les échanges d'expériences entre l'ensemble des pays d'Amérique Centrale.

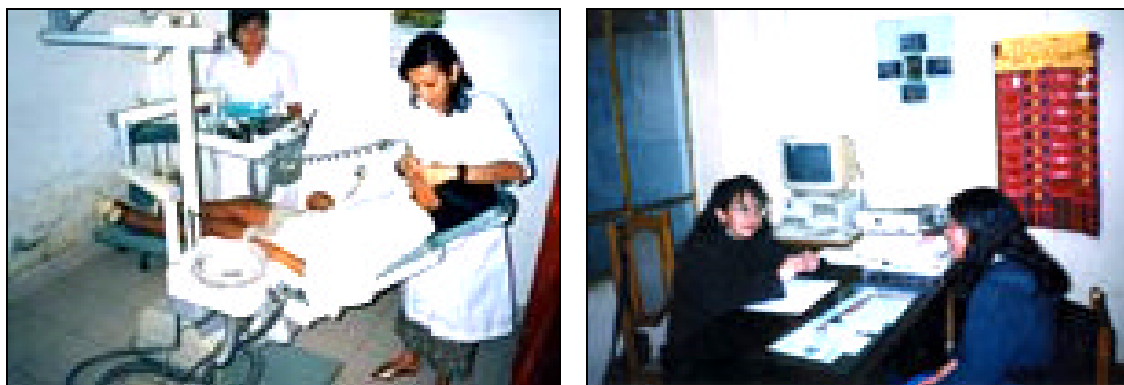
Enda Madesahel (Méthodes Appliquées au Développement du Sahel), basé à Dakar, mène une série d'activités tournées vers la culture de plantes médicinales et la confection galénique d'infusettes destinées à alimenter certains postes de santé catholiques du pays. Dans le jardin botanique du Centre de Formation en Santé et Développement que l'entité a mis en place à Mbour (Sénégal), des cultures expérimentales ont été faites sur 55 variétés de plantes dont 43 sont à usage thérapeutique. Cela a valu au jardin de recevoir la visite de plus de 200 personnes, étudiants, chercheurs et autres personnes intéressées par ces activités, dont certains en provenance d'Europe ou d'autres pays étrangers. Des activités qui s'intègrent parfaitement aux sessions de formation pour un DES et une maîtrise en santé publique, délivrée par le Centre à des dizaines d'étudiants sénégalais et étrangers, en collaboration avec l'Institut de santé et développement (ISED) de l'Université de Dakar.

Systemes de soins alternatifs

Enda Bolivie, basé à La Paz, mène depuis plusieurs années un projet d'assistance sanitaire en direction des populations défavorisées de El Alto, Riberalta, Gayaramerin et Trinidad. Cette intervention comporte un volet de santé préventive et un second de fourniture de soins alternatifs en médecine générale, en médecine dentaire, en pharmacie et en infirmerie. Ce qui a nécessité la mobilisation d'infirmières, de médecins et de dentistes, dont certains sont des volontaires bénévoles et d'autres, des employés du projet payés par Enda. Malgré de nombreuses contraintes liées à la diminution des ressources financières et matérielles, cette entité a pu mettre en place, dans chacune de ces localités, un cabinet médical suffisamment équipé pour recevoir et traiter efficacement la plupart des

patients qui se sont présentés. Dans chacune des villes de El Alto et de Trinidad, Enda a pu installer un cabinet dentaire qui a pu fournir gratuitement des soins de qualité à des populations qui y ont difficilement accès. Les cas sérieux, où les personnes malades avaient besoin de soins intensifs, ont nécessité un transfert dans différents centres hospitaliers avec lesquels Enda a signé des conventions de partenariat et d'assistance. C'est ainsi que pour l'année 2004, 1139 patients ont reçu une assistance sanitaire dont 983 en médecine générale, en infirmerie et en pharmacie, et 156 en médecine dentaire.

En santé préventive, les différentes campagnes de santé ont permis à **Enda Bolivie** de sensibiliser les populations vulnérables sur un certain nombre de maladies et sur les comportements à risque. Parallèlement, Enda a participé à d'autres campagnes de prévention sanitaire organisées par le gouvernement bolivien et qui ont touché de larges franges de la population urbaine. La démarche a cette fois privilégié les causeries éducatives sur les problèmes de santé les plus récurrents, et qui ont, à chaque fois, été massivement suivies. Des sujets, tels que la connaissance du corps, la sexualité des jeunes, les maladies sexuellement transmissibles, la planification familiale, la nutrition, les aliments et leur classification, etc., y ont été développés, ainsi que d'autres questions soulevées par les participants eux-mêmes. Ainsi, 32 campagnes de prévention sanitaire et 76 séances de causerie sur la santé préventive ont été organisées en 2004, dont une grande majorité à la seule initiative d'Enda.



Soins dentaires et visites médicales gratuites dans les cabinets ouverts par Enda en Bolivie

Enda Mali s'est penché sur la situation sanitaire dans les écoles coraniques où la dégradation de la santé des enfants pensionnaires a souvent été jugée fort préoccupante. Le partenariat entre l'Association des Enfants et Jeunes Travailleurs (AEJT), les écoles coraniques, les centres de santé communautaires (CSCOM) et Enda, a facilité l'accès de nombreux *talibés* (élèves coraniques) et autres enfants en difficulté à des soins de santé. Ainsi, sur présentation de la carte de membre EJT, les jeunes travailleurs ont bénéficié d'un tarif spécial au niveau des CSCOM de Banconi et de Badalabougou à Bamako, et de Tahikri à Mopti. Au total, 380 EJT ont pu bénéficier d'un appui médical tout au long de l'année 2004, et la boîte de pharmacie du centre d'écoute du Carrefour des jeunes a permis à 240 enfants et jeunes de bénéficier des premiers soins, suite aux blessures survenues accidentellement.

Enda Graf Sahel a investi depuis plusieurs années le domaine de la santé de la mère et de l'enfant. Son action en faveur de l'accès des populations les plus vulnérables aux soins et services de santé a nécessité un effort particulier dans l'amélioration de l'accessibilité financière de ces dernières à ces services. Ses activités ont aussi exigé une mise à disposition de l'information sanitaire, dans le cadre d'actions de prévention parachevées par l'intensification de la lutte contre les mutilations génitales féminines

(excision, infibulation, etc.). Le *Programme de santé en milieu rural* de cette entité a réalisé de nombreuses avancées dans l'amélioration de l'accès des populations rurales aux soins et services de santé, grâce au renforcement de la couverture sanitaire par la construction de cases de santé, la formation de travailleurs de santé et l'amélioration de la situation nutritionnelle des enfants.

Enda Ecopole Ouest Africaine mène également un intéressant programme de Santé communautaire consacré à la *Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant en milieu Communautaire (PCIME/C)*. Durant l'année 2004, cette entité a développé une ambitieuse initiative dont le but était de contribuer à l'amélioration du statut nutritionnel des enfants de 0 à 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes, dans les zones de couverture des districts sanitaires de Dakar ouest et Dakar centre. Il s'est agi plus précisément de **1)** réduire de 50% la prévalence de la malnutrition sévère et de l'insuffisance pondérale chez les enfants, **2)** amener au moins 15% des femmes allaitantes à pratiquer l'Allaitement Maternel Exclusif (AME) durant 6 mois, **3)** augmenter de 30% le nombre de femmes enceintes qui effectuent les trois Consultations Pré Natales (CPN), **4)** promouvoir l'approche préventive de la santé maternelle et infantile par le développement du système de Distribution à Base Communautaire (DBC), **5)** augmenter de 50 % le pourcentage des mères ou gardiennes d'enfants reconnaissant au moins deux signes de gravité chez l'enfant malade, **6)** renforcer les capacités opérationnelles et organisationnelles des structures communautaires de base en vue de garantir la pérennisation des activités. Cela a permis de toucher pas moins de 16'961 femmes enceintes ou allaitantes, 11'217 enfants de 0 à 6 mois et 19'915 enfants de 0 à 59 mois.



Amélioration du statut nutritionnel des enfants de 0 à 5 ans : séance de pesée à Dakar (Sénégal)



Les enfants encadrés par Enda Ecopole reçus à l'Assemblée nationale du Sénégal lors de la campagne EPT



Jeunes filles en formation au Centre polyvalent d'Enda Ecopole à Dakar (Sénégal)



Education alternative

Les interventions qu'Enda mène à travers le monde en faveur d'une éducation alternative, cherchent à faire jouir les populations défavorisées de leur droit fondamental à l'éducation et aux nombreuses possibilités de progrès économique et social qu'elle offre. Intégrée à son action, tantôt comme forme d'accès aux services sociaux de base, tantôt comme outil d'intervention dans l'affinement de sa stratégie d'élévation de la conscience citoyenne des populations, l'éducation joue pour Enda à la fois un rôle de socle et de levier. Car, autant il est difficile d'améliorer durablement les conditions d'existence des populations en l'absence de système éducatif fiable, autant il est hasardeux de s'évertuer à faire participer le plus grand nombre à la formulation et au suivi des politiques publiques lorsque la conscience citoyenne est au plus bas.

Les activités mises en œuvre par plusieurs entités en 2004, dans le renforcement des capacités pédagogiques des appreneurs et alphabétiseurs, la mise en réseau des différents acteurs, le développement d'activités de formations pratiques, l'apprentissage à la citoyenneté et à la démocratie participative, la solidarité scolaire et l'interaction avec les autres partenaires de l'éducation, etc., procèdent toutes d'une volonté de développer l'éducation alternative sous deux aspects fondamentaux. D'une part, le renforcement du système éducatif officiel, grâce à des inputs originaux et de qualité, et d'autre part, la promotion de modèles alternatifs qui, seuls, peuvent permettre de réaliser, dans les pays pauvres, les objectifs d'éducation pour tous énoncés dans la cible 3 des OMD.

Renforcement du système éducatif

Enda Bolivie, dans le but de renforcer l'efficacité des systèmes d'éducation formelle dans les localités de El Alto, Riberalta et Guayaramerin, a mené des activités d'insertion, de suivi et d'aide scolaire de plusieurs centaines de filles et de garçons, au niveau même de leurs établissements scolaires. L'intervention d'Enda a comporté plusieurs aspects, comme l'inscription scolaire, dans les cas où les parents omettent de le faire, la réinsertion, lorsqu'il s'agit des nombreux cas d'abandon scolaire, et les formations de mise à niveau, réalisées en partenariat avec le Ministère bolivien de l'Éducation. Ce dernier lui a en effet fourni un appui conséquent en personnel enseignant pour la prise en charge de la phase de mise à niveau.

Quant au suivi, il a été assuré en permanence par Enda et a concerné la psychopédagogie, les visites inopinées dans les collèges et le contrôle du niveau de réussite scolaire. Cela a permis d'avoir, au niveau de la population cible, un pourcentage élevé de réussite scolaire, tout à fait exceptionnel dans le contexte socioéconomique local. L'action a été parachevée par la conscientisation des enseignants sur le fait qu'au niveau de la population cible, les parents n'ont pas les moyens d'assurer l'éducation de leurs enfants et qu'il leur revient de faire preuve de patience et de compréhension à l'égard de certains élèves, pour éviter de ruiner les

nombreux efforts consentis pour la réussite du processus.

Enda Brésil, dans sa stratégie de lutte contre l'analphabétisme fonctionnel, a également investi le domaine de l'appui aux institutions scolaires en milieu défavorisé, grâce à la création d'une radio scolaire destinée à accroître l'accès des élèves issus de familles pauvres à des outils d'apprentissage plus fonctionnels. Cette radio a ainsi formé de nombreux enseignants et élèves aux techniques d'utilisation et de programmation radiophoniques et ce, avec différents moyens d'expression et de styles de texte à diffuser dans le cadre de l'école et dans les réseaux. Un studio radio a ainsi été créé et un programme journalier a été élaboré avec une importante participation de la communauté scolaire.



Elèves formés aux techniques de programmation radiophonique à Rio de Janeiro



Enda Ecopole Ouest Africaine mène un projet d'*Appui à la scolarisation des enfants*, qui est une initiative de solidarité lancée au profit des jeunes en difficulté scolaire. La *Solidarité scolaire* constitue pour Enda une activité d'envergure qui consiste à faciliter l'inscription et le suivi des enfants de milieux très défavorisés. Ces actions ont privilégié la scolarisation des filles dont l'accès à l'éducation reste encore trop affecté par des préjugés tenaces, propices à la discrimination et à la marginalisation. Cela a permis d'assurer, en 2004, l'inscription et le suivi scolaire, du cycle primaire au baccalauréat, de plusieurs centaines d'élèves vivant dans les quartiers pauvres de Dakar et sa banlieue, dont les deux tiers sont constitués de filles.

Promotion de modèles alternatifs

Enda Ecopole Ouest Africaine a aussi mené d'intéressantes activités dans le domaine de l'expérimentation et la diffusion d'outils pédagogiques pour soutenir les initiatives populaires d'éducation et de formation. La création d'espaces d'animation éducative dans les quartiers populaires avait permis de constater d'importantes lacunes dans la mise à disposition d'outils didactiques, à cause de la faiblesse des moyens dont disposent les enseignants-apprenants. Cette situation, conjuguée à l'inadéquation de certains de ces outils au contexte dans lequel évoluent les apprenants et à la volonté manifeste d'introduire les langues nationales dans les contenus de formation, a nécessité qu'un ensemble de supports didactiques soient élaborés.

Parmi les outils nouvellement créés figure un abécédaire fort original, conçu et expérimenté pour compenser ces lacunes. Afin de le rendre disponible, à une plus grande échelle, dans les espaces d'animation, une journée de remise officielle de cet abécédaire a eu lieu dans le courant du mois de juin 2004. Une rencontre qui a noté la participation de plusieurs partenaires gouvernementaux et associatifs.

Par ailleurs, le *Programme d'alphabétisation fonctionnelle des femmes* (PAPF) a permis à **Enda Ecopole Ouest Africaine** d'assurer un volet important dans les actions d'appui en direction des femmes. L'alphabétisation fonctionnelle vise à soutenir et à renforcer la dynamique participative des OCB. Elle a été lancée depuis plusieurs années et les activités réalisées se sont traduites, en 2004, par un suivi des efforts importants déjà entrepris dans les différents quartiers et bidonvilles, pour consolider les acquis. Selon les besoins exprimés, des sessions de recyclage ont été organisées pour le compte des moniteurs, des leaders et des relais. Dans le souci de rendre les OCB plus autonomes, un appui considérable a été fourni pour le renforcement du partenariat et dans le montage des projets.

Enda Ecopole Ouest Africaine participe également à la seconde phase du *Programme d'éducation alternative – EDUCAL II*, de conserve avec **Enda Graf Sahel** et **Enda Diapol**. Ce programme, co-financé par Enda et NOVIB (Coopération néerlandaise), cherche à « *promouvoir une éducation par tous et pour tous à la démocratie participative et à un développement environnemental harmonieux, par la participation responsable des populations dans les processus décisionnels* ».

La réalisation des objectifs d'EDUCAL II passe par la promotion de l'éducation à la démocratie participative des jeunes à l'école et au-delà, le renforcement de la participation des populations à la prise de décision dans les collectivités locales et les OCB, et le renforcement du rôle socioéconomique des femmes, afin qu'elles soient des actrices du développement reconnues.



Formations « Coin de rue » dans les quartiers défavorisés de Dakar (Sénégal)



Cette initiative a eu l'avantage de mettre en synergie les efforts de plusieurs entités et a capitalisé d'importants acquis au cours de sa première phase, entre 1998 et 2003, dans le domaine de l'expérimentation des pratiques éducatives au sein d'Enda. EDUCAL II se devait donc de répertorier et approfondir le travail déjà accompli, et s'est chargé de convoquer deux ateliers stratégiques pour renforcer les outils d'échange et de formation en matière de pratiques pédagogiques et d'expériences en

démocratie participative à l'école et au delà. Tenus en mai et octobre 2004, ces ateliers ont permis de mieux outiller 60 enseignants-apprenants dans les techniques pédagogiques indispensables à la satisfaction des besoins des apprenants. Cela a aussi permis d'impliquer de nouvelles dynamiques de gestion des systèmes d'enseignement dans les espaces où s'activent plusieurs formes d'initiatives populaires d'éducation adaptées au contexte.

Enda Brésil a poursuivi la réalisation d'un projet original de *Théâtre Intégré* dont le but était de créer un véritable leadership social au sein des jeunes vivant dans les quartiers défavorisés de Rio de Janeiro (Cidade de Deus, Cidade Alta, Rio das Pedras et Tijuquinha) et à le développer au sein de l'école publique. Se servant du théâtre comme moyen d'expression, les jeunes devaient entamer une réflexion et un dialogue sur leurs conditions de vie, pour le renforcement de leur identité et du sentiment d'appartenance à leur quartier et à leur ville, propices au développement de leur conscience citoyenne.



Groupe de jeunes engagés dans le projet de Théâtre Intégré à Rio de Janeiro

Après quatre années d'existence, le projet a pris fin en décembre 2004, avec des résultats fort satisfaisants et quelques défis à relever. Deux cent jeunes de 6 écoles publiques ont participé directement au projet et ceux qui ont débuté avec le projet alors qu'ils n'étaient que des enfants sont actuellement des leaders reconnus dans leurs propres communautés, animant des initiatives de groupes d'enfants et d'adolescents, participant à des séances de réflexions sur la vie du quartier et jouant même dans des pièces de théâtre et des films, comme en témoigne l'exemple de Douglas Silva (acteur principal dans le succès cinématographique international qu'est le film « la Cité de Dieu »). A travers cette initiative, **Enda Brésil** a atteint ses principaux objectifs initiaux. Mais, il reste toujours un défi majeur à relever, à savoir l'accroissement de la participation des partenaires financiers locaux et l'engagement de l'administration municipale à adopter le projet comme une vaste politique éducative pour la cible enfants-adolescents de l'école élémentaire.

Enda Jeuda a poursuivi sur un plan local (Sénégal) et international (dans 20 pays d'Afrique) ses efforts de promotion du « droit à apprendre à lire et

à écrire », tel que défini par le Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs (MAEJT). Au Sénégal, 6761 EJTs et autres *talibés* ont participé à des espaces d'alphabétisation de base. Les capacités des moniteurs ont été renforcées, grâce à des cycles continus de suivi / formation. Les animateurs ont été formés au suivi des espaces d'alphabétisation, et c'est ainsi que 664 enfants ont été placés dans des écoles en milieu urbain. L'action a également été étendue à 4 villages en milieu rural, habituellement pourvoyeurs d'enfants travailleurs en ville. A Dakar, Saint Louis et Ziguinchor, une collaboration étroite s'est établie avec les OSC et autres formes d'associations de quartiers, ainsi qu'avec le « Collectif d'Education Alternative », que l'entité soutient depuis une dizaine d'années (à Dakar).

Dans le reste du continent africain, **Enda Jeuda** a continué à s'investir dans le développement de son réseau d'appui à l'éducation alternative, afin de pouvoir offrir aux enfants en difficulté, une pédagogie adaptée à leur demande d'épanouissement. Après avoir publié, en 2003, un ouvrage intitulé *Education : alternative africaine*, présenté par l'UNESCO à l'occasion du lancement de la Décennie de l'Education, cette entité a organisé à Bamako, en juillet 2004, une session régionale pilote de formation de jeunes alphabétiseurs issus du MAEJT.

Enda Océan Indien a poursuivi, en 2004, la réalisation de son *Programme d'Education Alternative* ; une activité qui a été entamée dès 1997 dans le style des « formations coins de rue », pour ensuite se recentrer progressivement dans les centres d'accueil d'enfants en situation difficile (ESD) d'Antananarivo. L'intervention s'est articulée en deux volets : un premier consacré à l'insertion de l'enfance en situation difficile (ESD) vivant dans les rues et un second visant l'amélioration des connaissances de ces enfants, par le biais de la formation des animateurs éducateurs. La mise en œuvre du second volet a exigé d'Enda qu'elle mène une action à plusieurs niveaux :

- ? l'animation hebdomadaire de séances de sensibilisation, d'information et d'apprentissage dans des centres d'accueil d'ESD ;
- ? l'expérimentation de supports et de matériels pédagogiques fonctionnels ;
- ? la recherche et la réflexion sur des méthodes d'enseignement novatrices et adaptées ;
- ? la création d'outils ludiques et éducatifs pour les animations ;
- ? la formation pédagogique d'animateurs éducateurs.

Enda Océan Indien a travaillé en partenariat avec cinq autres ONGs locales œuvrant dans l'encadrement des ESD (Manda, Manaode, NRJ, Hardi et Village d'enfants SOS) dont les centres ont bénéficié des sessions de formation hebdomadaires. Ainsi, sur la base d'une convention de partenariat signée avec les responsables de ces centres et en fonction des besoins d'animation et de formation exprimés, Enda leur a régulièrement accordé son appui dans la livraison de cours portant sur des matières aussi variées que les sciences naturelles, la vie sociale, le français, les travaux manuels, l'hygiène physique et alimentaire, le chant, la musique, l'expression corporelle, etc.



Renforcement des capacités

Le renforcement des capacités constitue, pour Enda, l'un des moyens les plus sûrs d'optimiser la qualité de son action de promotion du dialogue politique, du développement local participatif, du plaidoyer international et en un mot, du développement durable. Il n'est pas une intervention de l'organisation qui ne nécessite, en amont ou en aval, un volet formation destiné à offrir, aux divers acteurs impliqués, un compendium de méthodes, d'informations, de savoirs et de savoir-faire pouvant faciliter ou améliorer la mise en œuvre. Au fil des ans, le renforcement des capacités est apparu aux différentes entités comme un des éléments prépondérants de la gestion des savoirs, c'est-à-dire le chaînon indispensable entre la capitalisation et le partage des expériences réussies.

La cible 9 des OMD invite à « intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales ». Une exigence qui pose l'impérieuse nécessité de donner aux acteurs des pays du Sud les connaissances et aptitudes utiles à une bonne maîtrise des approches holistiques et transdisciplinaires permettant de comprendre les processus complexes qui sous-tendent le développement durable. C'est la raison pour laquelle plusieurs programmes de renforcement des capacités ont été menés par les entités d'Enda en 2004, en direction des élus locaux, des leaders des communautés de base, des membres de l'administration et des autres organisations partenaires.

Leadership pour le développement durable...

Enda Lead Afrique francophone, basé à Dakar, a été mis sur pied durant l'année 2000, grâce à un partenariat avec l'ACDI, comme un des éléments constitutifs du mouvement Lead International. L'idée était de « *contribuer à faire émerger (...) une masse critique de leaders capables d'impulser les changements que requiert le développement durable (...); l'aptitude d'un pays à s'engager dans la voie d'un développement durable dépendant en grande partie des capacités de sa population et de ses institutions, ainsi que de sa situation géographique* ».

Les activités de formation mises en œuvre durant ces quatre dernières années ont valu à deux promotions (appelés « Cohorte ») de ressortissants d'une quinzaine de pays, ayant bénéficié des formations d'**Enda Lead Afrique francophone**, d'être intégrées au sein du réseau mondial des jeunes leaders sur le développement durable. Car, le renforcement des capacités ne consiste pas, pour Lead, en une simple série de livraison de sessions de formation. En plus, il engage les « Associés » (participants), devenus « Gradués » (récipiendaires), dans un vaste processus de mise en réseau, où un échange permanent d'expériences destinées à promouvoir les politiques nationales et internationales sur le développement durable, leur permet d'aiguiser constamment leurs compétences. C'est ce qui donne du sens à la création d'associations nationales Lead dans de nombreux pays, et à la création de synergies entre elles et un réseau d'organisations

partenaires. Quant aux bénéficiaires des formations précédentes ayant de réelles compétences dans des domaines importants du Développement (« Fellows »), ils sont aussi invités à participer à l'élaboration des contenus des livraisons suivantes, ce qui contribue à donner au processus une cohérence dans la continuité. A la suite des Cohortes 9 et 10 dont les curricula de formation avaient été définis par un Comité d'Orientation scientifique (experts et fellows), respectivement en 2000 et en 2002, l'élaboration des contenus de formation de la Cohorte 11 a été faite en septembre 2004. Après avoir passé en revue les différents contenus des formations précédentes et identifié les idées-forces et autres thématiques émergentes du développement durable, le comité a finalement proposé un thème devant servir de ligne directrice dans la livraison des sessions de la Cohorte 11 (2004-2005) relatif aux « *Atouts et apports de l'Afrique dans la mondialisation* ».

Enda Lead Afrique Francophone a ainsi organisé deux sessions sous régionales de formation dont ont bénéficié 42 jeunes leaders (choisis parmi 300 dossiers de candidature) : une 1^{re} regroupant les candidats des pays de l'Afrique de l'ouest et du Maghreb, et une 2^{de} à l'intention des candidats de l'Afrique centrale. Les deux sessions ont été tenues respectivement du 27 septembre au 14 octobre à Lomé et du 25 octobre au 11 novembre 2004 à Dakar (Mbodiène) ; la tenue de la 2^e session ayant été ramenée au Sénégal (au lieu du Cameroun) à cause de contraintes d'ordre logistique. Les problématiques traitées ont été axées sur **1)** le leadership et la personnalité, **2)** les réponses (locales, nationales et internationales) aux problèmes d'environnement, **3)** l'agenda 21 et la décentralisation, **4)** la communication interculturelle appliquée aux négociations internationales, **5)** l'analyse des systèmes complexes, **6)** les problèmes majeurs d'environnement en Afrique, **7)** la biosphère et les écosystèmes, **8)** les changements climatiques, **9)** les ressources (non) renouvelables, avec le cas de l'énergie en Afrique, etc. L'évaluation rigoureuse de ces deux sessions sous régionales a par la suite permis d'analyser le niveau de pertinence des thèmes abordés, les conditions d'organisation, les outils employés, etc., dans le but d'améliorer les méthodes de livraison des enseignements.

Commission pour l'Afrique : Enda Lead consulte la société civile africaine

Le Premier Ministre britannique Tony Blair a décidé de faire de son mandat à la tête du G8 et de l'Union Européenne, en 2005, une plate forme pour mobiliser la communauté des bailleurs de fonds en faveur du développement de l'Afrique. Dans cette optique, il a mis en place une commission internationale indépendante regroupant des personnalités politiques, des experts, des hommes d'affaires et des artistes. La mission assignée à la Commission pour l'Afrique (*Commission for Africa*) consiste à définir un ensemble cohérent de politiques pouvant permettre au continent africain de se développer. Pour mener à bien sa mission la Commission a décidé de mettre à l'écoute les acteurs africains, afin de prendre en compte leurs points de vue, préoccupations et aspirations. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les consultations qui ont été organisées dans différentes sous régions du continent africain et qui ciblent principalement les organisations de la société civile.

Au cours de la première quinzaine de décembre 2004, plus de 500 personnes de 49 pays ont été consultées dans le cadre de cinq consultations régionales phares. **Enda Lead Afrique Francophone** a été mandaté pour conduire trois des cinq consultations régionales, en l'occurrence celle des pays d'Afrique de l'ouest (à Dakar, du 1^{er} au 3 décembre), des pays d'Afrique centrale (à Douala, du 08 au 10 décembre) et des pays d'Afrique du Nord (à Alexandrie, du 14 au 16 décembre). Les résultats ont appuyé le concept global du document de consultation, mais ont également apporté de nouvelles idées et données probantes. De nombreux participants ont souligné le besoin de trouver des solutions africaines et la nécessité pour la Commission de collaborer avec l'Union Africaine, dans le cadre du Nouveau partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).

...et pour un développement local concerté

Enda Maghreb a mené au Maroc plusieurs programmes de renforcement des capacités, destinés aux acteurs locaux, aux organisations de la société civile et à ses principaux collaborateurs. Le renforcement des capacités des acteurs locaux a revêtu trois aspects :

- ? La formation-action ;
- ? La formation des formateurs ;
- ? Les ateliers d'échange et de partage.

Les sessions de formation-action ont cherché à combler les principales lacunes des associations locales, dans la maîtrise des outils de montage et de gestion des projets. A ce titre, trois sessions de formation ont été organisées à Salé, Oulmès et Essaouira, entre décembre 2003 et mars 2004, en direction d'une vingtaine de leaders associatifs. La formation des formateurs a eu comme objectif de transmettre à un ensemble de participants, choisis pour devenir des personnes ressources compétentes, une batterie d'outils et de supports techniques et pédagogiques se rapportant aux thèmes du montage de projets et du management associatif. La 1^{re} session de formation de formateurs, s'est déroulée à Rabat (du 26 au 29 juillet 2004) et a permis de former onze personnes, afin qu'elles puissent assurer, à court terme et de façon parfaitement autonome, l'animation des sessions de formation.



Enda au Maroc : une équipe pluridisciplinaire au service du développement

Les ateliers d'échange et de partage ont cherché à accompagner l'ensemble des acteurs locaux, dans un exercice d'analyse et de prospective permettant l'identification d'objectifs communs et la définition d'axes stratégiques prioritaires pour les prochaines années. Ainsi, un atelier de réflexion sur les *Observatoires de développement local urbain*, a été organisé (du 26 au 28 janvier 2004) par **Enda Maghreb** et **Enda Rup**, avec la collaboration de l'Inspection Régionale d'Aménagement du Territoire, de l'Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme et de la Municipalité de Tiflet. Cela a permis de former une vingtaine d'acteurs locaux (élus et techniciens communaux, présidents d'associations locales, représentants du secteur privé, etc.) de Salé, Tiflet et Oulmès.

Les autres interventions ont concerné **1)** le renforcement des capacités des groupes vulnérables, pour faciliter leur insertion socioéconomique, à travers l'amélioration de l'environnement urbain, la résorption de l'habitat précaire, l'amélioration du niveau de vie des populations urbaines et rurales par la création d'AGR, etc. ; **2)** le renforcement des capacités des organisations de la société civile, pour améliorer le niveau d'information sur des thématiques telles que la lutte contre la désertification, l'agriculture durable, l'animation de réseaux thématiques, etc. ; et **3)** le renforcement des capacités des collaborateurs d'**Enda Maghreb** dans des domaines importants, tels que les langues étrangères, la gestion de site Web, les Systèmes d'Information Géographique, les logiciels de traitement des données ou de gestion de projet, etc.

Enda Colombie a développé son initiative de renforcement des capacités des leaders locaux par un Cours de gestion environnementale communautaire, conjointement organisé avec l'Institut Habitat, Ville et Territoire de l'Université Nationale de Colombie, l'université publique la plus importante du pays. Cette formation à la gestion environnementale est réalisée à l'intention des leaders d'organisations de 20 localités de la capitale Bogotá, et de trois communes voisines. Le programme de renforcement des capacités a été déroulé sur deux niveaux : l'initiation et l'approfondissement. Les thèmes environnementaux ont été déclinés comme suit, pour les cours d'initiation : **1)** résolution de conflits, **2)** gestion des déchets et recyclage, **3)** gestion de l'espace public, **4)** récupération et conservation des écosystèmes (zones vertes, bassins humides et du fleuve), **5)** relations urbain – rural, **6)** relations ville – région, **7)** agriculture urbaine, **8)** sécurité et autosuffisance alimentaire, et **9)** renforcement organisationnel des associations locales.



Cours de Gestion environnementale communautaire organisés par Enda à Bogota

Quant aux cours d'approfondissement, ils ont traité des thèmes suivants :

- ? complexité de la gestion environnementale : aspects sociaux, politiques, culturels, historiques, écologiques, etc. ;
- ? gestion environnementale urbaine et aménagement du territoire ;
- ? construction sociale durable du territoire ;
- ? problèmes environnementaux globaux ;

- ? Système National Environnemental ;
- ? modèles de ville, modèles de développement et globalisation ;
- ? décentralisation administrative : mécanismes et instances de participation ;
- ? caractère politique de la gestion environnementale : rôle des communautés de base dans le « Faire Ville ».

Entre 2003 et 2004, **Enda Colombie** a pu assurer la livraison de deux sessions (100 heures de formation accélérée) qui ont accueilli plus de 700 participants dans les locaux de l'Université, tous les samedis durant quatre mois. Des populations impliquées dans d'autres projets de Enda, des jeunes du projet Quartier du Monde, des récupérateurs de déchets et des membres d'associations locales ont aussi pris part au cours.

Enda Ecopop réalise, depuis plusieurs années, un vaste programme de renforcement des capacités des élus locaux et des membres d'organisations de la société civile, à travers deux initiatives : le *Projet d'Appui à la Planification Locale participative* et le *Programme Régional d'Appui à la Gouvernance et au Leadership Local* (PAGEL).

La 1^{re} initiative consiste en un appui à l'élaboration d'Agenda 21 locaux, pour un certain nombre de collectivités locales partenaires au Sénégal. Il nécessite, concomitamment aux phases d'élaboration participative et concertée de plans locaux de développement (PLD), la réalisation de volets de formation-action articulés autour des méthodes de mobilisation sociale, de diffusion et de partage de l'information, d'optimisation du portage local, de création et d'animation d'espaces de concertation, de suivi-évaluation des activités, etc. Le but visé étant de permettre aux acteurs locaux d'avoir une bonne visibilité de leur territoire, de mettre en cohérence la programmation de leurs actions de développement, d'élargir leurs partenariats pour la réalisation des projets et de garantir le suivi-évaluation participatif des activités. Ainsi, grâce à un partenariat établi avec le Programme National des Infrastructures Rurales (PNIR), Enda a mené des interventions au niveau de cinq communes (Pout, Kébémér, Golf Sud, Mbao, Wakhinane-Nimzatt) et de deux communautés rurales de la région de Louga (Dodji et Labgar).

Le PAGEL a été mis sur pied en 1999 pour renforcer les capacités institutionnelles et managériales des collectivités locales, dans un contexte de décentralisation en Afrique subsaharienne. Il visait à « *doter les élus, techniciens municipaux et acteurs locaux, d'outils et de méthodes pertinents, pour une gestion transparente, responsable et efficace de leur collectivité ; et à favoriser le dialogue politique, la circulation de l'information et l'échange d'expériences et de bonnes politiques entre élus et acteurs de la société civile* ».

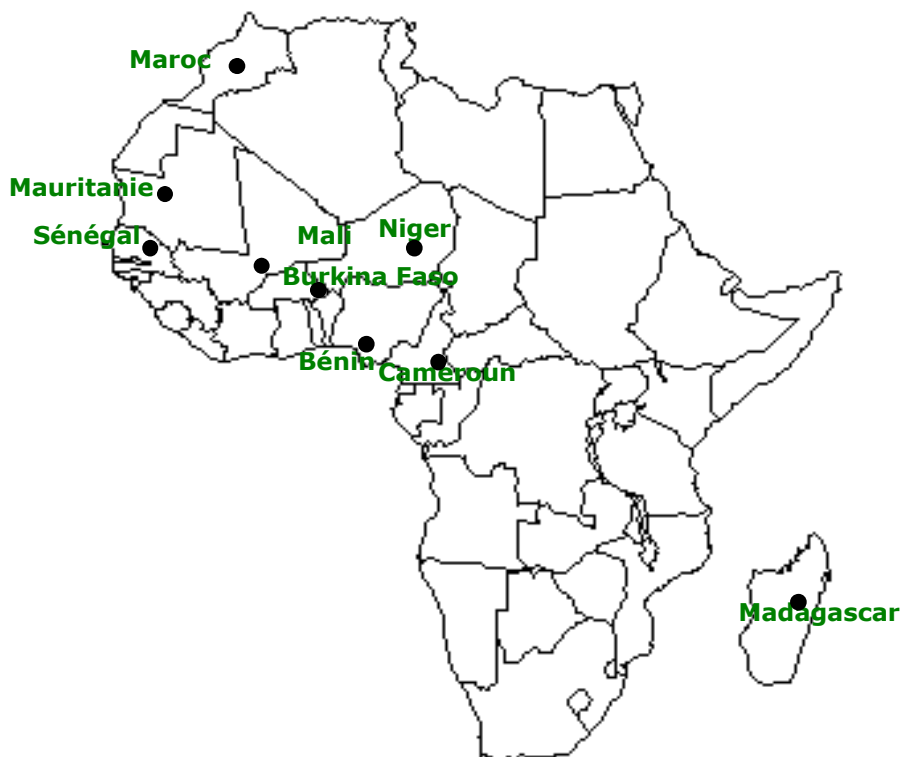
Au Sénégal, grâce à un partenariat avec la Cellule d'Appui aux Elus Locaux (CAEL) et la Coopération canadienne, Enda a coordonné, en 2004, la mise en œuvre du *Programme pilote de formation des élus* dans les départements de Podor, Kaffrine et Ziguinchor. Ces sessions ont permis de former soixante trois (63) élus, sélectionnés dans les trois niveaux de collectivités locales que sont la commune, la communauté rurale et la région, et ont porté sur :

- ? l'élaboration et la gestion budgétaire,
- ? la planification du développement local,
- ? l'amélioration des relations entre élus et citoyens.

En outre, dans le cadre du *Projet d'appui à l'élaboration des Agenda 21 Locaux*, initié par le Ministère de l'Urbanisme et ONU-Habitat, **Enda Ecopop** a été mandaté pour assurer la composante Formation des élus et acteurs locaux. Cette initiative qui couvre dans sa phase pilote cinq communes (Guédiawaye, Tivaouane, Louga, St Louis et Matam) cherche à

renforcer les capacités des élus et acteurs impliqués dans l'élaboration des Agenda 21 Locaux, pour un meilleur portage de ce processus participatif de développement durable. Ce partenariat avec ONU-Habitat a aussi permis à **Enda Ecopop** de piloter, au plan international, plusieurs processus de formation des élus et de formation des formateurs en Afrique, pour aider, partout, à la mise en place de stratégies nationales de renforcement des capacités des collectivités locales décentralisées.

Zones d'intervention du Programme Régional d'Appui à la Gouvernance et au Leadership Local (PAGEL)



9

Gestion concertée des espaces

Le cas du **Programme d'Appui à l'Aménagement et à la Gestion concertée et durable des Niayes (PACN)** qu'Enda met en œuvre, en partenariat avec le Bureau d'Appui à la Coopération Sénégalais Suisse et le Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire du Sénégal, est un exemple éloquent d'appui apporté par une ONG Internationale à des pouvoirs publics (Gouvernement et Collectivités locales) dans la formulation, la réalisation et le suivi d'une politique d'aménagement de l'espace.

Les Niayes sont une zone éco géographique d'environ 260 km de long sur 15 km de large, qui borde la « grande côte » située dans la partie nord-ouest du Sénégal. C'est une zone qui jouit d'un climat spécial, tempéré par les influences océaniques, où alternent formation dunaires et dépressions marno argileuses très humides, fertiles et donc propices aux activités agricoles en toute saison. Il est évident que l'importance d'une zone comme celle-ci, dans le développement économique d'un pays du Sahel, est considérable. Surtout lorsque l'on sait qu'elle couvre quatre régions administratives et neuf départements, et que son fragile écosystème se trouve aujourd'hui menacé par l'urbanisation, l'industrialisation et certaines pratiques agricoles néfastes.

Protéger le fragile écosystème des palmeraies



Exploitation de sel dans les Niayes au Lac Rose

Le **PACN** a achevé en 2004 les activités de sa 1^{re} phase qui est passée par plusieurs étapes :

- ? la réalisation d'une étude d'identification des acteurs de la zone des Niayes ;
- ? l'organisation de trois (03) ateliers d'imprégnation et de partage sur les enjeux du PACN, à Darou Khoudoss, Potou et Sangalkam, en février et mars 2004 ;
- ? l'organisation de trois (03) ateliers d'échange sur les pratiques de concertation, à Mboro, Potou et Sangalkam, en juillet 2004 ;

- ? l'organisation de trois (03) ateliers d'échange sur les systèmes de financements locaux à Mboro, Potou et Sangalkam, en août et septembre 2004 ;
- ? la mise en œuvre des activités de concertation devant accompagner le Plan Directeur d'Aménagement et de Sauvegarde des Niayes (PDAS) ;
- ? la mise en œuvre des activités de concertation devant accompagner le Schéma Directeur d'Aménagement de la Grande Côte (SDAGC) ;
- ? la réalisation d'un certain nombre d'études (analyse cartographique de l'occupation du sol, études foncières, étude sur les collectivités locales, sur l'écotourisme) ;
- ? la mise en place d'une Alliance pour la sauvegarde et le développement des Niayes ;
- ? la mise en place d'un Observatoire des Niayes ;
- ? L'élaboration d'une synthèse des activités de la première phase.



Les Niayes : un site naturel exceptionnel aux nombreuses potentialités économiques

Le **PACN**, bien que piloté par une coordination autonome, est un programme transversal d'Enda qui mobilise différentes équipes intervenant dans les Niayes ou sur des thématiques proches, comme **Enda Pronat**, **Enda Ecopop**, **Enda Rup**, **Enda Diapol** et **Enda Graf Sahel**.

Enda Graf Sahel, dans le cadre de son Programme d'Appui à la décentralisation et à la citoyenneté participative, a poursuivi son action dans le domaine de l'aménagement concerté des espaces agricoles. Grâce à la mise en place d'un plan d'aménagement de l'environnement et de la gestion des terroirs villageois, dans la région de Thiès (Sénégal), cette entité a mené diverses activités tournant autour de :

- ? l'animation des espaces de concertation sur la gestion des terres et les litiges fonciers ;
- ? le suivi des activités menées dans le cadre du Fonds d'investissement, mis à la disposition de certaines communautés rurales, pour les aider à améliorer leurs rendements agricoles ;
- ? le suivi des activités de protection de l'environnement.

Enda Diapol (Prospectives Dialogues politiques), basé à Dakar, a développé ses activités sur la gestion concertée de l'espace Sénégalie méridionale (Sénégal, Gambie, Guinée Bissau) dont l'objectif principal est le renforcement de l'intégration régionale et de la coopération transfrontalière. Le Programme Frontières et Intégration en Afrique de l'ouest (*West African Borders And Intégration - WABI*), réalisé en partenariat avec le Club du Sahel pour l'Afrique de l'ouest et la Direction nationale des frontières du Mali, se propose d'être l'un des programmes pilotes envisagés dans le cadre du Programme d'initiatives transfrontalières de la Communauté Economique Des Etats de Afrique de l'Ouest (CEDEAO). A ce titre, il cherche à « *documenter de manière approfondie les dynamiques politiques, sociales, économiques, commerciales, environnementales de cet espace transfrontalier (...) et à favoriser la création de cadres de concertation et de dialogue pour l'élaboration participative des politiques de gestion de cet espace* ».

Plusieurs missions destinées à identifier les acteurs stratégiques, à renforcer le partenariat avec les autorités politiques des trois pays et à impliquer les acteurs locaux clés, ont été réalisées avec succès. Pour les besoins de la campagne d'information et de sensibilisation sur l'importance du processus pour les populations de ces espaces transfrontaliers, un bulletin d'informations et d'analyse sur les réalités locales, intitulé *Chroniques Frontalières* a été lancé et est actuellement diffusé dans toute la sous-région.

2^e Atelier WABI : renforcer la coopération transfrontalière en Afrique de l'ouest

L'organisation du 2^e Atelier WABI, du 27 au 29 octobre 2004 à Abuja (Nigéria), sous l'égide de la CEDEAO, a donné l'occasion à nombre d'acteurs locaux venus de toute la sous-région, d'échanger avec les plus hautes autorités politiques (Secrétariat Exécutif et Parlement de la CEDEAO). Ces discussions ont porté sur le stade d'évolution du processus et sur les mesures volontaires qui doivent être prises pour faciliter l'intégration sous régionale, en rapport avec les dynamiques institutionnelles mises en place, telles que l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et le NEPAD. Cette rencontre, conjointement organisée par **Enda Diapol**, le Secrétariat du Club du Sahel pour l'Afrique de l'ouest et la Direction Nationale des Frontières du Mali, a permis :

- ? de mesurer les progrès accomplis dans la connaissance des dynamiques transfrontalières en Afrique de l'Ouest ;
- ? de promouvoir des projets et programmes pilotes, comme celui sur la Sénégalie méridionale ;
- ? de consolider et élargir le réseau en améliorant les outils de travail et de communication ;
- ? de construire le dialogue entre les acteurs locaux et les acteurs régionaux.

Le principal acquis de cette rencontre réside dans la décision prise par la CEDEAO de développer une politique de renforcement de la coopération transfrontalière. Ces orientations ont été soumises à la Conférence des Chefs d'Etats de la CEDEAO, qui s'est tenue à Accra (Ghana), en février 2005. Ces derniers ont validé l'orientation de la CEDEAO en faveur de l'élaboration d'un Programme d'Initiatives Transfrontalières, en étroite collaboration avec le réseau WABI. Dans cette perspective, le Programme Sénégalie méridionale a vocation à devenir un programme pilote d'une importance majeure. De plus, une coopération, consistant essentiellement en un renforcement des capacités des acteurs transfrontaliers, sera engagée prochainement avec l'Association des Régions Frontalières Européennes (ARFE).

Partant du principe selon lequel la majorité de la population des pays du Sud vit en milieu rural où se rencontrent les cas d'indigence les plus préoccupants, Enda a très tôt compris que son action de lutte contre la pauvreté ne pouvait rester circonscrite aux centres urbains. C'est ce qui a motivé, dès les années 80, la création d'entités entièrement vouées à la promotion d'un développement rural intégré. Leurs interventions au profit du monde rural sont aujourd'hui nombreuses et vont au-delà du développement des activités agricoles, pour couvrir des domaines tels que l'accès à l'eau potable, l'assainissement, la construction et la maintenance d'infrastructures rurales (salles de classe, blocs sanitaires, cases de santé, maisons communautaires, etc.).

Les activités à vocation agricole réalisées par Enda, en 2004, ont été consacrées à l'amélioration des conditions et des moyens de production, c'est-à-dire à l'encadrement des organisations paysannes, la promotion de l'agriculture familiale, l'expérimentation de techniques agricoles adaptées et respectueuses de l'environnement, et la construction d'aménagements hydro agricoles.

Amélioration des pratiques culturelles

Enda Pronat (Protection Naturelle des Cultures), basé à Dakar, développe depuis plus d'une décennie, une action basée sur le principe selon lequel l'agriculture familiale est le principal levier du développement rural en Afrique subsaharienne. Par conséquent, le développement rural intégré devrait passer par un renforcement des capacités paysannes, allant dans le sens d'une plus grande fonctionnalité de leurs structures organisationnelles et d'une plus grande maîtrise des techniques agro écologiques de production.

Pour **Enda Pronat**, le souci premier est de faire abandonner ou tout au moins diminuer l'utilisation des produits agrochimiques (engrais de synthèse et pesticides) dont le recours est non seulement fort onéreux, mais aussi dangereux pour la santé humaine et pour l'environnement. C'est la raison pour laquelle ses activités, en 2004, ont intégré trois axes principalement :

- 1) le renforcement des capacités organisationnelles des populations rurales, pour la création d'un véritable leadership paysan, rompu dans la prise de décision et de responsabilité, et plus engagé dans la gestion des ressources du terroir ;
- 2) le renforcement des capacités sur les techniques agro écologiques, en phase avec les normes internationales de production « biologique » ;
- 3) le renforcement des capacités de communication des organisations paysannes.

Différentes approches méthodologiques caractérisent la démarche d'**Enda Pronat** : l'*Approche Village* qui intègre tous les acteurs d'un terroir pour sa

gestion communautaire et le *Champ-école paysan*, un outil pédagogique qui permet d'expérimenter et de répliquer plusieurs innovations agro écologiques. L'Approche Village a permis de réaliser des avancées significatives vers la création d'une véritable économie rurale. En témoignent l'accompagnement de la Fédération des agro pasteurs de Diander (Sénégal) dans la création d'une mutuelle d'épargne et de crédit couvrant 24 villages, la création de périmètres de culture destinés à la riziculture et au maraîchage (vallée du fleuve Sénégal), et la production de coton biologique à Koussanar (région de Tambacounda).

L'Approche Village a aussi permis l'appropriation de l'intervention par la Fédération des agro pasteurs de Koussanar qui, forte de l'expérience accumulée durant ces quatre dernières années, va faciliter le retrait progressif d'**Enda Pronat** d'ici 2007. Une démarche dont s'inspirent aujourd'hui des producteurs de la sous région, comme la *Fédération de Mali* regroupant des paysans du Fouta Djalon (Guinée Conakry) qui s'est fortement enrichie de cette expérience des agro pasteurs de Koussanar lors de la visite d'échange et de partage qu'elle y a effectuée en juin 2004.



Apprentissage sur les techniques agro écologiques et Champ-école paysan dans les Niayes (Sénégal)



Pépinière de riz dans les Niayes (Sénégal)



Riz récolté et prêt pour la consommation

Quant au *Champ-école paysan*, il constitue un cadre d'échange et d'apprentissage sur les diverses pratiques agro écologiques qui permettent d'améliorer la production biologique. L'approche a été généralisée, depuis deux ans, à tous les sites expérimentaux d'**Enda Pronat** au Sénégal (Niayes, vallée du fleuve Sénégal et région de Tambacounda) et permet à cette entité de promouvoir cet outil dans plusieurs pays africains (Bénin, Guinée, Madagascar, Mali et Mauritanie), grâce à un partenariat stratégique établi avec la Fondation CERES-Locustox.

Programme sous régional GEF : Enda Pronat agit contre l'utilisation des pesticides

Le programme sous régional GEF (*Global Environmental Facility*) a donné à **Enda Pronat** l'occasion de piloter, en partenariat avec la Fondation CERES-Locustox (Centre de Formation en Ecotoxicologie au Sahel), un programme pilote sur les résidus de pesticides dans les zones de culture irriguée. Financée par la FAO, cette étude a permis aux populations de la vallée du fleuve Sénégal de révéler aux équipes scientifiques les constats qu'elles ont faites sur leur environnement durant ces dernières années. La qualité de l'eau du fleuve Sénégal a été gravement dégradée et la santé des hommes, du cheptel et de la faune terrestre et aquatique, s'en est trouvée fortement affectée. Les paysans ont donc saisi cette opportunité pour échanger avec les équipes de toxicologues, agronomes, sociologues et médecins, participer aux prélèvements d'échantillons et assister à la restitution des résultats de la recherche.

Grâce à cette participation des populations, un système d'alerte précoce a été élaboré et les acquis positifs de ce programme pilote ont même conduit **Enda Pronat** à envisager, toujours avec les mêmes institutions partenaires, la réplication de cette initiative dans six pays ouest africains situés autour du bassin des fleuves Sénégal et Niger (Bénin, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal).

Enda Syspro I (Système et Prospective), basé à Dakar, a mené, en 2004, des activités qui s'inscrivent dans la continuité de sa mission d'accompagnement des producteurs agricoles au Sénégal, d'appui à l'accès des produits agricoles locaux aux marchés extérieurs, d'actions de reboisement, de formation d'étudiants sénégalais et étrangers, de participation aux grands débats internationaux sur le développement durable et de réalisations d'infrastructures en milieu rural. L'appui à la production agricole et à la chaîne des valeurs (production, conditionnement et commercialisation) a porté sur la consolidation des projets en cours (zone de Sébikotane et la Communauté Rurale de Syer), la poursuite de la campagne d'exportation (débutée en décembre 2003) et l'extension, à 2000 hectares, des superficies de plantation d'anacardiens dans la région naturelle de Niombato. Malgré la menace acridienne, deux nouveaux périmètres maraîchers ont été implantés dans le cadre des activités de formation pratique des agriculteurs aux techniques modernes d'intensification agricole et d'optimisation de la ressource eau, dans les villages de Sessène Diack et Hanène (Communautés Rurales de Tassette et de Notto).



Etudiants de l'Institut Agronomique Vétérinaire Hassan II venus s'imprégner de l'expérience d'Enda Syspro I

Enda Syspro I a mené au cours de l'année 2004 plusieurs études prospectives, comme celle portant sur les *Profils des PME dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire en Afrique*, dans le cadre d'un partenariat avec Entreprise Afrique/Unops (PNUD). Un travail qui devrait

servir de guide aux acteurs ruraux et urbains qui veulent s'investir dans le secteur de l'agro-alimentaire en leur permettant d'apprécier et de comparer une large variété de carrières ou d'entreprises agricoles dans la production comme dans les services. En outre, une étude technique a porté sur le projet pilote de formation en micro irrigation, réalisé en partenariat avec Plan International et dont la mise en œuvre est en cours.



Culture expérimentale de maïs doux au centre de formation d'Enda Syspro1 à Sébikotane (Sénégal)



Récolte de la tomate cerise et conditionnement à la station de Sébikotane (Sénégal)

Enda Ethiopie a poursuivi son Projet d'Agriculture Urbaine, mis en œuvre depuis plusieurs années pour améliorer la qualité de vie dans les ménages pauvres d'Addis Abéba, grâce à l'amélioration de la nutrition, la création d'activités génératrices de revenus au profit des jeunes et l'incitation des populations à l'autogestion environnementale communautaire. Les activités de promotion et d'intensification de la petite production laitière, du maraîchage bio intensif, et de l'aviculture bio intensive, menées en 2004, ont comporté de nombreuses séquences de formation technique et pratique. Dans le but d'augmenter la productivité dans les activités de maraîchage bio intensif en milieu urbain, **Enda Ethiopie** a assuré la formation pratique de 81 ménages, en techniques de micro maraîchage et en gestion comptable simplifiée. Ainsi on peut citer :

- la formation sur les nouvelles techniques de production maraîchère destinée à vulgariser les nouvelles techniques d'agriculture urbaine (comme l'utilisation du compost, l'arrosage au goutte à goutte, etc.), dispensée en partenariat avec le Centre de formation technique et professionnelle de Selam ;
- les Ateliers trimestriels d'Échange d'Expériences et de Partage ont régulièrement été organisés et ont réuni des associations de jeunes, des femmes s'adonnant à des activités de petite production laitière et de maraîchage bio intensif, dans le but de leur permettre d'apprendre les uns des autres ;



Sessions de formation technique en agriculture urbaine biologique organisées par Enda à Addis Abéba



- les visites de terrain menées au niveau de quelques centres d'exploitation agricole (fermes d'autorités locales et d'ONGs), comme la Ferme de la Genèse et le Village des Enfants de Jérusalem, par plus de 50 représentants d'associations de jeunes, des représentants des *IDDIR* (associations traditionnelles) et plusieurs membres d'**Enda Ethiopie**, dont le but était de faire en sorte que les jeunes et les organisations communautaires de base acquièrent une solide expérience sur les meilleures pratiques en matière de d'agriculture urbaine (compostage, fabrication du biogaz, utilisation économe de l'eau, systèmes d'arrosage au goutte à goutte, renforcement de la production fruitière et élevage) ;
- l'organisation, le 23 octobre 2004, d'une journée de vendanges et d'exposition vente, à l'intention des ménages qui se livrent à la petite production maraîchère, dans un des secteurs du projet (Kotebe), dans le but de présenter les avantages de l'agriculture urbaine (production de légumes bio) aux communautés de base voisines, aux autorités locales, aux écoles et centres de formation, etc.) ;
- 133 prix ont été attribués pendant l'événement (journée du 23 octobre) à 10 personnes, à plusieurs organisations et écoles de formation, au Bureau de l'Agriculture Urbaine et aux autorités locales pour leur appui et la qualité de leur collaboration ;
- deux sites de démonstration, dont l'acquisition des terrains d'emplacement a été rendu possible grâce à l'appui de l'Ambassade du Japon à Addis Abéba, ont été créés au niveau des localités de d'Akaki et de Yeka, pour montrer les différentes techniques d'agriculture urbaine aux communautés de base environnantes.

Aménagements hydro agricoles

Enda Siddhi Bombay, basé à Bombay, s'est beaucoup investi dans l'encadrement des producteurs ruraux des districts de Ratnagiri et Sindhurg (Inde), et notamment dans la mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation qui a orienté durablement la politique locale de gestion hydraulique. Ces deux districts se situent dans une région où la pluviométrie est importante (46% de l'ensemble des précipitations de l'Etat), mais où seuls 6% du volume d'eau disponible est mis à l'irrigation pour la mise en valeur des terres arables. Une situation imputable à un manque criard de ressources matérielles, humaines et financières des communautés villageoises, mais aussi à une topographie relativement accidentée de la région, qui accroît considérablement les effets néfastes de l'érosion hydrique sur la qualité des sols. C'est pourquoi Enda, conscient des potentialités agricoles énormes que recèlent ces deux districts, a effectué un intense lobbying auprès des autorités locales et gouvernementales. Cela a amené ces dernières à envisager la mise en œuvre d'une politique de gestion des ressources hydrauliques à vocation participative.

Une Agence gouvernementale a été créée à cet effet et son personnel, appuyé par **Enda Bombay**, s'atèle à favoriser une gestion communautaire de l'eau et la création d'activités agricoles de subsistance et de rente (maraîchage, horticulture, etc.). Une campagne de sensibilisation et de lobbying, pour la redistribution équitable des ressources en eau provenant du barrage de Koyna, a été ainsi menée et l'ensemble des élus de la zone s'est impliqué dans ce volontarisme politique. Les Plans d'action élaborés par la suite, ont été mis en application et se sont matérialisés par une série d'aménagements hydro agricoles. De petits barrages ont été construits pour retenir les eaux de ruissellement et, dans le cadre d'un programme de reforestation, une compagnie agro forestière publique a prêté du matériel pour la réalisation des chantiers. En outre, des infrastructures de recueil des eaux par impluvium ont été créées et des réservoirs de stockage ont été construits au niveau de chaque village. Les efforts de

L'Agence couvrent actuellement 96 villages dans une zone où la population moyenne de chaque village est de 3000 habitants.

Enda Bukol, (Bureau de Kolda), développe depuis une dizaine d'années des activités similaires de réalisation de digues de retenue des eaux pluviales. Avec la baisse de la pluviométrie notée dans les pays du Sahel ces dernières années, la riziculture qui se faisait dans les vallées des cours d'eau de la région naturelle de Casamance (Sénégal) ne parvient plus à se développer, car les quantités d'eaux insuffisantes ne permettent plus au riz de boucler son cycle.

Hormis les problèmes que cela pose sur le plan de la sécurité alimentaire, tous les écosystèmes de la zone sont ainsi condamnés à une mort progressive, aussi bien sur le plan végétal que faunique. D'où l'idée de construire des digues munies de petits barrages évacuateurs, dans le but de retenir le plus longtemps possible les eaux pluviales dans ces vallées. Cela permet non seulement à la culture du riz de boucler son cycle biologique, mais aussi de développer d'autres activités agricoles, comme le maraîchage.



Le S.E. d'Enda et les autorités locales visitant les aménagements hydro agricoles en Casamance (Sénégal)

La stratégie d'intervention d'**Enda Bukol** est le développement participatif et la responsabilisation des populations à la base, à travers plusieurs aspects :

- ? la mobilisation communautaire et l'association des populations à la conception et à l'apport de main d'œuvre durant l'exécution du projet (dans les chantiers) ;
- ? la conception du projet, la recherche de financements, la mobilisation des populations et le suivi-évaluation des actions sur le terrain par Enda ;
- ? l'appel aux services d'une entreprise de génie civil pour la réalisation de l'étude technique et du suivi technique des chantiers ;
- ? la mise en place de cadres de concertation et d'échanges entre les populations et les autorités publiques, dans le but de préparer une série d'activités de développement socio-économique consécutives à la réalisation des aménagements hydro agricoles dans la vallée.

Grâce à un financement de la Coopération française, **Enda Bukol** a réalisé, en 2004, le Projet de Saré Kolidiang qui consistait en la construction de cinq (5) digues-barrages de retenue, dont les longueurs varient entre 150 et 250 mètres, sur près de 7,5 km de vallée inondable. Au terme d'une intervention réussie, **1)** les eaux pluviales sont maintenant retenues dans la vallée durant une longue période allant de 5 à 8 mois, **2)** le rechargement de la nappe phréatique a permis de faciliter l'approvisionnement en eau potable dans les nombreux villages

environnants, car les puits sont beaucoup moins profonds, **3)** la permanence de la présence de l'eau a facilité la restauration des écosystèmes, notamment avec la réapparition d'espèces végétales et fauniques autrefois disparues (le phénomène a déjà été observé dans les parties aménagées entre 1998 et 2002), **4)** la production rizicole a été triplée par rapport à la situation précédant les aménagements hydro agricoles, **5)** le développement et la diversification des cultures alternatives de saison sèche sont devenus possible, ce qui a permis d'éviter aux populations d'avoir recours à des activités (lucratives) néfastes de déforestation ou de braconnage.



Enda mobilise et encadre les populations dans la construction de digues-barrages à Kolda (Casamance)

11

Appui à l'entrepreneuriat féminin

La lutte contre la pauvreté intègre de plus en plus la dimension genre dans les différentes stratégies d'intervention. A tel point que d'aucuns estiment aujourd'hui que pour garantir l'efficacité des actions, il faut lutter contre la « féminisation de la pauvreté » car, dans les pays du Sud, la précarité socioéconomique concerne en premier lieu les femmes. Enda, sans renoncer à ses autres portes d'entrée, privilégie depuis plus d'une décennie les activités ciblées visant à renforcer les capacités techniques et managériales des femmes, préalable fondamental et déterminant au renforcement de leurs capacités économiques et financières.

L'aide à la création de micro-entreprises ou de coopératives féminines en milieu urbain et rural, fournie par plusieurs entités d'Enda à travers le monde, part ainsi du constat selon lequel l'importance des femmes étant majeure voire prépondérante dans l'économie des ménages, l'augmentation de leurs revenus a toujours un impact direct dans l'amélioration des conditions de vie de la communauté.

Micro-entreprises en milieu urbain

Enda Inter Arabe, basé à Tunis, s'est spécialisé depuis 2001, dans le soutien à la micro-entreprise, par la mise à disposition d'un ensemble de services financiers et non financiers. Cette entité a progressivement mis en place, au profit des femmes, un système de micro-crédit et d'aide à la création de micro et petites entreprises (MPE) dont la rigueur dans les procédures n'a rien à envier aux institutions financières classiques. Sauf que sa vocation fondamentale n'est pas de maximiser des profits, mais au contraire d'étendre le plus loin possible la chaîne de solidarité et d'accompagnement social qu'elle a créée avec ses nombreux partenaires.



Enda renforce les capacités managériales des femmes à Tunis



Femme tunisienne bénéficiaire

Ce partenariat a été renforcé en 2004 et a facilité l'obtention de financements provenant de la Commission européenne et ICCO (Pays-Bas) pour un projet de micro crédit, de la Fondation Rockdale (USA) pour les activités de renforcement institutionnel, de Batik International (France) pour un projet de soutien à la micro entreprise et des coopérations française et suisse, pour diverses autres activités connexes.

Cela a permis à **Enda Inter Arabe** de consolider les acquis des années précédentes et d'entrer dans une phase d'expansion géographique hors du grand Tunis. Ainsi, de nouvelles antennes ont été ouvertes dans la banlieue et hors de la capitale (à Gafsa et Sousse), ce qui a marqué un début de décentralisation des opérations. Cela a permis une augmentation d'environ 50% du nombre de bénéficiaires, ainsi que du nombre et du montant des prêts accordés. Près de 70'000 Euros ont été alloués au micro crédit, en 2004, pour un nombre de prêts s'élevant à 26'056. Parallèlement à ces services de micro finance, cette entité a également offert un certain nombre d'appuis non financiers, tels que l'organisation de onze foires commerciales, d'une vingtaine de séances d'information et d'une session de renforcement des capacités (formation résidentielle) au profit de dix femmes chefs de MPE.

Enda Maghreb a renforcé son action d'amélioration des conditions de vie des populations urbaines défavorisées de Salé, Oulmès et Essaouira, par le financement de plusieurs micro-projets de génération de revenus, dont une majorité au bénéfice des femmes. Ce sont ainsi 18 micro-projets qui ont été mis en œuvre, en 2004, dans le but d'alimenter la dynamique de développement local concerté déjà évoquée plus haut.

Enda Brésil met en œuvre un Projet d'Economie populaire qui cherche sur trois ans (2002-2005) à améliorer les conditions de vie des femmes pauvres de Rio de Janeiro qui vivent dans une difficile situation d'exclusion sociale. Le projet, en cours de réalisation dans la *favela* de Rio das Pedras, cherche à appuyer financièrement les femmes dans la création de micro-entreprises et à les soutenir aux niveaux personnel, familial et communautaire.

Enda Brésil a ainsi formé un groupe de femmes dans les techniques de création de micro-entreprises, développé un système de micro-crédit, déterminé avec elles plusieurs formes de production et effectué au sein des familles différentes activités de prévention des violences faites aux femmes. Trente neuf (39) prêts ont été accordés pendant la première année du projet (2003), et à la fin du premier semestre de 2004, 52 femmes avaient déjà entrepris des AGR. Des foires locales destinées à faciliter la commercialisation des produits des micro-entreprises féminines ont été organisées et ont permis aux femmes de Rio das Pedras de s'imprégner de l'expérience d'autres groupements de femmes qui ont fini par gagner leur autonomie et devenir aujourd'hui des femmes dirigeantes au sein de leurs communautés.

Enda Graf Sahel procède également au renforcement croisé des mutuelles d'épargne-crédit et des AGR, dans le cadre du *Programme de renforcement de la capacité financière contributive des mutualistes*, réalisé au bénéfice des groupements de femmes des régions de Thiès, Mboro, Fatick, Ziguinchor, Diourbel et Louga (Sénégal). Il s'agit là d'un programme de micro-crédit alloué aux mutuelles, pour leur permettre de financer leurs membres dans le cadre des AGR. Ainsi, la diversification des services de la mutuelle a favorisé l'amélioration des conditions économiques des populations et leur a aussi permis d'augmenter le montant des cotisations.

L'amélioration du statut de la femme et le renforcement de l'entreprenariat féminin, concerne également les activités menées en milieu périurbain, dans la région de Dakar, pour le renforcement du leadership des femmes,

grâce à la livraison de sessions de formation en gestion organisationnelle et financière, en communication, en médiation et en résolution des conflits.

En outre, pour contribuer à la valorisation des savoir-faire traditionnels dans le domaine de la transformation et de la préparation culinaire, **Enda Graf Sahel** a opté pour la consolidation des stratégies populaires en développant des liens de complémentarité entre les milieux ruraux et urbains. Cela a permis de soutenir plusieurs initiatives privées ou communautaires de transformation des produits de la pêche artisanale, pour développer la production à partir de l'analyse du marché et des attentes des consommateurs. Cet appui a concerné les groupements d'intérêt économique de femmes des régions de Dakar, Thiès et Saint-Louis.

Le Réseau des Caisses d'Épargne et de Crédit des femmes (RECEC)

Mises en place dès 1987, les caisses d'épargne et de crédit des femmes représentent une des plus anciennes initiatives réalisées au Sénégal par **Enda Graf Sahel**. Le RECEC déploie son action, étend son champ d'intervention et diversifie son soutien financier dans tous les domaines ayant trait à l'économie des familles et des groupements féminins.

A ce jour, le RECEC a injecté 912 527 085 FCFA (près de 1'400'000 Euros) et le cumul de l'épargne mobilisée par les sociétaires est de 500 812 071 FCFA (plus de 760'000 Euros). Le programme a été financé par *Dyna Entreprise*, à travers **Enda Graf Sahel** qui joue un rôle d'appui conseil au profit du RECEC.

Le RECEC, mène des activités d'épargne et de crédit dans 15 Communes d'arrondissement de la région de Dakar et déploie actuellement ses services dans des localités comme Guédiawaye, Keur Massar, Mbeubeusse et Joal. Qui plus est, pour répondre à une forte demande d'adhésion des populations féminines, à travers leurs différentes formes de regroupement, le réseau étend son intervention aux régions de Tambacounda, Fatick et Saint Louis.

La stratégie du programme repose sur le fait de considérer les caisses d'épargne comme autant de situations sociales développant des situations d'apprentissage dont le but est de parvenir à une plus grande performance technique et à une émancipation financière des membres du RECEC.

Mutuelles et coopératives en milieu rural

La clef de voûte de l'intervention d'Enda en faveur des femmes des zones rurales du Maroc, consiste en un appui constant à la création d'AGR dans l'artisanat. Un encouragement est notamment fait aux pratiques respectueuses de l'environnement, comme l'apiculture (appui à trois coopératives), la production d'huile d'argan (appui à une coopérative), les plantes aromatiques et médicinales (développement de la filière), et la fabrication de produits artisanaux à base de bois de thuya. Cet intérêt manifesté par **Enda Maghreb** pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin trouve sa parfaite justification dans le cadre du Projet DEMETER. D'ailleurs l'entité envisage de renforcer l'exploitation des outils spécifiques de l'approche genre au cours de l'année 2005, afin de mettre en place une démarche cohérente intégrant les différents projets menés en milieu rural.

Enda Graf Sahel mène depuis plusieurs années, au Sénégal, des actions de promotion des initiatives économiques des acteurs féminins à la base. Ces interventions consistent en un appui au développement de micro-entreprises de l'agroalimentaire, en aval de la production agricole en milieu rural, en favorisant leur accès à des services de conseil de qualité et à des informations utiles à leur développement. Cet appui a facilité l'accès de ces micro-entreprises agroalimentaires à des services de conseil commercial, pour les aider à augmenter leur chiffre d'affaires et à diversifier leurs produits en développant une offre de qualité.

Un *Projet d'appui conseil aux micro et petites entreprises agroalimentaires* a ainsi été mis en place, en 2004, en partenariat avec le GRET (qui mène conjointement des actions et projets sur les filières agroalimentaires au Sénégal, depuis plus de 15 ans) et l'Agence d'Aménagement et de Promotion des Sites Industriels (APROSI). L'initiative vise à tester un mécanisme de fonds de conseil, à contribuer au développement et au renforcement de l'offre de service, et à développer l'information stratégique pour un conseil de qualité.

Enda Eddoc (Editions Diffusion Documentation), basé à Dakar, parallèlement à ses activités de gestion de la documentation centrale, de publication et de diffusion des ouvrages et revues conçus au sein d'Enda, met en œuvre depuis plusieurs années des projets d'actions de terrain. Ces interventions qui s'inscrivent dans le cadre de l'Education au Développement durable et de l'Education pour tous, s'adressent plus particulièrement à des auditoires de femmes rurales et plus précisément à la Fédération Inter villageoise des Organisations pour un Développement durable (FIOD). Cette association qui couvre l'arrondissement de Fimela (région de Fatick au Sénégal) et la localité de Joal-Fadiouth (région de Thiès au Sénégal) regroupe 1800 membres répartis dans 30 Gie correspondant à autant de classes d'alphabétisation de femmes.

Enda Eddoc les soutient depuis plus de deux ans dans l'octroi de subventions (environ 8'600'000 FCFA) pour la création de mutuelles d'épargne-crédit. La finalité de ce système étant la création d'AGR de micro-maraîchage destinées à améliorer efficacement et durablement les conditions de vie de ces femmes, l'option retenue a été de leur octroyer des subventions non remboursables, des dotations en matériels de micro-maraîchage et de leur offrir une formation de base au Centre de Développement Horticole de Cambérène, assortie d'un suivi technique sur le terrain. L'impact positif sur les revenus des ménages a été sans conteste et certaines femmes ont signalé, lors des visites de suivi, que les revenus obtenus dans le micro-maraîchage leur ont même permis d'acheter des intrants agricoles de qualité (engrais et semences) qui ont augmenté considérablement les quantités de mil récoltées.

Enda Pronat, se fondant sur le constat selon lequel les femmes sont au centre de la production agricole et partant, du développement rural, leur consacre, depuis plusieurs années, un important volet dans le cadre de ses activités de développement rural. Dans cette optique, l'entité assure la coordination du Réseau Dimitra en Afrique francophone et se charge de mettre régulièrement à jour la base de données des organismes d'appui qui travaillent avec les femmes rurales. C'est ce qui renforce sa volonté d'appuyer le Projet Avicole des femmes du Diander et de Keur Mousseu (Sénégal), qui concerne actuellement 4500 femmes de 69 villages. Une initiative dont le but est de faciliter la création de micro-entreprises féminines d'élevage de poulets de race et qui a aussi permis à ces femmes d'acquérir des connaissances en techniques avicoles fort utiles dans la lutte contre les épizooties, comme la maladie épidémique de Newcastle.

La défense de l'enfance et de la jeunesse en difficulté est une des principales entrées d'Enda dans son action globale contre la précarité sociale et l'exclusion. Conscient du fait que le développement des pays du Sud doit nécessairement passer par la résolution des problèmes inhérents au déficit criard d'éducation, de formation, de perspective et de civisme, qui y maintiennent les jeunes dans un état permanent de vulnérabilité et de sous productivité, l'organisation a commencé, dès les années 80, à agir à différents niveaux. L'assistance sociale en direction de l'enfance défavorisée a permis de minorer les impacts négatifs des nombreuses agressions dont elle fait régulièrement l'objet. La réinsertion scolaire et socio professionnelle des enfants et jeunes en situation d'exclusion sociale est venue compléter et étendre les acquis, forcément limités, de la démarche d'assistance. Le renforcement du leadership des groupes de jeunes les a rendu conscients de leurs droits et a favorisé leur responsabilisation en tant qu'acteurs participant concrètement à la formulation et à la mise en œuvre des politiques qui les concernent.



Enda Jeuda (Jeunesse Action), basé à Dakar, développe ses activités, depuis une vingtaine d'années, à différentes échelles d'intervention. L'entité agit à un niveau national, dans le cadre du programme *Xaley Ca Kanam* (« les enfants vont de l'avant ») au Sénégal et à un niveau international, avec le programme de *Renforcement des capacités du Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs (MAEJT)*.

Xaley Ca Kanam est un programme d'accompagnement des enfants en situation difficile (ESD) qui intervient dans trois villes (Dakar, Saint Louis et Ziguinchor). Le programme assure également la coordination et le suivi des associations d'enfants et jeunes travailleurs dans d'autres villes du Sénégal, comme Fatick, Kaolack, Louga, Tambacounda et Thiès, ainsi qu'à Barra (en Gambie). La concrétisation des droits des ESD et la construction de synergies entre les différentes structures intervenant dans ce domaine, sont ses principaux objectifs. En effet, un solide réseau de partenaires permet à **Enda Jeuda** d'élargir son champ d'intervention et de renforcer l'efficacité de son action. Ce réseau regroupe plusieurs structures comme Caritas-Saint-Louis, le Collectif des Structures d'Appui aux Enfants en Difficulté (COSAED), le Collectif pour l'Education Alternative (CEA), le Programme National de Lutte contre les Pires Formes de Travail des

Enfants (Ministère de la Famille/UNICEF), la Coalition des ONGs sur l'enfance (CONAFE), etc. ; sans oublier plusieurs autres entités, comme **Enda Mali, Enda Acas, Enda Audiovisuel, Enda Ecopole, Enda Graf Sahel, Enda Santé VIH Sida** et **Enda Rup**.

Enda Jeuda agit sur le plan de la santé, de l'éducation alternative, de l'apprentissage professionnel, de la création d'AGR au profit des ESD et du renforcement de leurs initiatives à la base, pour favoriser la reconnaissance officielle de leurs différentes formes d'association. Les services sanitaires fournis aux ESD ont consisté en l'organisation de causeries sanitaires, l'appui à la mise en place de caisses de santé, la désinfection des *daaras* (écoles coraniques) et la mise en place de dispositifs d'hygiène corporelle. L'éducation alternative a favorisé l'organisation de cours d'alphabétisation fonctionnelle dans plus de quarante espaces éducatifs, d'activités socioéducatives et de plusieurs activités d'alphabétisation connexes dans cinq villages d'où proviennent nombre d'enfants travailleurs. La création d'AGR a facilité le démarrage de petits commerces, l'organisation de séances d'information et d'échange sur les rudiments de la gestion commerciale, et l'appui à l'intégration des différents circuits de commercialisation.

C'est ainsi qu'en 2004, le programme *Xaley Ca Kanam* a touché plus de 4000 ESD dans les huit villes précitées et notamment une majorité d'enfants et jeunes travailleurs (petites bonnes, petites vendeuses, apprentis artisans ou techniciens, cireurs de chaussures, gardiens et laveurs de voitures, etc.), des enfants talibés et des enfants en situation de rupture familiale. En outre, plusieurs regroupements d'associations de développement de quartier ont été accompagnés dans des actions d'éducation et de formation (apprentissage de métiers) au profit de 7000 enfants issus de familles pauvres, vivant dans les quartiers populaires.



Le réseau du MAEJT : présent dans 57 villes de 18 pays du continent africain



Manifestation des Enfants et Jeunes Travailleurs (EJT) à Berlin (République d'Allemagne)



Délégués EJT en compagnie de leur marraine Myriam Makéba et d'autres artistes comme Harry Belafonte et Coumba Gawlo Seck, à la Conférence sur l'enregistrement des naissances, à Dakar (Sénégal)

Le programme de *Renforcement des capacités du MAEJT* est un programme régional qui concerne 64 villes situées dans 20 pays d'Afrique sub-saharienne. Il est le fruit d'un partenariat entre le MAEJT, le Bureau Régional de Plan International et **Enda Jeuda** qui en assure la coordination technique et financière pour une durée de trois ans (2004-2006). Ce travail de coordination consiste essentiellement à accompagner les EJT et à renforcer leurs capacités de mise en œuvre des droits humains, civils, socioéconomiques et culturels, car ils sont en définitive les véritables promoteurs du programme.

Enda Jeuda au centre d'un partenariat stratégique destiné à soutenir le MAEJT

LE MOUVEMENT AFRICAIN DES ENFANTS ET JEUNES TRAVAILLEURS (MAEJT) exécute le programme, avec l'appui d'**Enda Jeuda**, grâce à un financement de Plan International. Le MAEJT est actif dans 64 villes africaines et concerne autant d'associations (AEJT) regroupant environ 30'000 enfants et adolescents travailleurs (filles domestiques, apprentis, petites vendeuses, enfants et jeunes travailleurs indépendants des rues et des marchés, etc.). En 1994, ses fondateurs avaient identifié 12 droits prioritaires dans leur lutte et avaient mis en place un programme et des instances pour appuyer leurs initiatives.

- ? L'organe régional de coordination du mouvement est la Commission Régionale.
- ? La Commission Bilan se réunit à la fin de chaque année pour faire le bilan du programme.
- ? Le groupe d'Appui Technique s'occupe de l'appui méthodologique aux AEJT.
- ? Le groupe Défi des EJT rédige le bulletin annuel d'information.
- ? En Afrique centrale et australe, une Commission de Coordination sous régionale a été constituée, en fin 2004.

PLUSIEURS STRUCTURES D'APPUI (services étatiques, ONGs, et institutions religieuses) soutiennent les AEJT dans chaque pays et les accompagnent dans la réalisation des actions aux plans local et national. Elles facilitent ainsi leur collaboration avec les partenaires locaux et les autorités.

LE MOUVEMENT MONDIAL EN FAVEUR DES ENFANTS (GMC) regroupe l'UNICEF et les plus grandes ONGs internationales sur l'enfance, comme Care, Oxfam, Plan International, Save et World Vision. Enda y participe activement, oriente ses travaux vers une synergie d'appui à la participation des organisations d'enfants et réunit le GMC à l'échelle régionale.

L'APPROBATION PAR LE COMITE INTERNATIONAL D'INITIATIVE DU GMC du projet de « Rapport international des organisations d'enfants » a été un événement majeur qui place désormais Enda dans une position de leadership international dans le domaine de la *participation des organisations d'enfants*. Enda est par conséquent, porteur de la responsabilité de faire aboutir cette initiative régionale.

Enda Mali mène depuis quatre années (2000–2004) un vaste *Programme NYËTA d'Appui aux enfants et jeunes en situation difficile dans les centres urbains*. L'initiative couvre des villes où cette entité a ouvert des bureaux locaux (Bamako, Mopti et Kayes) et d'autres où elle travaille en collaboration avec d'autres structures privées ou étatiques (Koulikoro, Ségou et Sikasso). Les principaux partenaires d'Enda dans ce programme sont l'Union Européenne, Caritas Allemagne et SKN des Pays Bas.

Les objectifs de ce programme s'inscrivent en droite ligne de ceux du MAEJT et consistent en un développement du protagonisme social des EJT, une sensibilisation accrue, par le biais d'un bulletin d'information intitulé *Jekawuli Info*, et un renforcement des capacités des différentes associations (AEJT) des villes de Bamako, Koulikoro, Ségou, Sikasso, Mopti, Kayes et Gao. Les deux ateliers de formation organisés en 2004 à l'intention des EJT du Mali, avec la facilitation et l'appui financier d'**Enda Jeuda**, visaient la formation en technique radiophonique et en gestion de

projet des différents délégués EJT des sept villes concernées. En outre, le programme a mené des activités visant à concrétiser les *12 droits prioritaires des enfants*, qui comportent plusieurs aspects, comme la formation par l'apprentissage, le soutien à la création d'AGR, l'alphabétisation et la scolarisation, le suivi des dossiers judiciaires des enfants et jeunes privés de liberté (emprisonnés), l'accompagnement psycho social des enfants en rupture familiale et le soutien aux *talibés* des écoles coraniques.

Enda Mali a également mené des activités dans le cadre de la 1^{re} année d'intervention du *Projet CIRCLE (Actions Communautaires en milieu Rural contre l'exploitation des Enfants à travers l'Education)*, avec le soutien financier de WINROCK International. Ce projet biennal (2004-2005) s'inscrit dans le cadre du renforcement des systèmes éducatifs dans les communes situées dans le cercle de la ville de Ségou (Sansanding, Sibila, Dougabougou, Markala, Djédougou et Kamiandougou). Cette intervention qui vise des objectifs d'alphabétisation et de maintien dans le circuit scolaire des enfants vivant en milieu rural, a permis la réalisation de nombreuses activités d'accompagnement qui se sont traduites, entre autres, par la facilitation de l'inscription scolaire de 191 nouveaux élèves, la participation au maintien de 260 anciens élèves dans le système scolaire et le démarrage effectif des cours dans tous les centres d'alphabétisation, avec un effectif total de 354 auditeurs. Un programme axé sur l'accès aux soins de santé et sur la réduction de la vulnérabilité face aux IST/Sida, devrait venir parachever la stratégie d'intervention d'Enda en milieu rural en faveur des enfants et jeunes en situation difficile.

Enda Océan Indien a pris en 2004 un tournant important dans la mise en œuvre de son *Programme d'Education Alternative*, grâce à l'ouverture, au mois d'avril, d'un « Espace Jeunes », un centre d'accueil et d'accompagnement des jeunes vivant dans les rues d'Antananarivo. Cet espace d'accueil, de formation et d'écoute a mené (cinq jours par semaine) un certain nombre d'activités destinées à faciliter la réinsertion des ESD, à travers :

- ? l'apprentissage d'un certain nombre de règles d'hygiène et de notions basiques de santé et de sécurité, qui leur assurent une autoprotection minimale dans leur quotidien ;
- ? des cours d'alphabétisation, de remise à niveau, de français et de connaissances générales ;
- ? le renforcement de l'identité, du sentiment d'appartenance sociale et de la citoyenneté active, en particulier dans l'obtention de bulletins de naissance et la réinsertion familiale ;
- ? l'accompagnement dans la conception et la mise en œuvre de projets de vie.

Les activités d'accompagnement des ESD, menées par Enda à Madagascar, dépassent le cadre de l'Espace Jeunes, avec des rencontres quotidiennes dans les rues. Elles ont également intégré plusieurs modules de formation psycho sociale dispensés aux éducateurs. Ces modules ont porté sur des aspects relatifs à la crise d'adolescence, la violence urbaine, les traumatismes et l'écoute individuelle.

Enda Bolivie réalise également, depuis plusieurs années, un *Programme de réinsertion familiale, d'assistance et de suivi social des enfants vivant dans les rues*, qui vise à contrer la marginalisation et l'exclusion sociale des enfants issus des milieux défavorisés. Cette intervention comporte plusieurs aspects, comme la réinsertion familiale, l'assistance sociale et le suivi socio professionnel.

La réinsertion familiale a consisté à approcher les enfants des rues, lors des 193 interventions diurnes et nocturnes effectuées sur le terrain, en 2004, par les équipes d'**Enda Bolivie**. Ensuite, diverses démarches

d'encadrement et de mise en confiance des enfants ciblés ont été mises en œuvre, dont l'offre de repas gratuits appelée « *En dînant et en déjeunant avec Enda* ». Ceux parmi les enfants qui ont alors été convaincus de l'utilité du programme ont été incités à se rapprocher des centres mis en place par Enda à El Alto, Trinidad, Guayaramerin, et Riberalta. Dans ces centres ont été aménagés des dortoirs de secours qui sont des lieux de repos nocturne sûrs, qui facilitent la réinsertion sociale des enfants des rues. Ces derniers y ont alors été soumis à un cycle d'interviews et les renseignements obtenus ont été consignés dans des fiches individuelles. Ces fiches constituent ainsi une base de données fiable sur la situation familiale et sociale des enfants des rues, fort utile dans l'amélioration des stratégies d'intervention. Le travail d'assistance sociale qui s'en est suivi, a touché de nombreux enfants en rupture familiale et a nécessité l'organisation de 394 visites à domicile, de 121 réunions de suivi psycho social et concerné 317 enfants.

Le suivi professionnel a permis de renforcer cet accompagnement et a consisté à jeter un regard sur les conditions de travail de 329 filles et garçons des rues, pour avoir une idée précise sur le type de traitement qu'ils reçoivent de leurs employeurs. En fonction des particularités de chaque site d'intervention, Enda a identifié différents petits métiers (cireurs de chaussures, vendeurs à la sauvette, rabatteurs de minibus, gardiens de motos, marchands de marrons, etc.) dans lesquels les enfants vivent des situations de grande vulnérabilité, pour ensuite leur montrer comment, sans perdre leur travail, ils doivent agir pour défendre leurs droits et éviter l'exploitation. Ce suivi a ainsi permis d'assurer la formation professionnelle de 205 filles et garçons.

Enda demeure sensible au fait que l'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication pose aux pays pauvres un problème de fond. Les NTIC sont devenues indispensables dans le développement du Sud, où leur vulgarisation exige des moyens et une technicité qui y font souvent défaut. Mais, elles exigent en plus, de ces mêmes pays pauvres, qu'ils fassent en sorte que le fossé numérique qui les sépare des pays du Nord ne se creuse pas davantage, ce qui les condamnerait à une marginalisation destructrice pour leurs sociétés et pour leurs économies.

Comment faire en sorte que des communautés démunies, confrontées à des problèmes de survie, puissent avoir accès à la haute technologie et aux moyens multimédia ? C'est la question à laquelle ont tenté de répondre plusieurs entités d'Enda, en menant des programmes destinés à renforcer les capacités des communautés de base, afin de parvenir à une utilisation judicieuse et à une réelle appropriation de ces nouveaux moyens de communication.

Réduire la fracture numérique

Enda Cyberpop, basé à Dakar, mène depuis plusieurs années un programme d'appui aux dynamiques communautaires axé sur l'utilisation et l'appropriation des NTIC par les organisations populaires. Son action est née d'un partenariat stratégique avec le CRDI et s'inscrit plus précisément dans le cadre de l'*Initiative ACACIA (Communautés et Sociétés de l'Information en Afrique)*. Conscient du fait que l'accès universel aux savoirs, que doit favoriser la démocratisation de l'utilisation des NTIC, passe forcément par leur intégration dans le tissu social, Enda insiste sur l'accomplissement de plusieurs préalables :

- ? utiliser les supports multimédia pour rendre visibles les innovations sociales et techniques des groupes de base ;
- ? collecter et analyser les informations sur les stratégies alternatives de lutte contre la pauvreté, pour la production de contenus endogènes ;
- ? décloisonner les initiatives populaires pour faciliter le changement d'échelle des innovations sociales, culturelles et techniques ;
- ? renforcer les capacités stratégiques et opérationnelles des OCB et faire valoir leurs visions et leurs actions dans les stratégies de plaidoyer.

Pour atteindre ses objectifs, **Enda Cyberpop** a établi un partenariat avec des organisations de base, reconnues ou informelles, ayant une assise populaire locale, identifiable en termes de réelle capacité de participation. Situées dans les quartiers défavorisés, ces organisations sont caractérisées par une très grande diversité dans leur appartenance ethnique ou religieuse et leurs activités économiques et sociales. Enda facilite ainsi leur décloisonnement et la construction de convergences entre les différents réseaux, afin de pouvoir résoudre collectivement les problèmes de développement et réduire la fracture numérique. Ces réseaux regroupent un *réseau social*, un *réseau de ressources humaines* et un *réseau*

technique. Le *réseau social* est un réseau de réseaux autonomes dans les activités quotidiennes, que l'on cherche à réunir dans des espaces de travail en commun, sur les axes stratégiques majeurs de l'utilisation des NTIC dans le développement local, et comprend :

- ? le Réseau des Organisations Populaires pour le Développement (ROPOD) ;
- ? le Réseau des Tradipraticiens et des Métiers de la Pharmacopée Traditionnelle (AMPHOT) ;
- ? le Centre Communautaire des Technologies Appropriées pour la Santé (CCTAS) ;
- ? l'Association des Formations Coins de Rue (AFCR) ;
- ? le Réseau des Opératrices de pêche de la grande Côte ;
- ? le Réseau des artisans et petits métiers générateurs de revenus ;
- ? le Réseau national des Comités de Développement locaux (CDL) ;

Le *réseau des ressources humaines* est constitué par : **1**) les gestionnaires des Centres de Ressources Communautaires (CRC), **2**) les comités de gestion et de pilotage (personnes morales et personnes ressources déléguées par les organisations populaires), **3**) les rédacteurs et enquêteurs (gestionnaires des savoirs) et **4**) une équipe permanente située au niveau du Centre de Ressources Principal (CRP). Le *réseau technique* comprend le CRP (une plate forme technique composée d'un serveur, de 9 ordinateurs en réseau, d'une connexion Internet haut débit et d'une batterie d'autres appareils audiovisuels et informatiques) et 10 CRC répartis sur plusieurs communes et régions du Sénégal (Dakar, Pikine, Rufisque, Yeumbeul, Thiès, Tambacounda et Louga). Chaque CRC est équipé d'un « télécabine », de 1 à 3 ordinateurs, d'une imprimante, d'un modem, d'un scanner et d'une photocopieuse.



Cyberpop : utilisation et appropriation des NTIC par les organisations populaires

Aujourd'hui, l'appropriation des NTIC par certaines OCB est sur le point de devenir une réalité. Les CRC créés dans les bidonvilles (à l'exemple de celui de Khadimou Rassoul) ont été très illustratifs dans l'appropriation des NTIC, car ils ont été le creuset de la réalisation d'objectifs professionnels à travers l'exploitation des opportunités qu'offrent ces nouveaux outils. Les artisans qui travaillent dans ces quartiers sont actuellement en mesure

d'utiliser les NTIC dans la promotion de leur travail (présentation de leurs travaux par des films audiovisuels, promotion des produits à travers le Web, recherche de contacts extérieurs, etc.). Le nouveau partenariat établi, en janvier 2004, avec *Open Knowledge Network (OKN)* à travers le projet pilote, a permis d'approfondir les tendances dégagées pour un ancrage économique durable des NTIC dans l'économie populaire. OKN est un réseau mondial de partage des connaissances, ouvert à tous les hommes sans distinction de communautés, de pays ou de continents, qui encourage le partage d'informations utiles entre différents partenaires à travers le monde, par le biais d'une plate-forme technique composée de Portails Centraux du type CRP (Hubs) et des points d'accès. Tous les CRC ont soumis leur candidature pour le nouveau programme, dont deux (celui de Khadimou Rassoul et le CCTAS de Yeumbeul) ont été retenus pour intégrer le *Projet OKN*.



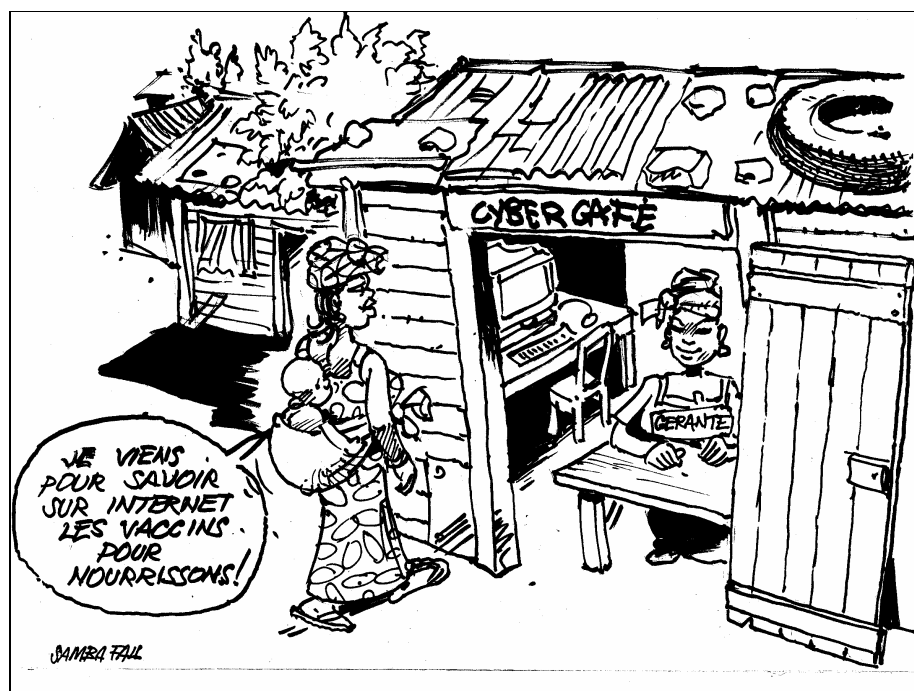
Initiation à l'utilisation des NTIC dès le bas âge dans au CRP de Dakar 🇸🇳

Enda Synfev (Synergie Genre et Développement), basé à Dakar, est une entité qui s'est donnée pour mission de promouvoir des actions de développement au bénéfice des femmes, par la promotion de l'égalité de genre, pour la paix et le développement. Tout en poursuivant ses activités d'action en réseau et de promotion de la visibilité des actions des femmes d'Afrique francophone dans le cyberspace, cette entité a entamé un projet (2004-2005) qui cherche à mesurer l'ampleur de la fracture numérique de genre en Afrique de l'ouest francophone. Les résultats de cette intervention seront destinés à servir d'outil d'information, de plaidoyer, de décision et d'action pour orienter la formulation de politiques relatives au genre dans le domaine des NTIC, dans six pays d'Afrique francophone. Il sera également possible d'en produire une synthèse régionale, à diffuser auprès des publics d'utilisateurs concernés.

Le site Web Famafrrique a été mis en place pour servir d'espace virtuel d'expression aux femmes d'Afrique francophone. Il comporte plus de 1800 fichiers dont plusieurs sur le plaidoyer et la fracture numérique de genre, et reçoit chaque semaine environ 30'000 visites. Il participe ainsi de ce souci permanent de l'entité **Enda Synfev** de renforcer le dynamisme des réseaux virtuels auxquels elle participe, comme :

- ? *La Toile d'elles*, le bulletin électronique mensuel du site Famafrrique, diffusé à 550 abonné(e)s (en fin 2004) pour un total de 11 parutions ;
- ? *Femme-afrique*, la conférence électronique privée des organisations de femmes actives en Afrique francophone pour un développement durable (84 abonnées en fin 2004, pour 9 messages par mois) ;

- ? *Regentic Info*, l'organe de liaison du réseau Genre et NTIC (86 abonnées en fin 2004, pour une moyenne de 9 messages par mois) ;
- ? *Indifract*, la liste privée de liaison entre les membres de l'équipe de recherche sur la fracture numérique de genre (16 membres pour une moyenne de 63 messages).



Le Réseau Genre et NTIC : pour promouvoir la visibilité des femmes dans le cyberspace

Le Réseau Genre et NTIC a été lancé en février 2003, par la signature de la Convention de partenariat entre **Enda Syntev**, OSIRIS (CRDI) et ART pour la réalisation du plan d'action du réseau, prévu pour la période allant de janvier 2003 à décembre 2005. Le réseau, relié par la liste électronique Regentic-Info, commence à prendre une envergure sous-régionale.

Le Plan d'action 2003-2005 du Réseau comprend six composantes :

- 1) *Prise en compte du genre dans les politiques de TIC (plaidoyer)* : a été réalisé entre décembre 2003 et novembre 2004, avec l'appui de Open Society Initiative West Africa et l'Association Mondiale pour la Communication Chrétienne.
- 2) *Fracture numérique de genre en Afrique francophone, données et indicateurs* : est en cours de réalisation (2004-2005) ;
- 3) *Politiques de genre dans la société de l'information, rôle des professionnels des médias* : a été soumis, pour réalisation en 2005, à l'Association Mondiale pour la Communication Chrétienne ;
- 4) *Appropriation des logiciels libres et contenus ouverts par les organisations de femmes d'Afrique francophone* : a été engagé lors du Sommet Mondial sur la Société de l'Information à Genève, en Décembre 2003 ;
- 5) *Dimensions de genre des politiques de NTIC en Afrique francophone* : a été réalisé en partenariat avec APC-Femmes-Afrique, lors de l'atelier de formation « WENT Afrique francophone », en 2004 ;
- 6) *Mécanismes institutionnels pour l'accès des femmes au secteur des TIC, prélude à l'action* : une première étape a été la tenue d'un atelier de restitution du Sommet Mondial sur la Société de l'Information aux organisations de femmes sénégalaises, en début 2004, avec l'appui de UNIFEM/Dakar.

L'audiovisuel comme outil de communication sociale

Enda Audiovisuel développe depuis plusieurs années, au sein de l'Ecopole ouest africaine, une série d'activités destinées à appuyer les initiatives des OCB en matière de communication sociale. C'est dans le cadre de l'Atelier Nino Magdalena qu'ont été réalisées de nombreux programmes de co-production, de réalisation et de diffusion de documents audiovisuels destinés à servir d'outils de sensibilisation et de plaidoyer dans la lutte contre la pauvreté, en collaboration avec les entités d'Enda ou d'autres organismes partenaires. L'Atelier appuie également les initiatives des groupements à la base, par le biais de projections organisées dans les quartiers populaires et dans la conception de supports pédagogiques favorisant le partage de leur vision et expérience sur les actions de développement.

Les films et documentaires réalisés en 2004 ont porté sur des thèmes variés mettant en exergue les initiatives de développement porteuses d'espoir.

- 1) « *La Charrette de Fatou* » (réalisé en co-production avec la Coopération luxembourgeoise). Le film document, tourné dans la localité de Richard Toll (Sénégal), retrace la gestion des ordures dans cette localité. Grâce à un appui de la Coopération luxembourgeoise et la participation des populations, la collecte des ordures, le recyclage et la gestion des édicules publics et individuels, ont été mis en place. Une stratégie a été développée pour l'amélioration des conditions de vie, avec la participation des bénéficiaires. Ce film de 13 minutes a été sélectionné dans le cadre du festival international ECO-VILLE (France) en début 2005.
- 2) « *Dakar, Rois de la récup'* » est une co-production qu'Enda a réalisée avec la télévision franco allemande ARTE et GEO-Allemagne. Le film documentaire de 52 minutes a été diffusé sur la chaîne ARTE (1^{re} diffusion le 12 décembre 2004) et a démontré la créativité et l'ingéniosité des enfants de l'Ecopole ouest africaine et des jeunes du quartier Niayes-Thioker appelé : *Soweto Village* (Dakar). A travers des interviews et témoignages, on assiste à une prise de conscience des jeunes dans le travail de la récupération des déchets et leur volonté d'entrer dans l'entrepreneuriat. Le film est toujours en diffusion dans les télévisions européennes et très prochainement dans les télévisions africaines.
- 3) « *Progéboue* » (coproduction avec le CREPA (Sénégal) et l'Agence suédoise pour le développement International). Le film documentaire met en valeur la participation des jeunes à l'amélioration de leur cadre de vie et montre qu'en relation avec les autorités locales, la gestion des déchets solides et liquides est l'affaire de tous. Le film, tourné dans les régions de Thiès et de Dakar, est d'une durée de 26 minutes.
- 4) « *Eco-san* », est un film documentaire qui rentre dans un programme d'assainissement écologique intéressant sept (07) pays africains (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Sénégal, Mali et Togo). Il montre que face à une poussée démographique galopante, un service d'assainissement de plus en plus faible, dans un contexte économique moins favorable, il y a urgence à trouver des approches innovantes et non agressives, pour la gestion de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie. Le tournage a eu lieu dans les régions de Thiès et Dakar.
- 5) « *AGEMA en chantier* » est un documentaire réalisé dans différentes institutions de la Mauritanie, qui fait le point sur la mise en place d'infrastructures urbaines et rurales : construction d'écoles, de routes, de marchés, pour l'amélioration des conditions de vie des populations et la création d'une interaction entre autorités et populations.

Enda Eddoc a comme principale mission de faciliter la mise en système d'une bonne partie de la communication interne et externe d'Enda, à travers l'édition et la diffusion d'ouvrages et de revues conçus au sein de l'organisation, ainsi que la gestion de la documentation centrale. Le Programme Editorial de l'année 2004-2005, fait état d'un certain nombre de publications qui ont été faites, dans le cadre des séries « Etudes et Recherches » et « Patrimoine » :

- 1) *Villes du Sud, et pourtant elles fonctionnent*, Enda Editions, n° 233-234-235, 406 pages, 2004
- 2) *Revue PASSERELLES*, Enda Syspro II, 06 numéros de 24 pages, 2004
- 3) *Citoyennes africaines de la société de l'information*, Enda Synfev, n° 231, 86 pages, 2004
- 4) *L'appel du Ndût : Initiation des garçons seereer*, Série « Patrimoine » n° 1-2, IFAN – Enda Editions, Communauté Française de Belgique, 160 pages, 2004
- 5) *Entre tradition orale et nouvelles technologies : où vont les mass média au Sénégal ?*, Enda Editions n° 228-229, 210 pages, 2005
- 6) *Syllabaire de la relayeuse pour l'Education en Santé, Hygiène, Nutrition et Environnement*, par Enda RUP (bilingue français-wolof), 63 pages, 2005
- 7) *Des hommes, des femmes, du mariage ... et autres contes wolofs*, Enda Editions, IFAN, AIF ; Collection « Clair de Lune » , 160 pages, 2005
- 8) *Le sida, la santé et votre communauté*. (avec la Fondation Hesperian) ; Enda Editions, 292 pages, 2005
- 9) *Savoir, Sauvegarder, Santé*, 134 pages + illustrations, (ouvrage pratique sur l'utilisation des plantes médicinales par la pharmacienne Dr Marie Guèye), Enda Editions, 2005
- 10) *Urbain – Rural : l'hybridation en marche*, Enda Editions, 420 pages, 2005

En outre, **Enda Eddoc**, en plus de la collaboration technique qu'elle apporte régulièrement aux entités d'Enda, entretient des relations de partenariat avec certaines maisons d'édition et des organisations de la société civile de la place, dont on peut citer : Papyrus Edition Afrique, la Fondation Rurale pour l'Afrique du l'Ouest (FRAO), Initiative pour le Développement de l'Édition en Afrique (IDEA) et AICCD (*The African Itinerant College for Culture and Development*).

La gestion de la documentation centrale comporte plusieurs aspects : **1)** La collecte, le traitement et la diffusion de l'information produite ou reçue par les différentes entités à travers le monde ; **2)** le développement de la communication à la base, en fournissant un appui documentaire aux bibliothèques de quartiers, aux associations ou aux structures qui en font la demande, pour la mise en place de leur unité d'information ; et **3)** La

constitution d'un centre de ressources apte à fournir une expérience pratique aux élèves et étudiants, dans le cadre de leur formation.

Les usagers du Centre de documentation (plus de 1200 en 2004) sont, d'une part, les utilisateurs internes (membres des différentes entités d'Enda) et d'autre part, les utilisateurs externes composés d'étudiants, d'élèves, d'enseignants, d'animateurs d'associations, et autres consultants, journalistes, techniciens, formateurs, assistants sociaux, leaders communautaires, etc. Pour faciliter la vulgarisation du fonds documentaire d'Enda sur le plan international et valoriser les travaux de recherche et les publications de ses différentes entités, la documentation centrale a mis en ligne sa base de données et ses catalogues sur Internet. Cette base de données est interrogeable sur le site officiel de l'Organisation Internationale Enda Tiers-monde et tous les utilisateurs peuvent aujourd'hui faire des recherches directement sous CDS-ISIS et mieux apprécier la richesse du fonds documentaire mis à leur disposition.

Nouvelles parutions à enda



hommages
témoignages
reconnaissance
la bataille des idées : ses ultimes combats
Jacques Bourgeois

▲ Série Environnement africain
n° 43-44-45-46, vol. XI, 3-4, 430 pages



Entre tradition orale
et nouvelles technologies :
où voit les mass média de Sénégal ?

Sous la direction de
Marie THIAMBO et Frank WITTMANN
PRESTICE et Hamidou DIA

▲ Série Etudes et Recherches
n° 222, 178 pages



Urbain-Rural
l'hybridation en marche

sous la direction de
Abdoul Salam Fall
et Cheikh Guéye
Préface de
Mohamed Soumaré

▲ Série Etudes et Recherches
n° 240-243, 480 pages

Sept ouvrages sur des thèmes variés pour valoriser les connaissances locales et mettre à la disposition des agents de développement, des communicateurs et du grand public, des informations utiles à une meilleure maîtrise des problèmes d'environnement et de santé dans nos communautés.



Santé, Hygiène, Nutrition, Travail / Environnement

Syllabaire de la Relayeuse
pour l'Education en Santé, Hygiène,
Nutrition et Environnement

▲ Série Outils et jeux pédagogiques
n° 35, 76 pages



le VIH
la SANTÉ et
votre Communauté

▲ Série Etudes et Recherches
n° 238-239, 278 pages



plantes médicinales
mode d'emploi

Dr Marie Guéye

▲ Série Etudes et Recherches
n° 236-237, 140 pages



des hommes, des femmes,
du mariage
... et autres coutumes sénégalaises

Mamadou Guéye

▲ Série Clair de Jour
n° 9-10, 100 pages



enda éditions
54, rue Carnot, BP : 3370, Dakar - Sénégal - Téléphone : (221) 822.98.90 / 823.63.91 - Télécopie : (221) 823.51.57 / 822.26.95
Email : editions@enda.sn - Site Web : enda.sn/editions/accueil.html

Plusieurs entités d'Enda ont aujourd'hui résolument inscrit dans leur démarche la contribution à la mise en place de cadres de concertation entre les différents acteurs du développement, pour parvenir à l'harmonisation des différentes modalités de participation et réfléchir sur les moyens de rendre ce dialogue politique plus efficace et pérenne.

Renforcement des capacités des organisations de la société civile

Enda Syspro II réalise un *Programme de plaidoyer et de renforcement des capacités des organisations de la société civile en Afrique de l'ouest*, par la recherche, l'analyse et la production d'une information ciblée sur les différents domaines de négociations commerciales à l'OMC, avec l'Union Européenne ou dans d'autres instances.

Le Séminaire Régional de Planification Stratégique a eu lieu à Dakar, en février 2004. Ce séminaire a organisé la mise en œuvre des différentes activités de ce programme, aussi bien au niveau national qu'au niveau régional. La première série de séminaires nationaux (8 séminaires sur 9) a été organisée entre avril et octobre 2004. Seul le séminaire national du Nigéria n'a pu être organisé avant le 25 novembre 2004, date de l'expiration de l'accord de donation d'une année contractée avec le Secrétariat ACP et la Commission Européenne. Comme prévu, ces séminaires ont mis sur pied des *Task Force* pour l'élaboration d'une position nationale sur les APE. Les documents de positions sont déjà prêts pour deux pays (Guinée et Niger) tandis que leur élaboration se poursuit dans les 6 autres pays ayant organisé les premiers séminaires.

Les documents analytiques n'ont pas encore été élaborés, faute de ressources suffisantes. Toutefois, conformément aux décisions du séminaire de planification, un Comité scientifique compte organiser et superviser l'élaboration des documents sur les APE. Mais, le Niger a d'ores et déjà organisé le deuxième séminaire national, qui est un séminaire de validation du Document de position national, terminant ainsi la mise en œuvre des activités nationales.

Enda Diapol promeut, depuis sa création en 2001, le renforcement du dialogue politique à l'échelle nationale, sous régionale et continentale. La recherche d'une plus grande cohérence dans la définition des politiques de pêche en Afrique de l'ouest lui a donné l'occasion de contribuer à la mise en place de stratégies de renforcement du dialogue politique entre les différents acteurs du secteur. Le *Programme PCEAO (Pêche Commerce et Environnement en Afrique de l'ouest)* que pilote cette entité, a ainsi réuni les structures gouvernementales, les institutions sous régionales, les centres de recherche scientifiques, les ONGs et les professionnels de la pêche, autour des objectifs de structuration des réseaux d'acteurs, de formalisation des cadres de concertation thématiques sur la gouvernance et la cogestion des pêcheries, de libéralisation du commerce et de définition commune des conditions d'accès aux ressources halieutiques.

La volonté d'élargir les réseaux existant à d'autres institutions, comme la CEDEAO, l'UICN, le PRCM (Programme Régional de Conservation de la zone Côtière et Marine) et les organisations gouvernementales et non gouvernementales de la Sierra Leone, se concrétisera certainement durant

la seconde phase du projet (en 2005). Mais, l'on peut d'ores et déjà présumer d'un enrichissement progressif du processus, au fur et à mesure que la diversité des acteurs impliqués, l'extension de la couverture géographique de ce programme sous-régional et la participation des sphères de décisions politiques à différents niveaux, favoriseront un dialogue constructif sur l'harmonisation des politiques de pêche en Afrique de l'ouest.

Enda Ecopole a apporté sa contribution à la promotion du dialogue politique, à travers la Table de concertation des acteurs de l'éducation de base, qui regroupe en son sein une vingtaine d'organisations de la société civile. Ces organisations envisagent ainsi d'engager le dialogue avec les pouvoirs publics pour une meilleure prise en compte des enfants ayant entre 9 et 14 ans dans les documents de stratégie élaborés dans le cadre du Programme Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF) du Gouvernement du Sénégal. **Enda Ecopole** s'est plusieurs fois distingué dans le renforcement des méthodes et des outils de l'Education Alternative et c'est ce qui justifie le rôle moteur qui lui a été accordé dans le cadre de la Commission sur les Modèles Alternatifs d'éducation de base. Les différentes commissions constituées, considérées comme des espaces de concertation thématiques, ont permis à Enda de renforcer le dialogue politique, en collaboration avec d'autres ONGs membres de la Table de Concertation (ADEF Afrique, Enfance & Paix, Aide-Action, Plan International et Education Solidaire). Ainsi, le processus de négociation mené avec les autorités du Ministère de l'Education et d'autres partenaires, a favorisé l'intégration des préoccupations des secteurs d'éducation non formelle dans le PDEF et dans la Lettre de Politique Sectorielle de l'Education.

Le GIP : une nouvelle initiative pour renouveler les approches de participation de la société civile aux politiques publiques

En fin 2003 se réunissaient pour la première fois les organisations fondatrices du Groupe d'Initiative sur les Politiques publiques (GIP), pour échanger leurs points de vue sur la situation actuelle et sur les initiatives à prendre, afin de résoudre les difficultés rencontrées. Les huit organisations membres (**Enda Graf Sahel** et **Enda Diapol**, le Forum Civil, la Raddho (Rencontre Africaine des Droits de l'Homme), le CNCR (Conseil National de Concertation des Ruraux), la Safefod, le CONGAD et l'Institut Panos) se sont engagées à collaborer à l'occasion de la signature, en décembre 2003, d'un protocole d'accord fondant le GIP.

A la suite de cette signature, le premier semestre 2004 a été consacré à l'élaboration participative des documents de référence du GIP : **a)** la préparation d'un plan d'action, à l'occasion d'un atelier de réflexion, **b)** la rédaction d'un document de projet, **c)** la programmation de la première année d'activités, et **d)** la définition des termes de référence des études préparatoires envisagées.

Pour ces structures, la participation des organisations de la société civile n'est pas seulement une nécessité procédurale permettant une meilleure adéquation des politiques publiques aux besoins de la population, elle est surtout une dimension essentielle de la bonne gouvernance et un enjeu fondamental de la démocratie. Par conséquent, le but ultime du GIP réside bien dans l'émergence d'une démocratie renouvelée au Sénégal, plus inclusive et plus efficace, car davantage participative.

Les objectifs de cette initiative sont de plusieurs ordres : **1)** contribuer à la mise en place d'un cadre juridique définissant les modalités de participation des organisations de la société civile à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques publiques ; **2)** permettre aux organisations de la société civile d'assumer pleinement leurs nouvelles responsabilités par le renforcement de leurs capacités de proposition, d'organisation et de plaidoyer ; et **3)** œuvrer à la mise en place de mécanismes citoyens autonomes de suivi-évaluation des politiques publiques.

Enda est aujourd'hui l'une des organisations internationales les plus actives dans le combat contre les dérives du système économique néolibéral, que d'aucuns ont considéré, à tort, comme la marche inexorable du monde vers la globalisation. Affirmer avec véhémence qu'une autre forme de mondialisation est non seulement possible, mais aussi et surtout indispensable pour la majeure partie de l'humanité vivant dans les pays du Sud, est devenu un credo pour Enda, une manière systémique de défendre les intérêts des plus faibles, en articulant les échelles d'intervention du local au global.

S'ensuivent alors, corollaire obligé, de nombreuses initiatives de promotion de l'Economie sociale et solidaire, de lobbying et de plaidoyer pour un « commerce équitable » entre pays pauvres et pays riches, de renforcement des capacités de négociation des acteurs du Sud, et d'engagement résolu dans l'organisation et l'animation des grands forums sociaux internationaux.

Renforcer l'impact des forums sociaux

Enda Syspro II joue, depuis plusieurs années, un rôle très actif dans la création et l'animation des espaces de solidarité internationale opposés à la pensée unique néolibérale et ouverts à l'expression de toutes les formes alternatives de développement économique et social. Cette entité assure actuellement le Secrétariat du Forum Social Africain (FSA) et à ce titre, fait partie du Conseil International du Forum Social Mondial (FSM).

L'organisation du FSM à Mumbai (Bombay), en Janvier 2004, a donné à **Enda Syspro II** l'occasion d'œuvrer au renforcement de la participation du mouvement social africain à cette grande rencontre internationale. Grâce à l'appui financier du Secrétariat du FSA, le nombre des organisations africaines participantes a été porté à plus de 90, en provenance de plus de vingt cinq pays. Les activités marquantes d'Enda, durant ce forum, ont pris plusieurs aspects :

- ? la parution du quotidien *La Flamme d'Afrique* (tiré à 3000 exemplaires), fruit d'un partenariat entre plusieurs organisations (Enda, PANOS Afrique de l'Ouest et MWENGO), a permis de fournir des informations sur les diverses activités du FSA et des délégués africains durant le FSM ;
- ? l'organisation d'un séminaire de deux jours a donné l'opportunité, à un large éventail d'organisations africaines, de revisiter certains des grands défis de développement qui interpellent le continent africain à l'ère de la mondialisation néolibérale (intégration africaine, négociations à l'OMC, dette, question paysanne, égalité entre genres, résolution des conflits, etc.) ;
- ? le débat sur la possibilité d'organiser le FSM en Afrique a donné l'occasion d'inviter le Comité d'organisation brésilien et le Comité d'organisation indien qui ont exhorté les Africains à relever ce défi, après le FSM de Porto Alègre en janvier 2005 ;

- ? le stand du FSA a servi de point de ralliement à tous les délégués africains et a été un lieu permanent de débats, d'échanges et de rencontres entre participants venus d'Afrique et du reste du monde ;
- ? le FSA a également pris le soin d'inviter des artistes africains venus de différents pays (Guinée, Mali, Sénégal, Zambie, etc.) qui ont, durant toute la durée du FSM, montré les multiples facettes des cultures africaines.



Enda dans le cortège de la manifestation d'ouverture du FSM de Porto Alegre en janvier 2005



Suite à cette participation au FSM de Mumbai, le FSA a jugé qu'il était devenu urgent d'élargir sa base et d'améliorer ses processus décisionnels. Cela s'est alors traduit par deux phénomènes fort remarquables dans l'évolution du mouvement social africain :

- 1) l'organisation de plusieurs forums sociaux nationaux (en Guinée, au Sénégal, au Nigéria, au Kenya, au Maroc, en Côte d'Ivoire et au Malawi), sous régionaux (à l'image du Forum Social Ouest Africain à Conakry, en novembre 2004) et thématiques (comme le Forum Social sur le coton à Bamako) ;
- 2) la mise en place (à Nairobi, en mai 2004 et au Caire, en juillet 2004) de mécanismes de décision plus adaptés, plus efficaces et plus démocratiques, comme le Conseil du Forum Social Africain qui est l'instance (politiquement responsable) de définition des orientations du FSA.

Cette évolution a considérablement amélioré l'organisation du FSA à Lusaka (du 10 au 14 décembre 2004), où l'on a enregistré la participation de plus de 600 personnes, provenant d'une trentaine de pays du continent. Cette manifestation qui a promu une démarche participative destinée à permettre à chaque partie prenante de promouvoir ses messages et ses options politiques, a eu plusieurs temps forts, comme :

- ? *l'Atelier sur la dette africaine* dont les deux séances ont été consacrées à **1)** un état des lieux de la dette sur le continent, assorti d'une analyse de son impact politique et socioéconomique, et à **2)** un exposé des solutions alternatives pouvant suppléer aux carences de celles préconisées par les institutions financières internationales, y compris l'initiative Pays Pauvres très Endettés (PTE), lancée par la Banque mondiale et le FMI en 1996-1999, qui a largement démontré son inefficacité ;
- ? *le Tribunal des femmes* qui a cherché à sensibiliser sur les « crimes » du système néolibéral contre les femmes africaines, et notamment l'impact de la dette et des politiques d'ajustement structurel imposées par la Banque mondiale, le FMI et l'OMC sur leur vie quotidienne ;
- ? *la Campagne contre les APE* (Accords de Partenariat Economique) que l'Union européenne veut imposer aux pays africains et à d'autres pays du Groupe ACP (Afrique, Caraïbe et Pacifique), dont le lancement officiel a été effectué le dernier jour du Forum, après trois jours de débats et plusieurs ateliers d'information organisés par le Réseau Africain du Commerce ou ATN (*Africa Trade Network*) ;
- ? *l'Atelier sur l'Education* qui a été consacré à une réflexion collective sur le rôle important de l'éducation dans la Renaissance africaine et notamment dans la lutte contre le système néolibéral dominant ;
- ? *l'Atelier sur le NEPAD* qui a invité à une réflexion de fond sur la démarche du NEPAD, jugée par une majorité de participants comme néolibérale et inadaptée ;
- ? *l'Atelier sur la souveraineté des peuples*, organisé par le Forum du Tiers-monde, dirigé par le Professeur Samir Amin, et qui a mis l'accent sur la confiscation de la souveraineté des peuples par l'impérialisme américain, avec la complicité plus ou moins active de l'Europe ;
- ? *l'Atelier sur la paix et les conflits* qui a fait une classification des conflits sur le continent africain, montré les facteurs déterminants de ces crises, incluant la faiblesse de l'Etat central, l'inadéquation du cadre politique, la faiblesse de la cohésion nationale, l'intervention extérieure, etc., et remis en cause les mécanismes de recherche de solutions en cours, tant au niveau de l'Union africaine que des Nations Unies ;
- ? *l'Atelier de la jeunesse* qui a été l'une des innovations majeures du Forum et qui a abouti à une Déclaration dénonçant les dérives de la mondialisation et demandant au FSA de prendre en compte le rôle

important de la jeunesse dans le mouvement social africain et d'impliquer davantage les jeunes dans les activités du Forum ;

- ? la *Séance Spéciale d'Echanges sur l'organisation du FSM de 2007 en Afrique* dont le but a moins été de déterminer un pays hôte que de tester les différentes délégations présentes au FSA sur les réelles capacités de l'Afrique de relever un tel défi ;
- ? la parution du quotidien *Flamme d'Afrique* qui a été édité en français et en anglais, et tiré à 2500 exemplaires.

Renforcement du Réseau sous régional des acteurs de l'Economie sociale et solidaire

L'Economie sociale et solidaire se décline aujourd'hui dans de nombreuses réalités qui, dans les pays du Nord comme du Sud, tentent de répondre aux défis de la mondialisation et de l'exclusion des plus faibles. Sur de nombreux terrains, les acteurs se mobilisent pour créer des solutions nouvelles, propres à leur champ d'action. Ils tentent aussi de les relier aux perspectives d'autres acteurs, conscients du fait que l'action économique et sociale a des effets directs, concrets et perceptibles, allant bien au-delà de leurs activités, et constatables partout sur notre planète. Aujourd'hui, organisations de la société civile, ONGs du Nord et du Sud, acteurs associatifs et représentants de communes du Sénégal, du Mali et du Burkina Faso, tentent de répondre à ces préoccupations, au travers d'un réseau sous régional des acteurs de l'économie sociale solidaire.

L'organisation d'un *Atelier international sur la décentralisation, le développement local et l'économie sociale et solidaire*, en février 2004, réunissant à Dakar de nombreux acteurs résolument engagés, a été l'occasion de mettre en place un plan d'action pour chaque pays.

Enda Graf Sahel étant le point focal des activités pour l'année 2004, a mis l'accent sur la valorisation de l'expertise locale, l'accompagnement technique et organisationnel des micro-entreprises de l'Economie sociale et solidaire, ainsi que l'échange et la capitalisation des meilleures expériences. La poursuite du projet, en 2005, devrait permettre de développer les articulations possibles entre les différents acteurs de la sous-région et de renforcer le réseau.

Plaidoyer pour un « commerce équitable »

Parallèlement à son engagement pour le renforcement de l'impact politique, économique et social des forums sociaux internationaux, **Enda Syspro II** a développé d'autres activités vouées à l'émergence « *d'une masse critique d'acteurs informés et conscients des enjeux des négociations commerciales en cours (OMC, APE, AGOA etc.) sur l'évolution du continent* ». Le *Programme Commerce* ainsi nommé, qui s'inscrit dans la volonté d'Enda de renforcer sur le continent africain son rôle majeur de centre de ressources et d'expertise sur le commerce international et le développement durable, a plusieurs objectifs :

- ? la participation effective d'une large palette d'acteurs nationaux dans l'élaboration des politiques de commerce et de développement durable ;
- ? le renforcement des capacités de ces acteurs par la recherche, l'analyse et la production d'une information ciblée sur les différents domaines de négociations commerciales à l'OMC ou dans d'autres instances ;
- ? la création, dans les pays ouest africains, de masses critiques d'acteurs aux compétences diversifiées, susceptibles d'appuyer les gouvernements dans la formulation de leurs politiques (ONGs, universitaires, chercheurs, membres du secteur privé, etc.) ;
- ? la création d'un réseau interactif d'acteurs capables de mener des actions de plaidoyer et de lobbying dans toutes les instances où se

joue le sort commercial et environnemental des pays africains (Afrique de l'ouest et du centre).

Les activités menées dans le cadre de ce programme, en 2004, ont permis de franchir des jalons importants vers la réalisation de ces objectifs. Ainsi, sur le continent africain, Enda a pris part à plusieurs rencontres comme :

- o la Réunion de planification de Oxfam Grande Bretagne, élargie aux partenaires, en avril 2004 à Accra (Ghana) ;
- o la cinquième Réunion annuelle de planification du Réseau ATN, en octobre 2004 à Conakry (Guinée) ;
- o la première édition du Forum Social Ouest Africain : présentation d'une communication sur les APE et sur l'accès aux marchés des pays du Nord, en novembre 2004 à Conakry (Guinée) ;
- o le FSA de Lusaka : présentation d'une communication sur la problématique de l'investissement en Afrique dans le cadre des APE et participation au lancement de la campagne « Stop APE », en novembre 2004 ;
- o la Conférence des négociateurs africains du commerce de la CEA (PNUD / BAD) à laquelle **Enda Syspro II** a participé et contribué politiquement, d'où les félicitations qui lui ont été officiellement adressées pour son rôle et son travail sur les questions de commerce en Afrique, en novembre 2004 à Tunis (Tunisie) ;
- o la Réunion des ministres du commerce de l'Union Africaine : présentation d'une communication à propos des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), en mai 2004 à Kigali (Rwanda).

Partenariat et les alliances stratégiques pour un « commerce équitable »

A travers l'entité **Syspro II**, Enda a su développer et entretenir un vaste réseau de partenaires dans la sous région et au-delà, comprenant à la fois des acteurs gouvernementaux, des ONGs et des organismes intergouvernementaux. Parmi ces institutions il convient de citer :

- ? **en Afrique** : Africa Trade Network (Sénégal et Ghana), CONGAD (Sénégal) SEATINI (Zimbabwe), Third World Network (Ghana), AIDC, EJA (Afrique du Sud), l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification (IDEP-Sénégal), la Commission Economique pour l'Afrique, Oxfam GB, ActionAid, le Forum ACP de la société civile, etc. ;
- ? **en Europe** : ICTSD (Suisse), Solagral (France), Institut Allemand de Développement (IAD) ;
- ? **au Canada** : l'Institut International du Développement Durable (IISD), Unisfera ;
- ? **les organismes régionaux** : CEDEAO, UEMOA, CEMAC ;
- ? **les organismes internationaux** : CNUCED, IUCN, PNUE, PNUD, OMC, CEA.

Le principe de ce partenariat est de mettre en exergue l'existence d'une communauté d'intérêt constituée par des pays ayant à peu près les mêmes caractéristiques économiques et commerciales, et confrontés, de la même façon, à un agenda international complexe et contraignant imposé par les pays du Nord. C'est pourquoi, Enda cherche, avec ses partenaires africains, à mieux cerner les intérêts commerciaux sous régionaux, pour ensuite renforcer leurs alliances stratégiques avec d'autres organisations, du Nord comme du Sud, partageant leurs idéaux et leur démarche.

Enda Diapol considère les activités de lobbying et plaidoyer comme autant d'« outils de promotion du dialogue politique » du local à l'international. C'est ce qui le renforce dans sa volonté de faire des avancées significatives sur le dossier du coton et notamment dans la défense des producteurs africains désavantagés par la concurrence déloyale que leur livre le géant américain. Ce dernier, dans son obstination à subventionner ses 25'000 producteurs cotonniers, à hauteur d'environ cinq milliards de dollars par

an, ruine les espoirs de 10 à 15 millions de petits producteurs africains qui ne bénéficient d'aucune forme de soutien financier par ailleurs. C'est pourquoi, en novembre 2004, **Enda Diapol** a été invitée à participer, à New York, à l'*Atelier de planification stratégique d'Oxfam America*, dans le cadre de sa campagne sur le coton. Cela lui a permis de convenir d'un partenariat destiné à développer, en 2005, de nombreuses activités de sensibilisation aux USA, sur l'impact des subventions américaines sur l'économie des pays producteurs de coton d'Afrique de l'ouest.

En décembre 2004, **Enda Diapol** a accompagné une délégation d'éminentes personnalités, lors de leur séjour à Bamako au Mali, et a élaboré un document (intitulé *Le Mali, l'or et l'or blanc*) destiné à servir de cadre de référence aux membres de la délégation. Cette délégation, présidée par Mary Robinson, ancienne Présidente de la République d'Irlande et actuelle Présidente d'Oxfam International, comptait d'autres personnalités, comme le Vice Président aux opérations de la Banque Mondiale, le Directeur de la Fondation Carter, le Directeur Exécutif de l'ONG internationale World Wild Fund for Nature (WWF), plusieurs membres de l'Episcopat américain et quelques députés Européens. Une rencontre qui a permis d'échanger avec l'actuel Président de la République malienne sur le travail mené par Enda sur ce dossier du coton.

Redéfinition de la stratégie

Après plus de trente ans d'expérimentations sociales, de lobbying intense et de plaidoyer à tous les niveaux de prise de décision et de formulation des politiques, voués à la lutte contre la pauvreté, au développement durable et à la promotion de la citoyenneté, Enda se trouve aujourd'hui face à *une exigence de maturité*. Les succès obtenus jusqu'ici dans la suscitation, l'accompagnement et le renforcement continuels de mutations sociales positives, en Asie, en Afrique et en Amérique latine, ne sauraient le dispenser d'un perpétuel questionnement sur le rapport qu'il entretient avec le monde, mais aussi avec sa philosophie d'action, sa démarche et sa stratégie.

Le Programme Stratégique 2005-2007 d'Enda Tiers-monde, pensé et élaboré de façon participative tout au long de l'année 2004, dans un processus auquel ont contribué membres et collaborateurs de l'organisation, a pour vocation de constituer un référentiel commun à toutes les entités à travers le monde. Le document (dont les développements suivants constituent un bref résumé) comporte plusieurs parties consacrées à une analyse du contexte international et des enjeux du développement, une analyse rétrospective de l'action d'Enda assortie d'une mise en exergue des défis qui l'interpellent actuellement, et une description des orientations générales et principes d'action pour le futur.

30 ans d'expérimentations au service du changement social

? La lutte contre la pauvreté

Durant ces 30 dernières années, les actions d'Enda se sont inscrites dans une approche non technocratique privilégiant la recherche-action avec les groupes de base, dans une démarche d'expérimentation de modèles de développement et de lutte contre la pauvreté prenant en compte les réalités locales, les besoins du grand nombre et la participation de ceux-ci à l'effort de développement de leur pays. Aujourd'hui, les objectifs de certains agendas internationaux convergent vers les mêmes centres d'intérêt que des organisations comme Enda. C'est ce qui l'incite à se mobiliser davantage pour que la lutte contre la pauvreté soit durable, qu'elle ne consiste pas en une simple assistance, mais qu'au contraire elle s'appuie sur des logiques endogènes et se développe à travers une approche combinant des dimensions essentielles de la vie humaine, telles que l'éducation, la formation et la culture.

? Le développement durable

L'originalité de l'approche d'Enda est d'avoir toujours insisté sur la nécessité d'articuler la préservation de l'environnement avec les exigences d'un développement économique et social qui prenne en compte les besoins du plus grand nombre. L'émergence de nouveaux enjeux liés au commerce international, à la gestion environnementale, et au financement du développement durable, incite désormais l'organisation à définir et à mettre en œuvre des stratégies articulant

de manière plus fine les préoccupations environnementales et les besoins des populations à la base (souveraineté alimentaire, accès à l'énergie, accès à la santé, préservation des ressources, etc.). Cela exige d'Enda qu'il partage ces visions et programmes avec les mouvements sociaux et les appuie pour le renforcement de leurs capacités de plaidoyer et de dialogue politique.

? **La promotion de la citoyenneté**

La lutte pour la reconnaissance et le plein exercice des droits économiques, sociaux et culturels des populations défavorisées (paysans, « bidonvillois », réfugiés, etc.), a toujours constitué un aspect essentiel du travail d'Enda. Devant la maturation des OCB, Enda considère qu'il est essentiel de veiller à ne pas concurrencer ces acteurs dans leur propre champ d'action et de développer des types d'accompagnement qui renforcent leur citoyenneté pour en faire de véritables interlocuteurs dans des sociétés de plus en plus démocratiques.

Contexte international et enjeux majeurs du développement

Enda, organisation internationale non gouvernementale intervenant dans les pays du Sud et servant aussi d'interface entre organisations du Nord et du Sud, est particulièrement interpellé par des enjeux fondamentaux qui déterminent ses interventions à toutes les échelles.

? **La globalisation fragilise encore plus les sociétés du Sud**

Le contexte international actuel est marqué par la persistance des relations inégales entre le Nord et le Sud. Les relations Sud-Sud ont du mal à prendre une envergure permettant de dessiner un modèle alternatif d'échanges économiques et de technologies plus bénéfiques à tous. C'est pourquoi, une organisation comme Enda doit continuer à renforcer son action de proximité avec les pays et les groupes sociaux victimes de la logique d'unification du système mondial sous le manteau néolibéral. Pour ce faire, il doit renforcer ses alliances avec les organisations du Nord et du Sud qui militent pour la préservation des valeurs d'équité, de solidarité et de dignité humaine dans les rapports entre individus, sociétés et nations.

? **Le défi de la bonne gouvernance et de la gestion des conflits**

Les conflits et l'instabilité politique se multiplient encore sur tous les continents. Ce contexte particulier rend compte progressivement d'une nouvelle donne : la nécessité d'une transformation profonde, dans les pays du Sud, des rapports et des structures de pouvoir. Les gouvernements n'ont plus le monopole de la décision et de l'action, ce qui amène les acteurs non étatiques à s'organiser aux niveaux international, national et local. Les organisations de la société civile deviennent des moteurs d'initiatives novatrices et la reconnaissance de leurs apports, dans la définition de règles du jeu plus démocratiques, est un des faits marquants du monde actuel. Par conséquent, Enda doit s'intéresser aux initiatives régionales et sous régionales qui offrent à la société civile de réelles opportunités de peser sur des enjeux importants pour le futur de ces régions, et de manière générale s'impliquer dans la définition de règles du jeu plus justes et en phase avec les principes de bonne gouvernance.

? **La valorisation des savoirs et la réduction du gap technologique**

L'amélioration de la situation économique et sociale des sociétés du Sud dépend de leur capacité à maîtriser leur avenir et à sortir de la dépendance idéologique, technologique et commerciale. Elles doivent par conséquent promouvoir une vision et des processus de

développement procédant de dynamiques internes. La production endogène de connaissances et d'informations utiles aux transformations économiques et sociales locales, s'imposera de plus en plus aux différents pays du Sud. Même si la construction d'alliances pourra, par ailleurs, permettre de s'appropriier les technologies utiles et les droits qui les concernent.

? **Les alternatives aux approches technocratiques du développement**

Un autre monde est possible ! Enda est du nombre de ceux qui le soutiennent avec force. L'organisation joue, depuis le début, un rôle important dans le mouvement alter mondialiste, c'est-à-dire dans le Conseil International du FSM et, surtout, en tant que principal animateur du FSA. C'est pourquoi elle sera à l'avant-garde de la tenue du FSM de 2007 en Afrique et œuvrera à l'affirmation du forum social dans d'autres régions et pour d'autres composantes de l'humanité, touchées par les politiques néolibérales et accablées par l'absence de libertés publiques.

Visions, missions et finalités d'Enda

Les concertations et débats internes qui ont mobilisé toutes les composantes de l'organisation, depuis 1999, jusqu'au processus *Mouya Yara* et l'élaboration du Programme Stratégique 2005-2007, ont permis d'arriver à une reformulation de la vision et des missions essentielles d'Enda Tiers-monde.

La vision

Un monde solidaire et en paix, respectueux des droits et de la dignité humaine, de la justice sociale et de la diversité culturelle, où les différentes ressources sont réparties équitablement et gérées dans l'intérêt des générations actuelles et futures.

Les missions

Enda travaille à la construction de sociétés où chacun peut participer, en pleine responsabilité, à la régulation collective. Dans cette optique, Enda œuvre en faveur du développement et, à ce titre, combat les différentes formes d'exclusion et de pauvreté, ainsi que les mécanismes qui les génèrent.

Enda s'emploie à promouvoir l'autonomie, le renforcement et le protagonisme des communautés et mouvements sociaux. Il s'emploie à favoriser leur participation significative et qualifiée aux processus socioéconomiques, ainsi qu'à la définition des politiques publiques.

Enda œuvre au respect des droits humains, du pluralisme, de la diversité culturelle et de l'équité entre les genres et entre les générations. Il se mobilise en faveur du décloisonnement et de l'articulation des savoirs et des actions à l'échelle locale, régionale et globale.

Par la formation, la recherche-action, le plaidoyer et la construction d'alliances stratégiques, Enda contribue à la formulation de politiques publiques allant dans le sens d'un développement durable et à l'avènement d'une culture de paix et de non-violence.

Cette reformulation de la vision et des missions de l'organisation reste cohérente avec l'ambition fondatrice de l'organisation. Elle va dans le sens d'une réactualisation et d'une explicitation de ce qui constitue la mission fondamentale d'Enda, faite d'expérimentations, de capitalisation et d'influence sur les politiques. De ce fait, l'organisation s'affirme de plus en

plus comme un « centre de ressources » ouvert à tous ceux qui militent ou agissent pour l'élaboration de processus viables de transformation des sociétés et des économies du Sud. Cette mission, ainsi énoncée, constitue une ligne de force non exclusive, qui ne ferme en rien les frontières de l'innovation pour l'institution. Elle commande des adaptations stratégiques difficiles, mais nécessaires, auxquelles toute l'organisation a adhéré, qui se feront selon des objectifs clairement définis. Les différentes concertations internes ont permis de rendre plus visibles certaines tendances majeures du travail d'Enda et de dégager un consensus sur les orientations stratégiques de l'organisation.

Orientations stratégiques et priorités des actions d'Enda

☞ Renforcer l'appui pour l'accès aux biens et services de base

Le combat pour l'accès aux services de base (eau, assainissement, éducation, santé, etc.) passe aujourd'hui par le développement des activités de création de richesse, le renforcement des outils et moyens de production, l'appui aux actions politiques et le développement des expérimentations sociales et techniques. Ces efforts, articulés à des initiatives comme les OMD, le NEPAD, les Cadres Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (CRSP), etc., doivent rendre compte d'une participation réelle à la définition de politiques sectorielles au niveau des différents pays d'intervention. Pour ce faire, Enda travaillera à renforcer son ancrage dans les mouvements sociaux et à développer un réseau de centres de réflexion et d'expérimentation sur les politiques publiques et les stratégies de développement, tout en diversifiant et en élargissant ses partenariats.

☞ Participer à l'émergence d'un développement durable du local au global

Enda devra contribuer, par delà la construction et la proposition d'alternatives pour palier l'échec de nombreuses stratégies de développement, à l'émergence et à la consolidation des mouvements sociaux internationaux. Ces mouvements sont destinés à prendre en charge les questions globales liées aux changements climatiques, à la désertification, à la régulation du commerce international et, plus généralement, aux effets pervers de la mondialisation. Dans ce sens, l'organisation devra améliorer la qualité de sa participation dans les alliances et réseaux pour le développement durable, développer sa vocation de réseau de centre de ressources dédié à l'information, à la formation et au renforcement des capacités des institutions locales et des organisations populaires, et renforcer sa dimension internationale au plan interne et externe.

☞ Appuyer les initiatives de gouvernance pour la paix et la citoyenneté

Le respect des cultures et des savoirs des groupes de base a été la clé de voûte de la promotion de la citoyenneté qui demeure un axe important du travail d'Enda dans les pays du sud. L'organisation devra encore plus dans les prochaines années renforcer sa posture de facilitateur du dialogue politique, pour la définition concertée de politiques publiques dans tous les domaines. Enda devra ainsi conserver et renforcer sa capacité de propositions prospectives, afin de pouvoir jouer ce rôle efficacement, tant dans les espaces nationaux que régionaux et internationaux. Il entend, par ailleurs, maintenir et amplifier sa vocation de soutien aux expérimentations techniques, institutionnelles et sociales, qui peuvent conduire à des démarches et à des processus alternatifs de développement économique et social. Il réussira à relever ce défi en décloisonnant les savoirs et les savoir-faire, et en développant systématiquement la recherche et la publication d'éléments d'information, d'analyse et de plaidoyer. Attaché à conserver son style d'action qui sort des sentiers battus pour

fusionner, sans ambages, avec les réalités sociales, Enda privilégiera l'articulation des différentes échelles. Pour plus d'efficacité, ses stratégies seront de plus en plus tournées vers la construction d'alliances et de partenariats avec les différentes composantes du mouvement social, les institutions publiques et les instituts de recherche.

La réorganisation institutionnelle

Concomitamment à l'élaboration du Programme Stratégique 2005- 2007, un processus de réorganisation institutionnelle destiné à faire un pas de plus dans la modernisation et la démocratisation du management global d'Enda, a été engagé. Cette réorganisation comporte différents aspects liés au renforcement de la cohérence fonctionnelle de l'institution et à la rationalisation des ressources humaines et financières.

? Finaliser les efforts actuels visant à améliorer la gouvernance globale de l'institution.

Le défi, pour Enda, consiste à rénover ses différentes structures dans le but d'améliorer la gouvernance de l'institution, en favorisant un management plus participatif. Cela permettra ainsi de rationaliser les cadres et les structures de mise en œuvre des différents programmes et projets dont l'organisation est porteuse.

? Repenser le système d'allocation et de gestion des ressources financières.

Les ressources globales de l'organisation (13'516'000 Euros en 2004) sont conséquentes, mais somme toute relativement modestes en comparaison avec la diversité de ses activités à travers le monde. Au cours de ces deux dernières années, un effort particulier a été fait pour réserver l'utilisation des ressources stratégiques à des activités communes ou transversales, qui permettent d'exprimer la stratégie globale d'Enda. Cet effort devrait être maintenu durant les trois prochaines années, ce qui permettrait d'aboutir à un nouveau schéma d'utilisation des ressources stratégiques de l'organisation, qui exprimerait mieux ses priorités stratégiques.

? Mise en place d'un pôle communication fort

C'est ce pôle qui devra assurer la fluidité de l'information en interne tout en restant un instrument de stratégie politique (marketing institutionnel) au service du lobbying et des alliances qu'Enda construit, seul ou en partenariat, pour renforcer l'impact de son action sur les politiques et sur les groupes sociaux.

? Mise en place de mécanismes de suivi- évaluation –capitalisation

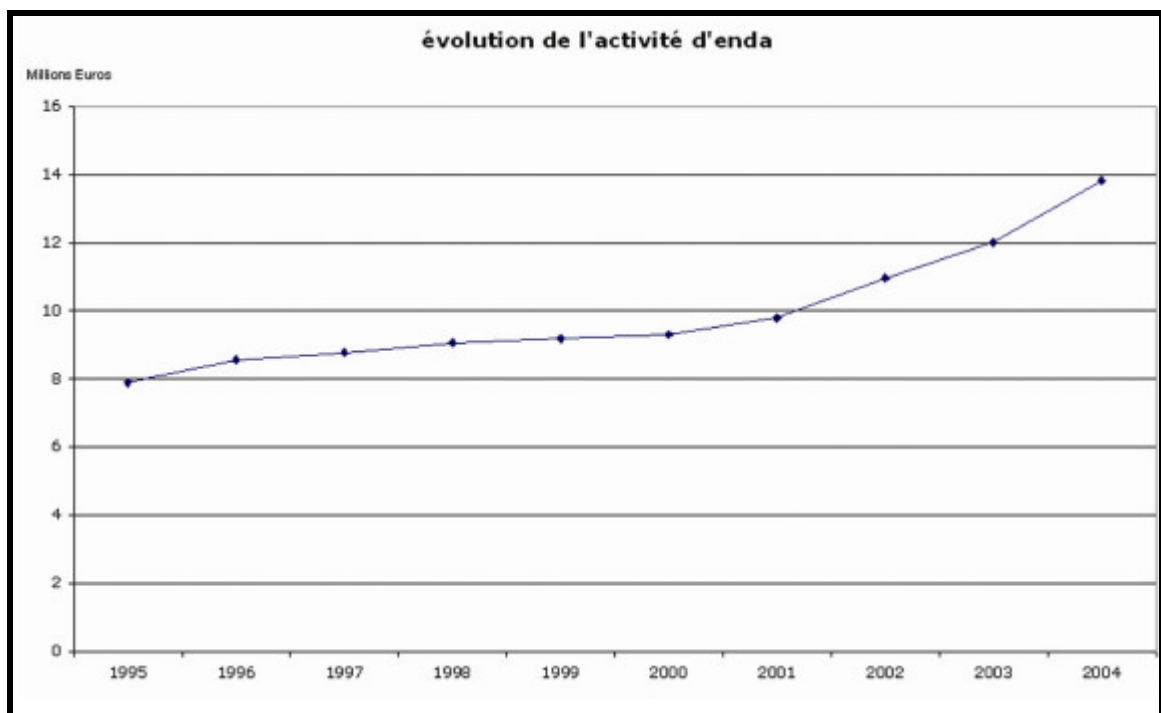
Enda doit devenir une organisation apprenante, capable de repérer et d'explicitier, pour elle-même, pour ses partenaires à la base et pour ses partenaires institutionnels, ses succès comme ses échecs et ses lacunes. Pour renforcer la convergence et la lisibilité de ses actions, il lui est indispensable de mettre en place de nouveaux mécanismes de suivi-évaluation permettant de mesurer les progrès réalisés par les différentes entités et par l'institution elle-même. Les documents de capitalisation, comme les rapports d'évaluation réalisés chaque année pourront servir de support à une revue critique et partagée de quelques-unes des activités phares de l'organisation.

18

Quelques aspects du budget

L'année 2004 s'est déroulée, pour Enda Tiers-monde, dans de bonnes conditions financières. L'analyse synthétique des comptes consolidés de l'organisation fait apparaître plusieurs caractéristiques majeures.

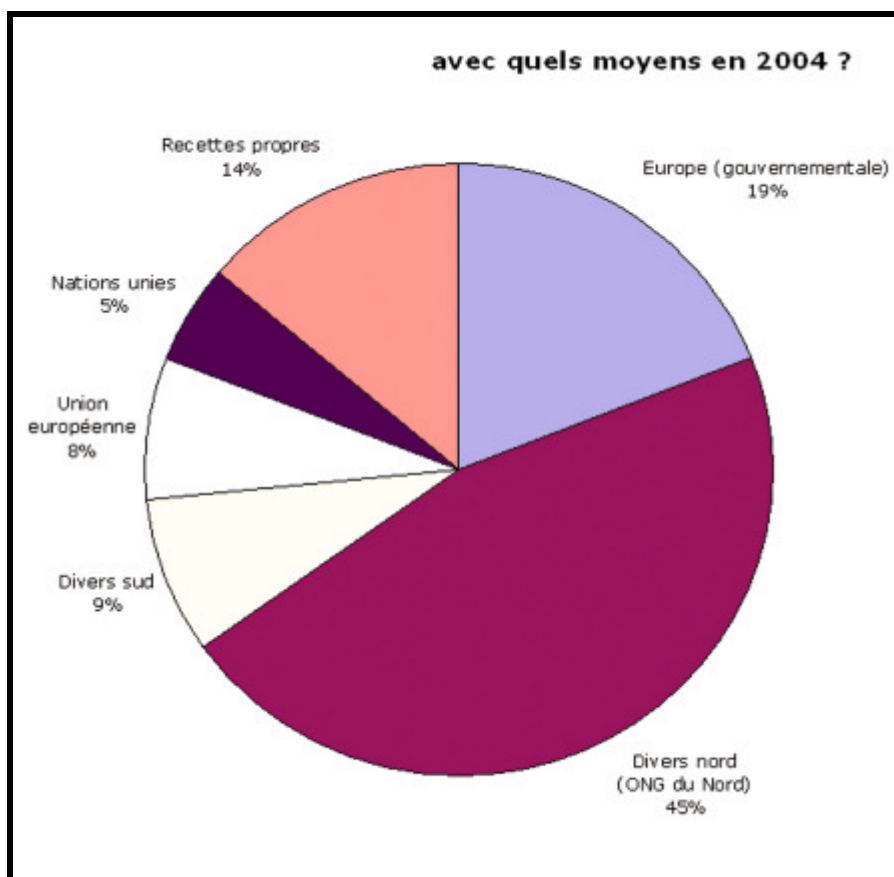
- ? Le budget global d'Enda s'est élevé, en 2004, à 13'516'000 Euros, soit une légère augmentation par rapport au budget de l'exercice précédent (2003) qui était de 11'980'000 Euros.
- ? La croissance du budget global de l'organisation provient principalement d'une hausse des « fonds projets » mobilisés par les différentes entités de l'organisation, soit 10'865'000 Euros en 2004, contre 9'224'000 Euros en 2003.



- ? Cette croissance des « fonds projets » constitue une preuve éclatante du regain de vitalité des différentes entités à travers le monde, qui arrivent à mobiliser des ressources de plus en plus importantes pour la mise en œuvre de projets utiles aux populations.
- ? Les fonds stratégiques ou fonds institutionnels, accordés par les principaux partenaires de l'organisation, ont connu une légère hausse. Ils se sont élevés, en 2004, à 2'622'230 Euros, contre

2'515'000 Euros en 2003. Globalement, les principaux contributeurs (Pays-Bas, Suisse, Autriche et Luxembourg) ont maintenu un niveau de financement global satisfaisant, permettant ainsi à Enda de préserver son indépendance et de renforcer son action auprès des populations les plus démunies.

? L'utilisation des ressources stratégiques évolue vers une plus grande rationalisation, par la réduction des charges courantes de fonctionnement et le financement d'actions stratégiques définies dans le cadre des objectifs prioritaires de l'organisation.



Liste des entités d'Enda et de leurs domaines d'intervention respectifs

Entités et services au Sénégal

Adressothèque

Sata TALL

Dakar – Sénégal

- ✂ Administration de la base de données des partenaires
- ✂ Mise en connexion de nouveaux contacts avec Enda
- ✂ Diffusion des publications
- ✂ Gestion du courrier

4 & 5, rue Jacques Bugnicourt (ex rue Kléber)

B.P. 3370 Dakar - Sénégal

Tél.: (221) 842 82 60

Fax: (221) 822 26 95

E-mail: adressot@enda.sn

Acas (actions en Casamance)

Sankoung FALL

Ziguinchor – Sénégal

- ✂ Réalisation d'infrastructures hydrauliques
- ✂ Aménagements hydro agricoles
- ✂ Appui à l'enfance en difficulté

B.P. 224 Ziguinchor - Sénégal

Tel : (221) 991 14 07

Fax : (221) 991 24 94

E-mail : acas@enda.sn

Cyberpop-bombolong

Rabia Abdelkrim CHIKH

Dakar – Sénégal

- ✂ Appui aux dynamiques populaires en zone urbaine
- ✂ Démocratisation de l'utilisation des NTIC
- ✂ Femmes, questions de genre et développement

Centre culturel Blaise Senghor Annexe Ecopole

6, Boulevard Dial Diop

B.P. 3370 Dakar - Sénégal

Tel : (221) 824 65 47

E-mail: cyberpop@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn/cyberpop>

Caf (Coordination Administrative et Financière)

Marie Lou DO & Jacques MOYNAT

Dakar – Sénégal

- ✂ Administration générale du personnel
- ✂ Gestion comptable de l'organisation
- ✂ Comptabilité matière et intendance générale
- ✂ Gestion de la base de données des projets

54, rue Carnot

B.P. 21177 Dakar - Sénégal

Tél.: (221) 823 57 72

Fax: (221) 823 51 57

E-mail: caf@enda.sn

Bukol (Bureau de Kolda)

Ibrahima CISSE

Kolda – Sénégal

- ✂ Aménagements hydro agricoles
- ✂ Réalisation d'infrastructures rurales
- ✂ Gestion des ressources naturelles

B.P. 169 Kolda - Sénégal

Tel : (221) 996 14 85

Fax : (221) 996 17 55

E-mail : acas-kol@enda.sn

Diapol (Prospectives Dialogues Politiques)

Moussa MBAYE

Dakar – Sénégal

- ✂ Promotion et renforcement du dialogue politique
- ✂ Lobbying et plaidoyer international
- ✂ Aménagement concerté des espaces

Rue 15 x corniche ouest

B.P. 7329 Dakar Sénégal

Tél. : (221) 823 53 47 / 821 18 01

Fax : (221) 823 67 13

E-mail : diapol@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn/diapol>

Eddoc (Edition, Diffusion, Documentation)

Raphaël NDIAYE

Dakar – Sénégal

- ✍ Edition et diffusion des publications
- ✍ Gestion de la documentation centrale
- ✍ Education pour l'environnement et le développement

54, rue Carnot, B.P. 3370 Dakar - Sénégal

Tél. : (221) 822 98 90 / 823 63 91

Fax: (221) 823 51 57

E-mail: editions@enda.sn,
eddoc-m@enda.sn, dif-enda@enda.sn, docs@enda.sn

Eau populaire

Malal TOURE

Dakar – Sénégal

- ✍ Réalisation d'infrastructures hydrauliques
- ✍ Interventions dans le domaine de l'assainissement
- ✍ Lutte contre les maladies liées à l'eau

4, rue Jacques Bugnicourt (ex rue Kléber)

B.P. 3370 Dakar - Sénégal

Tél.: (221) 823 79 94

Fax: (221) 822 26 95

E-mail : malal@enda.sn

Ecopole ouest africaine Jacques BUGNICOURT

Oumar TANDIA & Amadou DIALLO

Dakar – Sénégal

- ✍ Education alternative à la citoyenneté
- ✍ Appui au développement local participatif
- ✍ Plaidoyer et dialogue politique
- ✍ Développement de la santé communautaire

Rue Félix Eboué x Faidherbe

B.P. 21394 Dakar - Ponty

Tél. : (221) 823 56 63 / 822 03 78 / 822 31 94

Fax: (221) 823 95 83

E-mail: ecopole@enda.sn, audiovis@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn/ecopole>

Ecopop (économies populaires urbaines)

Mamadou Bachir KANOUTE

Dakar – Sénégal

- ✍ Economie populaire et développement communautaire
- ✍ Renforcement des capacités des acteurs locaux
- ✍ Appui au développement local participatif
- ✍ Accès aux services sociaux de base

Villa N° 8609D Sacré Coeur II

B.P. 3370 Dakar - Sénégal

Tel. : (221) 864 69 59

Fax : (221) 864 68 32

E-mail : ecopop@enda.sn

Web : www.enda.sn/ecopop

Energie

Jean Philippe THOMAS

Dakar – Sénégal

- ✍ Elargissement de l'accès aux services énergétiques
- ✍ Elaboration et mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement
- ✍ Analyse et recherche de synergies entre Energie-Environnement-Développement

54 rue Carnot, B.P. 3370 Dakar - Sénégal

Tél. : (221) 822 59 83 Fax : (221) 821 75 95

E-mail: energy2@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn/energie/indexnrj.htm>

Graf - Sahel et Afrique de l'Ouest

Emmanuel Seyni NDIONE

Dakar – Sénégal

- ✍ Gouvernance locale concertée
- ✍ Promotion et renforcement du dialogue politique
- ✍ Accès aux biens et services de base
- ✍ Agriculture et développement rural
- ✍ Appui aux femmes, AGR et micro finance
- ✍ Education alternative

B.P. 13069 Grand Yoff, Dakar - Sénégal

Tél.: (221) 827 20 25 Fax: (221) 827 32 15

E-mail: graf@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn/graf>

Jeuda (Jeunesse Action)

Fabrizio TRENZIO

Dakar – Sénégal

- ✍ Appui aux enfants et jeunes travailleurs
- ✍ Encadrement de l'enfance en difficulté
- ✍ Lobbying et plaidoyer international

54, rue Carnot, B.P. 3370 Dakar - Sénégal

Tél.: (221) 821 21 13 / 821 74 03

Fax: (221) 823 51 57

E-mail: jeuda@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn/eja>

Lead Afrique francophone

Masse LO

Dakar – Sénégal

- ✍ Renforcement des capacités
- ✍ Appui aux organisations de la société civile africaine
- ✍ Animation de réseaux et plaidoyer international

54, rue Carnot, B.P. 3370 Dakar - Sénégal

Tél.: (221) 842 05 43 / 822 24 96 / 822 59 83

Fax: (221) 821 75 95 / 823 51 57

E-mail: lead-af@enda.sn

Web: <http://fa.lead.org>

Madesahel (Méthds Applq au Dvpmt du Sahel) **Pronat** (Protection Naturelle des cultures)

Mame Thierno Aby SY

Dakar – Sénégal

- ✍ Conditionnement de phytomédicaments
- ✍ Formations en santé publique
- ✍ Activité Génératrices de Revenus et micro crédit
- ✍ Encadrement des femmes dans le maraîchage

B.P. 6259 Dakar-Etoile, B.P. 414 Mbour - Sénégal

Tél.: (221) 823 76 76 / 842 29 63 (Dakar)

Tél.: (221) 957 15 33 / 957 37 33

Fax: (221) 823 76 76

E-mail: madesahel@enda.sn

Mariam SOW

Dakar – Sénégal

- ✍ Création d'espaces de concertation en zone rurale
- ✍ Réduction de l'utilisation des pesticides
- ✍ Formation aux techniques de l'agriculture biologique
- ✍ Plaidoyer contre l'introduction des OGM en Afrique

54, rue Carnot

B.P. 3370 Dakar - Sénégal

Tél.: (221) 822 55 65 Fax: (221) 823 51 57

E-mail: pronat@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn/pronat>

Rup (Relais pour le développmt Urbain Participé)

Malick GAYE

Dakar – Sénégal

- ✍ Animation et mise en réseau sur l'urbain
- ✍ Gouvernance urbaine
- ✍ Lobbying et plaidoyer international
- ✍ Réalisation d'infrastructures hydrauliques
- ✍ Réalisation de systèmes d'assainissement
- ✍ Développement de l'agriculture urbaine

Rue Félix Eboué x Faidherbe

B.P. 27 083 Malick SY, Dakar - Sénégal

Tél.: (221) 822 09 42 / Fax: (221) 821 41 66

E-mail: rup@enda.sn/web

Web : <http://www.enda.sn/rup>

Santé - plantes Médicinales

Fatimata SY

Dakar – Sénégal

- ✍ Culture de plantes médicinales
- ✍ Fabrication et conditionnement de phytomédicaments
- ✍ Modernisation des condit° de vente de plantes médicinales
- ✍ Expérimentations et diffusion de nouvelles essences

Rue Félix Eboué x Faidherbe

B.P. 3370 Dakar - Sénégal

Tél.: (221) 822 96 95 / 823 66 17

Fax: (221) 823 66 15

E-mail: endaste@enda.sn

Santé - actions contre le SIDA

Daouda DIOUF

Dakar – Sénégal

- ✍ Actions de sensibilisation contre le Sida
- ✍ Assistance médico sociale des personnes infectées
- ✍ Prévention des risques liés à la prostitution clandestine
- ✍ Lobbying et plaidoyer international sur le Sida

56 COMICO VDN Liberté VI Extension

B.P. 3370 Dakar – Sénégal

Tél. : (221) 867 02 62

Fax : (221) 823 51 57

E-mail: santecom@enda.sn

Synfev (Synergie, Genre et Développement)

Marie-Hélène MOTTIN-SYLLA

Dakar – Sénégal

- ✍ Animation de réseaux Femmes et questions de genre
- ✍ Organisation de sessions de formation
- ✍ Publication de revues et plaidoyer international

4, rue Jacques Bugnicourt (ex rue Kléber)

B.P. 3370 Dakar - Sénégal

Tél.: (221) 823 45 42

Fax: (221) 822 26 95

E-mail: synfev@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn/synfev/synfev.htm>

Syspro I (systèmes et prospectives)

Moussa SECK

Dakar – Sénégal

- ✍ Modernisation des techniques agricoles
- ✍ Encadrement des producteurs agricoles
- ✍ Appui à la création de micro et petites entreprises
- ✍ Appui à la commercialisation des produits maraîchers

7, rue Kléber

B.P. 3370 Dakar - Sénégal

Tél.: (221) 821 05 72 Fax: (221) 822 26 95

E-mail: syspro@enda.sn

Syspro II (systèmes et prospective)

Taoufik BEN ABDALLAH

Dakar – Sénégal

- ✍ Renforcement des capacités de la Sté civile africaine
- ✍ Lobbying et plaidoyer sur le commerce international
- ✍ Organisation des Forums Sociaux internationaux
- ✍ Renforcement du dialogue politique

73, Rue Carnot

B.P. 3370 Dakar - Sénégal

Tél.: (221) 821 70 37 / 823 57 54

Fax: (221) 823 51 57

E-mail : syspro2@enda.sn

Entités décentralisées dans le monde

Ethiopie

Azeb GIRMAI

Addis Abeba – Ethiopie

- ✍ Développement de l'agriculture urbaine
- ✍ Gestion des déchets urbains
- ✍ Développement des systèmes d'assainissement
- ✍ Activités Génératrices de Revenus

P.O. Box 25718 Code 1000 Addis Abeba - Ethiopia

Tel.: (251-1) 51 21 86

Fax: (251-1) 51 45 80

E-mail: enda-eth@telecom.net.et

Maghreb

Magdi IBRAHIM

Rabat – Maroc

- ✍ Renforcement des capacités des acteurs locaux
- ✍ Promotion et renforcement du dialogue politique
- ✍ Gestion des déchets solides
- ✍ GRN et développement rural

12, rue Jbel Moussa, Appt. 13, JOLI COIN

Rabat Agdal - Maroc

Tél. : (212) 37 75 64 14 /15

Fax: (212) 37 75 64 13

E-mail: endamaghreb@enda.org.ma

Web: <http://www.enda.org.ma>

Océan indien

Véronique JENN-TREYER

Antananarivo - Madagascar

- ✍ Restructuration de l'habitat en milieux défavorisés
- ✍ Appui aux enfants et jeunes en difficulté
- ✍ Gestion des déchets urbains
- ✍ Activités Génératrices de Revenus

B.P.1467 Antananarivo - Madagascar

Tél.: (261 20) 22 61 64

Fax: (261 20) 22 61 74

E-mail: endaoi@simicro.mg

Amérique latine – Colombie

Pilar TRUJILLO URIBE

Bogotá – Colombie

- ✍ Gestion environnementale urbaine
- ✍ Appui au développement local
- ✍ Gestion et recyclage des déchets urbains
- ✍ Renforcement des capacités

Calle 33 No. 16-22 Teusaquillo - Bogotá - Colombia

Tel. (571) 338 3140/41/42 285 39 49

Fax: (571) 285 66 28

E-mail: endacol@andinet.com

Inter-arabe

Essma BEN HAMIDA & Michael CRACKNELL

Tunis – Tunisie

- ✍ Micro finance et micro crédit
- ✍ Aide à la création de micro entreprises
- ✍ Animation et mise en réseau

3, rue el aacha, 2041 ettadhamen, Tunisie

B.P. 72 Ksar Saïd II, Tunis - Tunisie

Tél.: (216 - 71) 65 06 00 / 65 06 90

Fax: (216 - 71) 65 07 61

E-mail : bhessma@gnet.tn

Web: www.endarabe.org.tn

Mali

Soumana COULIBALY

Bamako – Mali

- ✍ Appui aux enfants et jeunes en difficulté
- ✍ Promotion des initiatives de santé communautaire
- ✍ Renforcement des capacités économiques des femmes

Oulofobougou, rue 424, porte N° 200

B.P. 3123 Bamako - Mali

Tél.: (223) 22 55 64

Fax : (223) 23 25 93

E-mail: enda-mali@cefib.com

E-mail : enda-bko@spider.toolnet.org

Europe

Farid YAKER

Paris – France

- ✍ Lobbying en faveur de la lutte contre la pauvreté
- ✍ Réalisation de projets d'éducation au développement
- ✍ Aide à la visibilité des actions d'Enda
- ✍ Montage de projets et recherche de financements
- ✍ Animation de réseaux sur le développement durable

5, rue des immeubles industriels

75011 Paris - France

Tél.: (331) 44 93 87 40 / Fax: (331) 44 93 87 50

E-mail: enda-europe@wanadoo.fr

Web : www.enda-europe.org

Bolivie

Carlos OROS

La Paz – Bolivie

- ✍ Appui aux enfants et jeunes en difficulté
- ✍ Initiatives de santé préventive
- ✍ Education alternative.
- ✍ Accompagnement psycho social

Av. antofagasta No. 308 Villa Dolores El Alto

La Paz Bolivia Sud America

Tél.: (591-2) 810079/811695 / Fax:(591-2) 811446

E-mail: enboldr@caoba.entelnet.bo

Brésil

Sonia Maria Gomes de CARVALHO

Rio de Janeiro – Brésil

- ✍ Education alternative.
- ✍ Economie populaire urbaine
- ✍ Développement social des quartiers

Rua Conde de Lages n. 44 sala 608- Glória

Cep 20.241-080- Rio de Janeiro-RJ Brasil

Tel.: (55-21) 2531-7107 / (55-21) 2221-2581,

Fax : (55-21) 2531-7107

E-mail : endabrasil@endabrasil.org.br

Web: <http://www.endabrasil.org.br>

Siddhi Bombay

Pratima and Virup PANWALKER

New Bombay – Inde

- ✍ Agriculture et développement rural.
- ✍ Appui à la création de micro et petites entreprises
- ✍ Appui aux mouvements et associations de femmes
- ✍ Gestion et recyclage des déchets solides

5, Vashi Saphalya CHS, Sector 9A, Vashi Vashi Navi

Mumbai 400703, New Bombay - Inde

Tel.: (91 -22) 27 66 19 02

Fax: (91 -22) 27 65 88 97

E-mail: paragp@vsnl.com

Dominicana

Mamerto VALERIO

Santo Domingo – République dominicaine

- ✍ Gestion des ressources naturelles et agro foresterie
- ✍ Promotion des initiatives de santé communautaire
- ✍ Développement urbain et services de base

B.P. 3370, Santo Domingo-República Dominicana

Tél.: (1 - 809) 385-0421

Fax: (1 - 809) 385-2359

E-mail: enda.dom@codetel.net.do

Web: <http://www.Funredes.org/endacaribe/>

Vietnam

Bang ANH TUAN

Ho Chi Minh City – Vietnam

- ✍ Restructuration de l'habitat dans les bidonvilles
- ✍ Gestion environnementale urbaine
- ✍ Accès aux services de base
- ✍ Aide à la création de micro et petites entreprises

C2 Buu long St, Cu Xa Bac Hai, district 10,

Ho Chi Minh City - Vietnam

Tel.: (84-8) 9700243

Fax: (84-8) 9703273

E-mail: endavn@hcmc.netnam.vn